

Mémoire de Master 2
Intervention sociale Solidarités Sociologie (MISS)

Département de Sociologie
Université Toulouse Jean Jaurès

“Des jeunes de quartier face aux violences structurelles : entre mépris de classe, discrimination résidentielle et héritage colonial”

Camille GERVAISE

Recherche encadrée par : Madame Fatima QACHA
Enseignante-Chercheure, Département Sociologie
Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST)
Structure collaborative de recherche en études africaines
Université Toulouse Jean Jaurès

Jury : Madame Hasnia-Sonia MISSAOUI
Professeure des universités en Sociologie, Directrice du Département de Sociologie
Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST)
Université Toulouse Jean Jaurès

Année universitaire 2024-2025

Résumé

Publics relativement classiques des sciences humaines et sociales et de l'intervention sociale, les jeunes de quartier sont bien plus parlé·es qu'écouté·es. En s'appuyant sur une démarche inductive, l'objectif était de rencontrer des jeunes résident·es dans des quartiers du Mirail pour les interroger sur leur quotidien, leur rapport aux médias ainsi que leurs représentations des "jeunes de quartier". Ainsi, à partir des données récoltées sur deux terrains, c'est la question de l'omniprésence des violences structurelles et institutionnelles dans la vie de ces jeunes qui a particulièrement orienté cette recherche.

Abstract

Relatively typical subjects of the social sciences and social work, young people from disadvantaged areas are more often spoken about than given the opportunity to speak for themselves and truly listened to. Using an inductive approach, the aim was to meet with young residents of the Mirail neighborhoods to ask them about their daily lives, their relationship with the media, and their representations of "working-class neighborhood." Based on data collected in two field sites, the research was particularly guided by the omnipresence of structural and institutional violence in the lives of these young people.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier chaleureusement toutes les jeunes que j'ai rencontrées et qui ont accepté de participer à cette recherche. C'était un véritable plaisir de faire votre connaissance et de travailler avec vous.

Je remercie les équipes de l'association et de la structure institutionnelle qui m'ont accueillie au sein de leurs structures, m'ont introduite aux jeunes et ont tout fait pour que je m'intègre rapidement et que la recherche se passe bien. Merci pour votre bienveillance et votre disponibilité.

Je souhaiterais également remercier toutes les personnes qui ont contribué à cette recherche, notamment celles avec lesquelles j'ai pu mener des entretiens exploratoires.

Je tiens à présent à remercier ma famille, mes proches et mes camarades de promotion, pour leur soutien indéfectible et leur relecture.

Emilie, Emmy, Clémence, Eléa, merci pour tout.

Enfin, je tiens évidemment à remercier vivement Madame Fatima Qacha, ma directrice de mémoire, pour ses commentaires constructifs, ses conseils et recommandations, ainsi que pour sa patience et sa disponibilité.

Bonne lecture !

*Allô zenfants de nos quartiers, ne nous laissons pas dénigrer
Même la statue de la liberté a le statut d'immigré
Aucun de nous ne va re-migrer du Pas de Calais aux Pyrénées
On est inscrit dans leur pédigrée
Médine, Allons zenfants*

*Une jeunesse mobilisée est dangereuse, une jeunesse mobilisée est une puissance qui effraye
même les bombes atomiques.*

Thomas Sankara

Résumé.....	3
Abstract.....	3
Remerciements.....	4
1. Introduction.....	7
1.1. Les enfants de la Politique de la Ville au cœur des débats.....	9
1.2. Une histoire toulousaine : le projet du Mirail.....	11
1.3. Contextualisation de l'enquête de terrain.....	13
2. Méthodologie.....	14
2.1. Situer les terrains : données de cadrage, géographie, statistiques.....	14
2.1.1. Les délimitations géographiques du “Mirail” et du “Grand Mirail”.....	14
2.1.2. Quelques statistiques et données socio-démographiques du “Grand Mirail”....	17
2.2. Prendre exemple sur l'ethnographie... et s'essayer à une démarche inductive.....	20
2.3. Les terrains d'enquête et les équipes de professionnel·les.....	21
2.3.1. La “structure associative” : une association familiale.....	21
2.3.2. La “structure institutionnelle” : forte interconnaissance et nostalgie.....	24
2.4. L'entrée sur le terrain par des observations.....	25
2.4.1. Une intégration progressive.....	26
2.4.2. Être prise pour une nouvelle animatrice.....	29
2.5. Entretiens, conversations collectives et discussions informelles : plusieurs méthodes pour découvrir plusieurs jeunes.....	30
2.5.1. L'association : des trajectoires individuelles, la force du groupe et des relations fraternelles.....	30
2.5.2. La structure institutionnelle : les filles, les garçons et les “rats”.....	38
2.6. L'anonymisation.....	40
3. État de l'art :.....	41
Jeunes et jeunesses.....	41
3.1. Les jeunes de quartier.....	42
3.1.1. Sociologie des quartiers.....	42
Sociologie des classes populaires.....	44
3.1.1.1. Quartier ou banlieue ?.....	45
3.1.2. Quartiers, banlieues : des espaces ségrégués aux populations stigmatisées.....	48
3.2. Descendant·es de l'immigration.....	51
3.2.1. Sociologie de l'immigration.....	52
3.2.2. Théories postcoloniales.....	55
3.2.3. Histoire des migrations et héritage de la colonisation.....	59
3.3. La littérature au regard du terrain.....	61
4. Discussion et problématique.....	63
5. Analyse des données de terrain : les trajectoires de jeunes, le reflet des violences structurelles.....	70
5.1. “Il y en a qui font de longues études, et on est fier d'eux. Ils arrivent à mieux s'intégrer.”.....	72

5.2. “C’est plus difficile de trouver un emploi avec un CV localisé en 31100”	76
5.3. Gagner de l’argent autrement que par le salariat.....	79
5.3.1. “On s’est fait rejeter par la société, la cité nous a recueillis”	79
5.3.2. “Le foot fait vivre le quartier”	85
5.4. “L’objectif, c’est de quitter le quartier, car on n’a pas choisi de vivre ici”	89
5.5. Se marier : interroger les relations entre les filles et les garçons.....	96
6. Conclusion.....	106
7. Bibliographie.....	109
8. Annexes.....	114
Annexe 1 : Grille d’entretien pour les jeunes.....	114
Annexe 2 : Grille d’entretien pour les professionnel·les.....	117
Annexe 3 : Extraits du carnet de terrain.....	118

1. Introduction

“[Les médias] parlent des quartiers que pour parler des délinquants. Mais c’est un business. C’est pas bien, mais je comprends. Ils font de la différenciation au faciès parce que ça marche, ça fait parler. Ils ne nous voient pas comme les autres français. Pourtant, on a la même carte d’identité, elle est bleue.”¹

Les jeunes résidant dans les quartiers sont discriminé·es et stigmatisé·es, d’une part, en raison de leur lieu de résidence, et d’autre part, en raison de leur supposée origine étrangère. Renvoyé·es constamment dans l’extranéité, iels sont différencié·es du reste de la population française, mais doivent dans le même temps faire “leurs preuves” et montrer qu’iels sont français·es et fier·ères de l’être, parfois même plus que les autres. Entre mépris social, représentations coloniales, stéréotypes genrés, ou encore discriminations résidentielles, ces jeunes sont le reflet de divers maux socio-historiques français, laissés de côté et non traités.

Derrière l’expression “jeunes de quartier” est sous-entendue l’idée d’une homogénéité d’un groupe identifiable. Mais concrètement, qui sont ces “jeunes de quartier” ? On entend régulièrement parler de ces jeunes dans les médias et dans les discours politiques, mais qui sont-iels ? Pour tenter d’y répondre, nous nous sommes rendues dans des structures de jeunesse implantées sur des quartiers du Mirail pour rencontrer des jeunes et échanger avec eux et elles sur ce sujet. En nous adressant directement aux personnes concernées, nous souhaitons interroger le rapport que ces jeunes entretiennent avec leur identité. Cette identité renvoie à la manière dont ces jeunes se voient, se décrivent et se représentent, à la fois en tant que “jeunes de quartier”, mais aussi en tant qu’héritier·ères des migrations postcoloniales. Au-delà de tout ce que l’on peut lire ou entendre sur ces jeunes, quel est finalement leur point de vue à eux et elles sur eux et elles-mêmes ? Quelles sont leurs représentations des “jeunes de quartier” ? Est-ce qu’iels se sentent concerné·es ? Est-ce qu’iels s’identifient à cette nomination ? Aux représentations auxquelles elle renvoie ? Ces questionnements nous conduisent à nous intéresser à trois champs relativement classiques des sciences humaines et sociales : les jeunesses, les quartiers et les migrations.

Dans l’idée de suivre une démarche inductive, il paraissait intéressant de partir de questionnements relativement généraux sur les “jeunes de quartier”, en s’appuyant principalement sur les terrains. Les données récoltées à cette occasion ont permis de soulever plusieurs thématiques très prégnantes : les enjeux autour de la mobilité géographique, les relations genrées, la précarisation et paupérisation des quartiers, ainsi que la place des

¹ Entretien collectif, carnet de terrain, Té, 22 ans, le 16/12/2024 dans les gradins du futsal.

addictions. Par ailleurs, la réalisation d'entretiens semi-directifs et de conversations collectives informelles ont conduit à mettre en avant d'une part, la pluralité des parcours des jeunes, et d'autre part, un vécu des multiples discriminations qu'ils subissent en tant que jeunes de quartier, appartenant à des classes sociales défavorisées et issues des migrations postcoloniales. Que faire alors de ces éléments ? Diverses études sociologiques² documentent le fait que les jeunes de quartier ne sont pas "des jeunes comme les autres" en raison des discriminations et stigmatisations qu'ils vivent. Néanmoins, qu'en pensent-ils ? En tant que personnes concernées, comment vivent-ils ces discriminations au quotidien ? Malgré la pluralité des profils des jeunes rencontrés, leurs interprétations sur le vécu des discriminations sont relativement similaires : "c'est comme ça". Ce consensus ne laisse évidemment pas indifférent et pousse à le questionner à l'aune de la sociologie. De cette manière, j'ai cherché à comprendre et expliquer cette intériorisation des discriminations et cette apparente résignation.

1.1. Les enfants de la Politique de la Ville au cœur des débats

*"Mais le sujet en tant que tel, de fait, c'est l'identité des quartiers. On ne peut pas penser la politique de la ville si à un moment donné, on ne rattache pas à l'histoire des parcours migratoires et l'histoire de la France avec ses anciennes colonies et avec le Maghreb."*³

Si les "jeunes de quartier" sont un public relativement classique des sciences humaines et sociales et particulièrement de la sociologie, c'est également un public "classique" de l'intervention sociale. En effet, il s'agit de l'un des principaux publics destinataires des politiques publiques, notamment à travers la Politique de la Ville.

La nomination "jeunes de quartiers" est une construction sociale qui s'inscrit dans l'histoire de la politique de la ville. Dès 1981, suite aux émeutes dans le quartier des Minguettes à Vénissieux dans le Rhône, l'État tente de réagir en créant les Zones d'Éducation Prioritaires (ZEP), les Missions Locales en mars 1982⁴ pour les jeunes âgés de 16 à 25 ans en dehors du système scolaire, puis la première "Opération Prévention" est mise en place en juillet 1982 pour offrir des vacances aux jeunes en dehors de leurs quartiers. Cette "opération" s'est d'abord intitulée "Opérations anti Été chaud", puis "Opérations Prévention

² Cf. Quelques exemples d'études réalisées : François Dubet (1987), David Lepoutre (1997), Stéphane Beaud et Michel Pialoux (1997), Michel Kokoreff (2003), Cyprien Avenel (2004), Beaud et Younès Amrani (2005), Eric Marlière (2005), Didier Lapeyronnie (2008), Marwan Mohammed (2011), Fabien Truong (2013, 2015, 2017), Nicolas Oppenheim (2016). Voir la partie "Sociologie des quartiers" de l'État de l'art : p. 40-42.

³ Entretien avec un éducateur, le 15/11/2024 dans les anciens locaux d'une école au Mirail.

⁴ La création des Missions Locales fait suite au rapport Schwartz sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en 1981.

Été”, et enfin “Ville - Vie - Vacances”. À partir de cette période, toutes les actions de l’État à destination des quartiers et/ou de réduction des inégalités sociales entre territoires participent à la Politique de la Ville. De manière générale, il s’agit d’une politique mise en place par les pouvoirs publics pour revaloriser les territoires urbains en difficulté et réduire les inégalités entre les territoires. Elle est locale et territoriale, transversale à diverses thématiques, interministérielle et participative. Ce dernier point est l’un des enjeux phares de la Politique de la Ville, avec la recherche de mixité sociale. Ses actions sont inscrites dans les Contrats de Ville, portés par les collectivités.

Si la Politique de la Ville s’est ainsi créée dans le contexte de révoltes urbaines, c’est en partie parce qu’il fallait trouver une réponse politique face à un événement qui prenait une place médiatique importante. En effet, depuis les années 1980, chaque période de révoltes urbaines est documentée par les médias et les discours politiques pour alimenter les stéréotypes et imaginaires sur les “jeunes de quartier”, qui se retrouvent alors réduits à une image de violence et de dégradation des biens publics. On peut citer par exemple les révoltes à Vaulx-en-Velin en 1990, suite au décès d’un jeune dans une course poursuite avec des forces de police, ou le décès de Zied et Bouna en 2005, en fuyant un contrôle de police. Dans le contexte local, des événements similaires ont eu lieu en 1998 suite au décès de Habib Ould Mohamed, surnommé Pipo, tué d’une balle à bout portant par un policier⁵. Aussi, bien que cela n’ait pas conduit à des révoltes urbaines à proprement parlé, il semble important de mentionner le décès de Thibault Bilal en février 2025 à la Faourette, qui a évidemment bouleversé les habitant·es du Mirail.

Cependant, plutôt que d’interroger les relations entre les jeunes et la police, les médias offrent un discours réducteur sur les conséquences de la Politique de la Ville dans des quartiers. Ils choisissent le sensationnalisme et mettent en avant un imaginaire collectif comprenant la question de l’immigration, du chômage, des familles nombreuses et de la délinquance. Presque quarante ans plus tard, la situation n’a pas tant évolué, pour preuve les récents événements et le traitement médiatique et politique relatif au décès de Nahel en juin 2023, dans le cadre d’un contrôle de police.

Les quartiers sont donc des espaces dévalorisés et discrédités dans les médias, et par l’intermédiaire des personnalités politiques. Si les déclarations de Nicolas Sarkozy, souhaitant

⁵ Nadir Dendoune, « Toulouse. Il y a 19 ans, Habib Ould-Mohamed était abattu par un policier », *lecourrierdelatlas* (blog), 12 décembre 2017, <https://www.lecourrierdelatlas.com/france-toulouse-il-y-a-ans-habib-ould-mohamed-etait-abattu-par-un-policier-9985/>.

“nettoyer [la cité des 4000] au Kärcher”⁶, ont particulièrement marqué les esprits, les propos tenus vingt ans plus tard dans les médias ne sont pas profondément différents. Comme le montre l’étude de l’ONPV (Observatoire National de la Politique de la Ville) sur le regard que portent les français·es sur les quartiers⁷, ces dernier·ères reconnaissent avoir une image dépréciative des quartiers, nourrie par ce qu’iels entendent et voient dans les médias. Par-delà ce traitement médiatique, les habitant·es de ces territoires ressentent une forme de discrimination liée à leur lieu de résidence, ce qui a pu être mis en avant dans l’enquête TeO (Trajectoires et Origines) de 2019-2020⁸ :

“Le lieu de résidence ou le quartier d’habitation constitue un autre motif, dont l’effet sur la perception sociale des phénomènes migratoires peut être important. 7 % des hommes et 5 % des femmes discriminés citent le lieu de résidence et le quartier d’habitation comme motif de discriminations.” (Attoubi, 2023, p. 163)

Les quartiers de Toulouse connaissent le même sort et le même traitement. Pour ceux du Mirail, il peut être intéressant de se pencher sur leur histoire et leur construction pour comprendre leur lien avec les politiques prioritaires.

1.2. Une histoire toulousaine : le projet du Mirail⁹

“Le Mirail, c’est le miroir. Et le Mirail, c’était... Bon, alors toi, t’es plus jeune, mais si t’as vu des images, la Reynerie communiquait jusqu’à Bellefontaine sans toucher par terre, de cursive à cursive.”¹⁰

À l’origine, le Mirail est un projet porté par Louis Bazerque, élu maire de Toulouse en 1958 avec un programme orienté sur l’accès à un “logement pour tous”, et l’architecte Georges Candilis. L’un des traits caractéristiques de ce projet architectural repose sur la construction de coursives reliant les immeubles par voie piétonne. Néanmoins, suite à des discordes politiques et une volonté de “rentabiliser le Mirail”, ce dernier échappe à Louis Bazerque, et seul Bellefontaine, premier quartier construit, a pu être achevé selon les intentions du projet. Le deuxième quartier qui émerge est la Reynerie, suivi de Mirail U, bâti autour de l’Université et de l’École d’Architecture. Bien que le projet soit initialement pensé

⁶ « Nicolas Sarkozy en 2005 : « Le terme “nettoyer au Kärcher” est un terme qui s’impose » | INA », ina.fr, consulté le 26 mai 2025, <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/nicolas-sarkozy-2005-karcher-banlieue-violences-politique>.

⁷ « PUBLICATIONS ONPV | ONPV.fr - Observatoire National de la Politique de la Ville », consulté le 31 mai 2025, <https://www.onpv.fr/publications>.

⁸ Inès Attoubi, « Quelles évolutions des discriminations en France ? », *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1341 (1 avril 2023): 158-65, <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.15465>.

⁹ Cette partie s’appuie sur les données présentes dans l’article : Marie-Christine Jaillet-Roman et Mohammed Zendjebil, « Le Mirail : un projet de « quasi-ville nouvelle » au destin de grand ensemble », *Histoire urbaine* 17, n° 3 (2006): 85-98, <https://doi.org/10.3917/rhu.017.0085>.

¹⁰ Entretien avec F, éducateur, le 14/04/2025 dans les locaux de l’association.

pour des publics appartenant aux classes moyennes, l'accession à la propriété va conduire vers un changement de sa démographie, ce qu'explique cet éducateur :

“Sauf qu'en changeant l'accession à la propriété des classes populaires, [...] elles sont parties. Et toute cette mixité sociale est partie avec l'accession à la propriété. Du coup, l'arrivée des migrations qui étaient dans des centres, des camps, des bidonvilles, qui sont arrivées de Colomiers et du Pont-des-Demoiselles, sont venues au Mirail. Et du coup, on a inversé cette mixité.”¹¹

En parallèle, la dégradation de l'image du quartier va concourir à son changement de population et éloigner ainsi définitivement le projet de sa conception par Bazerque et Candilis. Et si l'image du Mirail s'est effectivement détériorée, son évolution démographique a participé à son inscription dans la géographie prioritaire telle qu'elle est conceptualisée par la politique de la ville.

“En 1990, Le Mirail répond à la plupart des critères qui identifient la géographie prioritaire de la politique de la ville : la moitié des habitants sont « étrangers », là où ils ne sont à Toulouse que 8% en moyenne. Les jeunes de moins de 20 ans y représentent plus du tiers de la population (ils sont 20% à Toulouse). Enfin, 1 actif sur 5 est au chômage contre seulement 13% à Toulouse. L'écart s'est encore accru entre 1990 et 1999 puisque, si le chômage a atteint 18% pour l'ensemble de la population active toulousaine, il est de 36 % à Bellefontaine et de 40% à la Reynerie. Autant de chiffres qui attestent « l'efficacité » du tri urbain et de la « relégation » des populations immigrées ou d'origine immigrée et/ou pauvres dans les quartiers du sud-ouest toulousain.” (Jaillet et Zendjebil, 2006, p. 95)¹²

Enfin, les divers changements, projets et dispositifs qui ont bouleversé le Mirail l'ont étendu à d'autres quartiers, tels que Bagatelle et La Faourette, sous l'appellation “Grand Mirail”.

Aujourd'hui encore, le Grand Mirail est soumis à de nombreux travaux, projets urbains et constructions relatives aux projets du Contrat de Ville, pour exemple les multiples démolitions d'immeubles à la Reynerie et les programmes urbains déployés sur les friches des anciens collèges de la Reynerie et de Bellefontaine. Ces divers projets laissent supposer une volonté d'attirer une nouvelle population au sein du Grand Mirail, et certainement aussi de modifier de nouveau sa démographie, ce qui peut susciter une inquiétude quant au relogement des habitant·es actuel·les.

“Mais celle-ci [la renaissance du Mirail] risque de se faire au détriment de la fonction sociale que ces quartiers assuraient « pour le compte » de la ville et plus largement de l'ensemble de l'agglomération : accueillir, ou du moins plus prosaïquement, être le réceptacle des ménages immigrés et d'origine immigrée, et/ou pauvres, rejetés des autres segments du marché et dont le reste de la société toulousaine cherche à se tenir à distance.” (Jaillet et Zendjebil, 2006, p. 98)¹³

Ainsi, le Mirail continue d'évoluer et de se modifier au gré des décisions politiques de la municipalité. Les choix politiques de cette dernière impactent directement les habitant·es,

¹¹ *Ibid.*

¹² Jaillet-Roman et Zendjebil.

¹³ *Ibid.*

mais aussi toutes les structures de l'action sociale intervenant sur ce territoire, qu'elles soient institutionnelles ou associatives.

1.3. Contextualisation de l'enquête de terrain

Cette recherche se déroulant entre 2024 et 2025, il est essentiel de rappeler le contexte politique national concernant le vote des budgets 2025¹⁴ et la demande faite aux collectivités locales, à commencer par les départements, mais aussi les communes et intercommunalités dont Toulouse Métropole¹⁵, de “faire des économies”, ce qui impacte directement les services de l'action sociale. En moyenne, cette réduction budgétaire s'élève de moins 20% à moins 40%¹⁶ pour les structures et associations culturelles, sportives et sociales. Par ailleurs, les services de l'action sociale à destination des jeunes, qu'ils soient associatifs et financés par la Politique de la Ville, ou institutionnels et rattachés à la métropole ou la municipalité, sont particulièrement impactés par l'actualité politique locale, puisque la municipalité prépare les prochaines élections qui auront lieu en 2026. Dans ce contexte, plusieurs décisions politiques sont en suspens, ce qui impacte les missions des professionnel·les.

C'est donc dans cette situation financière et politique que cette recherche sur les jeunes de quartier a démarré. Au vu du sujet traité, il semblait plus pertinent de cibler les jeunes âgés de 16 à 30 ans environ, résident·es des quartiers du Mirail. Pour accéder à ce public, je me suis rendue auprès de diverses structures de jeunesse implantées sur des quartiers, pouvant jouer un rôle d'intermédiaire de confiance pour faciliter la mise en relation. Deux d'entre elles ont accepté de m'accueillir pour réaliser une recherche et devenir ainsi des terrains exploratoires. Pour assurer l'anonymat et la confidentialité des données, je décrirai les deux structures pour comprendre leur fonctionnement sans jamais mentionner précisément leur lieu d'intervention, en gardant “le Mirail” comme seule information de géolocalisation. L'une se situe au nord du Mirail, l'autre au sud.

¹⁴ « Budget 2025 : à Toulouse, les subventions pour les clubs de sport et les associations vont baisser de 20 à 40% - ici », ici, le média de la vie locale, 28 novembre 2024, <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/budget-2025-a-toulouse-les-subventions-pour-les-clubs-de-sport-et-les-associations-vont-baisser-de-20-a-40-7549358>.

¹⁵ « rapport-bp2025-tm.pdf », consulté le 31 mai 2025, <https://metropole.toulouse.fr/sites/toulouse-fr/files/2024-12/rapport-bp2025-tm.pdf>.

¹⁶ « “Le maire sacrifie la culture et le sport” : moins 20% à moins 40% annoncés, l'opposition s'insurge contre les baisses drastiques de subventions en 2025 », France 3 Occitanie, 28 novembre 2024, <https://france3-regions.franceinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/le-maire-sacrifie-la-culture-et-le-sport-moins-20-a-moins-40-annonces-l-opposition-s-insurge-contre-les-baisses-drastiques-de-subventions-en-2025-3067756.html>.

La première est une structure associative accueillant des jeunes dès 12 ans, dont l'équipe professionnelle est composée d'éducateur·ices, de médiateur·ices et d'animateur·ices. Par son accompagnement des jeunes, elle s'apparente à un club de prévention spécialisée, ou du moins à une structure d'éducation populaire avec une mission de prévention. Cependant, des collégiens se rendent aussi dans cette structure, tout comme des adultes, certain·es étant d'ancien·nes "jeunes" accompagnés·es, ce qui peut être semblable au travail d'un centre social par exemple, dont l'intervention est plus orientée sur un territoire que sur une population spécifique. La seconde est une structure et un dispositif d'accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans, qui s'inscrit dans une dynamique territoriale de la Mairie de Toulouse. Ce type de structure existe également dans d'autres quartiers toulousains pour les jeunes âgés de 11 à 17 ans. Ses professionnel·les sont éducateur·rices ou animateur·rices. Pour faire référence au premier terrain, je parlerai de "la structure associative", pour la distinguer de la seconde, que je nommerai "la structure institutionnalisée" ou "institutionnelle", en référence à son rattachement à la Mairie de Toulouse.

2. Méthodologie

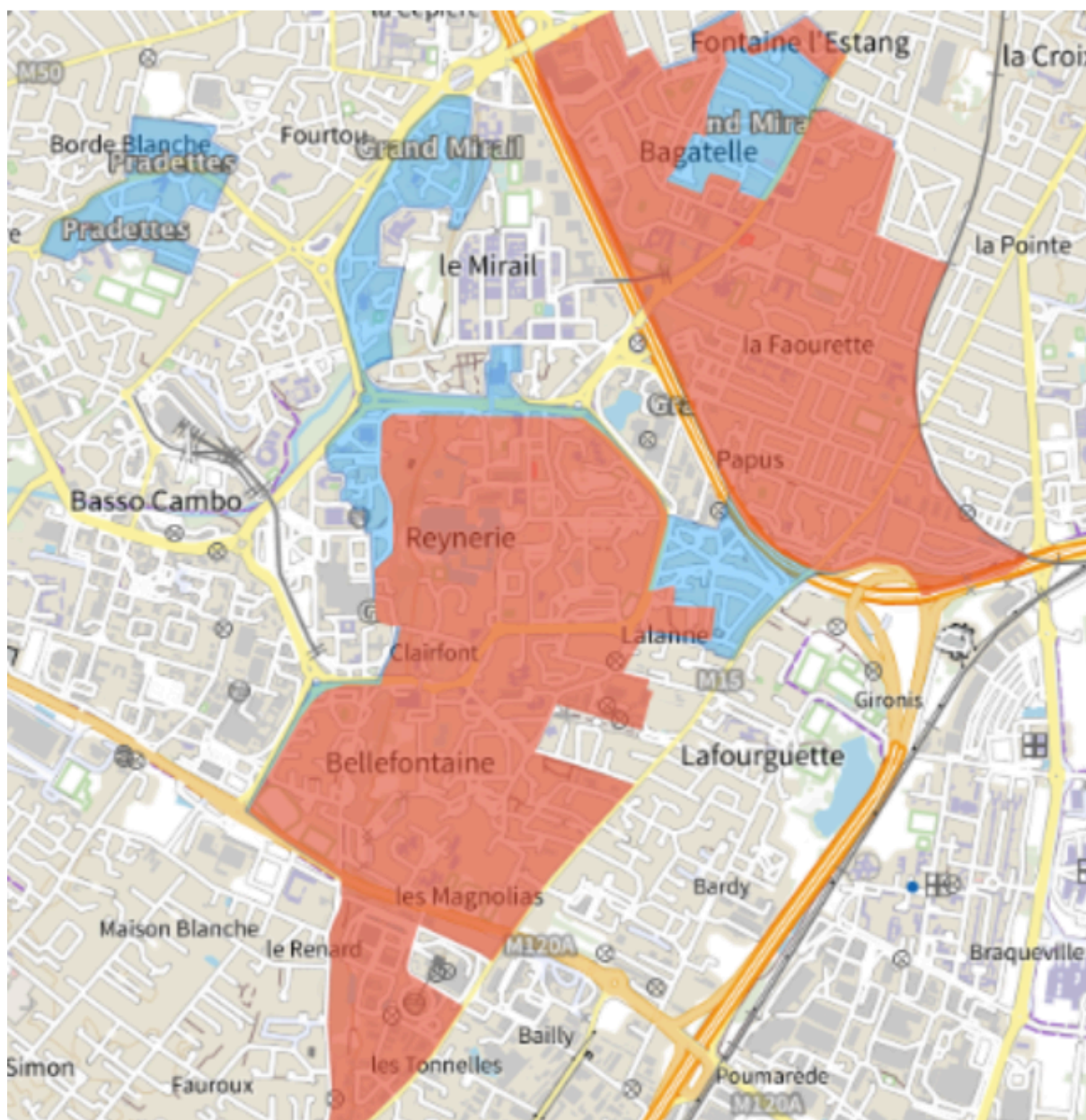
"C'est intéressant, moi je trouvais cette démarche que tu fasses... de s'intéresser vraiment à eux, et tu vois, je ne sais pas trop comment ils réagissent les jeunes, mais je trouve ça intéressant, parce qu'on ne doit pas trop leur poser des questions là-dessus. Et je trouve que c'est bien de pouvoir s'intéresser à eux, de manière, tu vois, juste pas voyeuriste, mais... de dire "voilà ça m'intéresse ça, qu'est-ce que toi tu peux en dire" quoi."'¹⁷

2.1. Situer les terrains : données de cadrage, géographie, statistiques

2.1.1. Les délimitations géographiques du "Mirail" et du "Grand Mirail"

Contrairement à l'usage courant qui en est fait pour désigner tous les quartiers situés au sud-ouest de Toulouse, "le Mirail" est le nom donné à l'ensemble de trois quartiers que sont Bellefontaine, la Reynerie et Mirail-Université. C'est en réalité le périmètre du quartier prioritaire "Grand Mirail" qui comprend en plus les quartiers Bagatelle, La Faourette, Papus, Tabar, Bordelongue (appelés BaFaPaTaBor) mais aussi en partie Basso Cambo, Fontaine-Lestang et les Pradettes. À ce sujet, les cartes du site *Géoportail*, actualisées en juin 2015, permettent de distinguer les limites des "Quartiers prioritaires", en bleu, et des "Zones Urbaines Sensibles", en rouge.

¹⁷ Entretien avec V, éducatrice, le 31/03/2025 dans les locaux de l'association.



Selon le Système d'Information Géographique de la Politique de la Ville (SIG Ville), le quartier prioritaire Grand Mirail comptait 35 685 habitant·es en 2020. Le site propose aussi une carte délimitant ce quartier prioritaire en 2024.¹⁸

¹⁸ « SIG Politique de la Ville », consulté le 12 janvier 2025, <https://sig.ville.gouv.fr/territoire/QN03107M>.

Rattachement EPCI/EPT : Toulouse Métropole

Rattachement Contrat de ville 2024 : Toulouse Métropole

Commune : Toulouse



35 685

Population municipale 2020



339

surface (ha)



52.6 %

Taux de pauvreté au seuil de 60 % (%)



31.4 %

Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi



26.9 %

Part des familles monoparentales

Quartiers Prioritaires

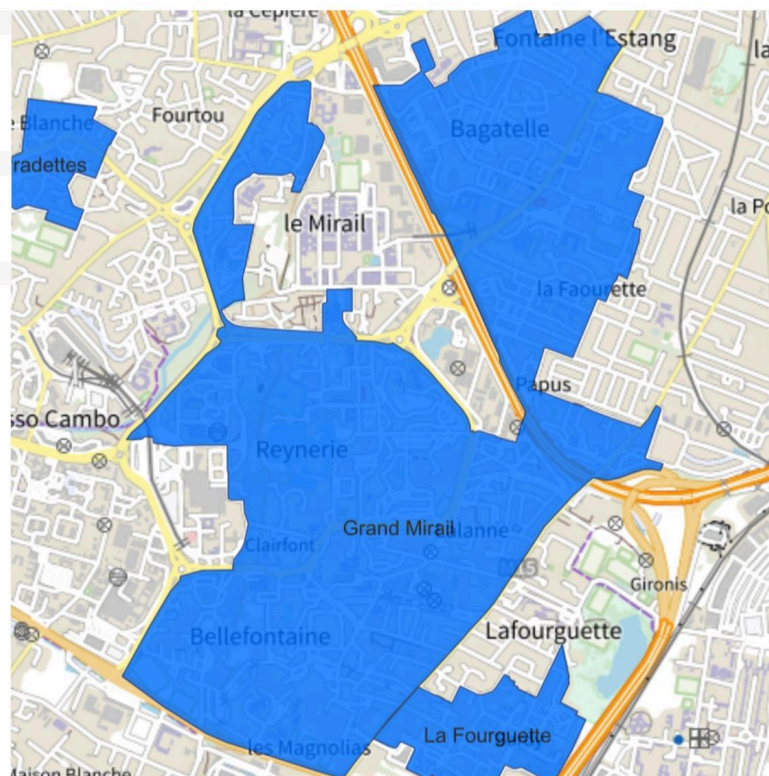
- QP
- Cluster des quartiers prioritaires
- QP par région
- Quartiers prioritaires par région
- QP par département
- Quartiers prioritaires par département

Quartiers

Quartiers prioritaires 2024
Quartiers prioritaires de la politique de la ville fixés par le Décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 pour la métropole et par le décret n° 2014-1751 du 30 décembre 2014 pour les départements et collectivités d'outre-mer révisés par le décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015.

■ Quartiers prioritaires 2024

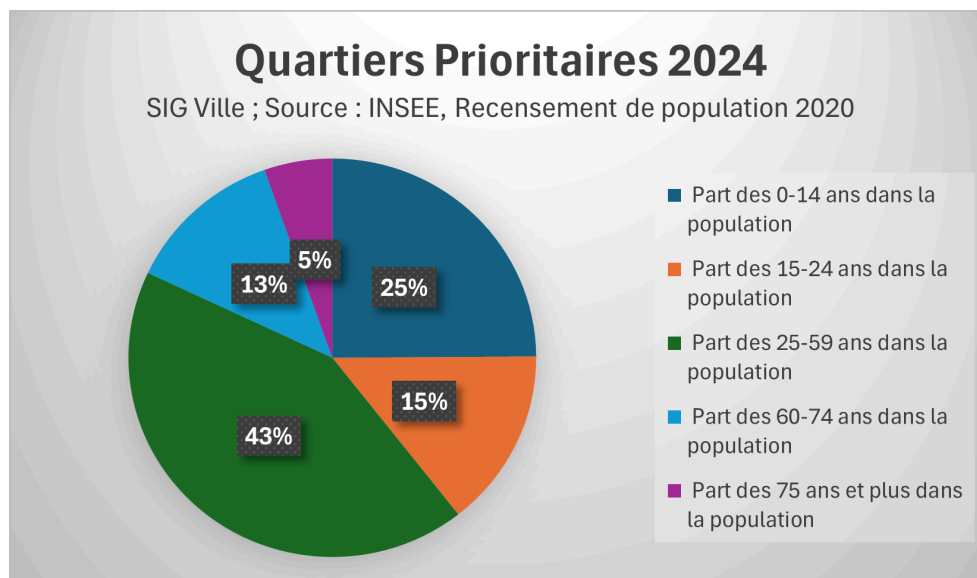
Équipements / Services



2.1.2. Quelques statistiques et données socio-démographiques du “Grand Mirail”

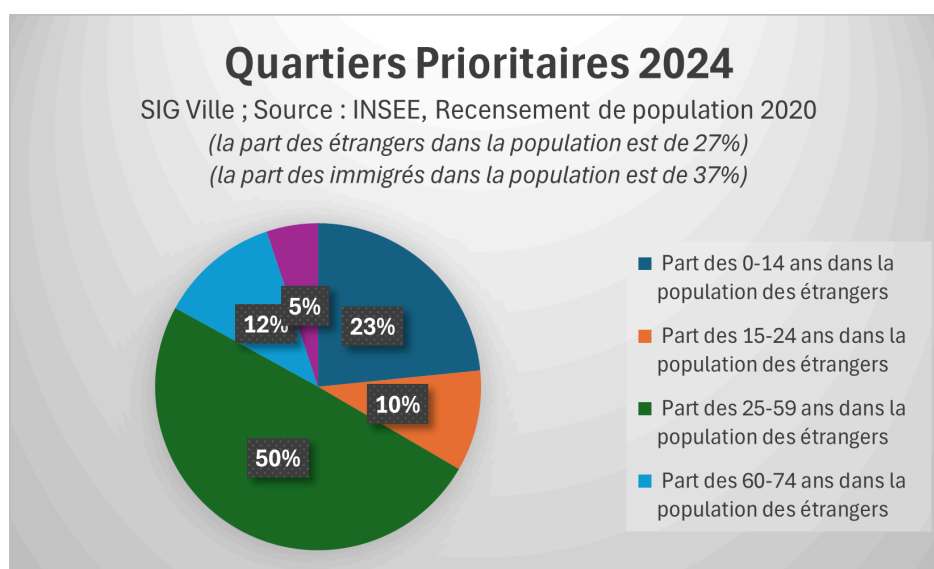
Le SIG présente également des données statistiques, obtenues via l’INSEE, que nous proposons d’illustrer par des graphiques.

Répartition de la population par tranche d’âges :



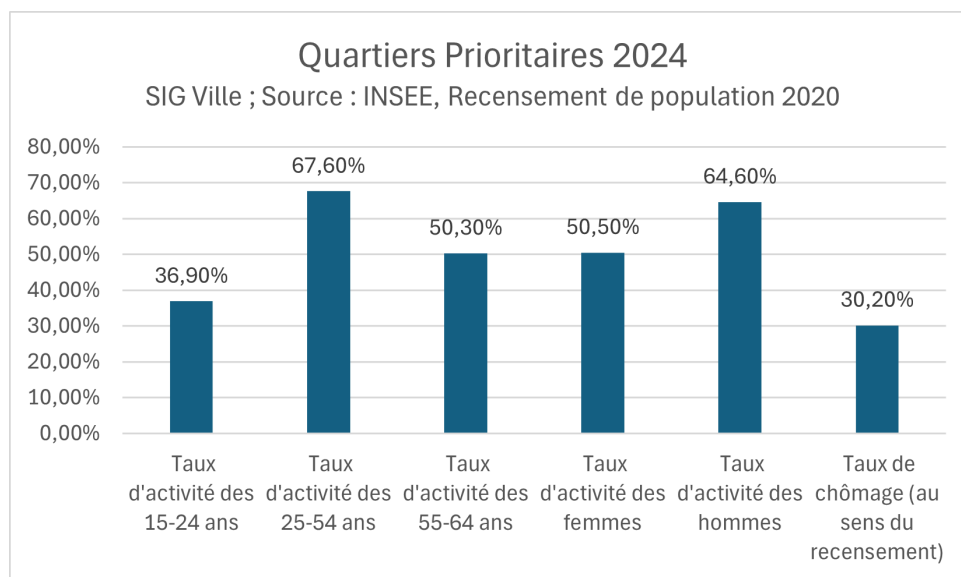
Le territoire du Grand Mirail se compose en grande partie (43%) d’une population jeune, âgée de 25 à 59 ans.

Répartition de la population étrangère par tranche d’âges :



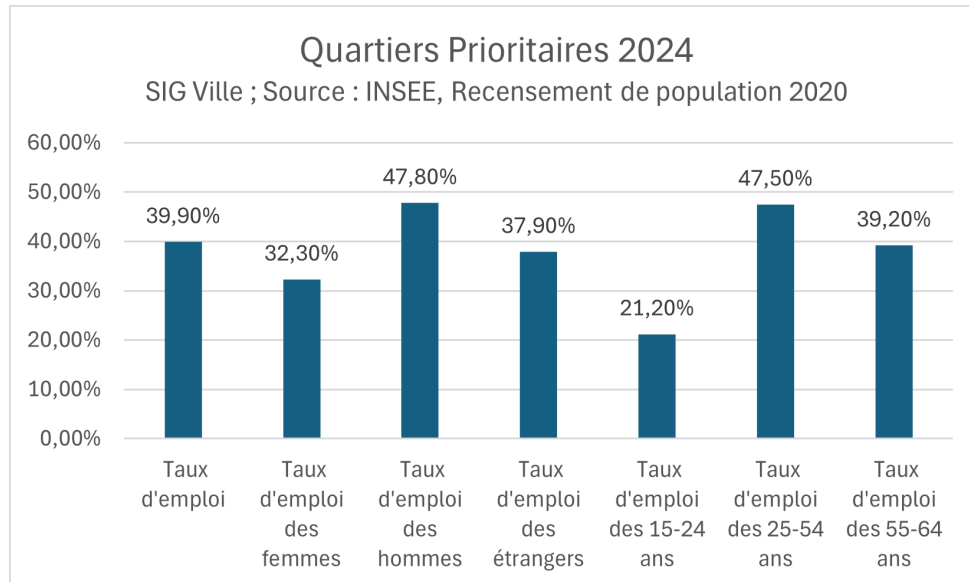
Ici aussi, la part importante des jeunes ressort dans la population étrangère du territoire.

Taux d'activité par tranche d'âges et par genre :



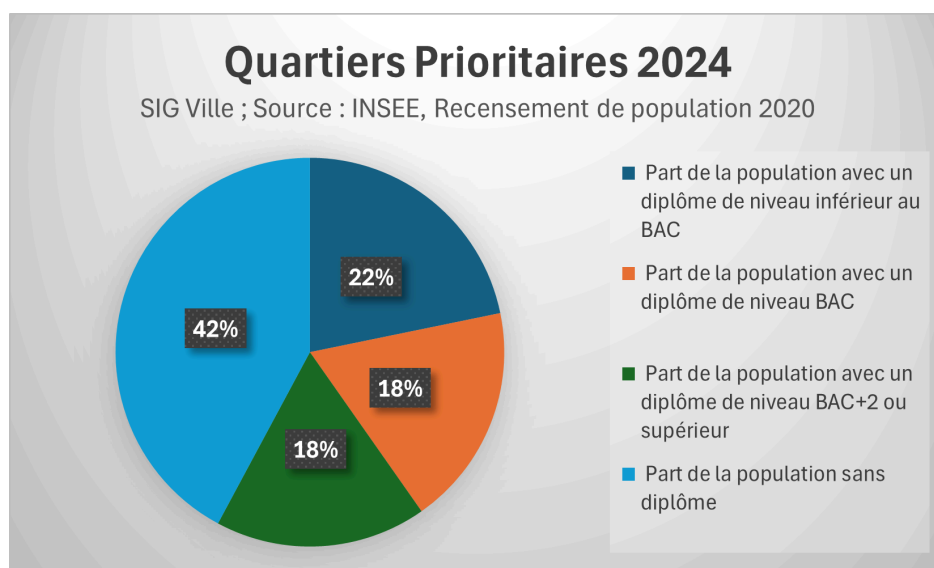
Comme le montre le graphique, les hommes sont plus en activité que les femmes, et parmi les tranches d'âges, ce sont surtout les jeunes adultes, âgés de 25 à 54 ans qui sont en activité.

Taux d'emploi par tranche d'âges, par genre et selon la nationalité :



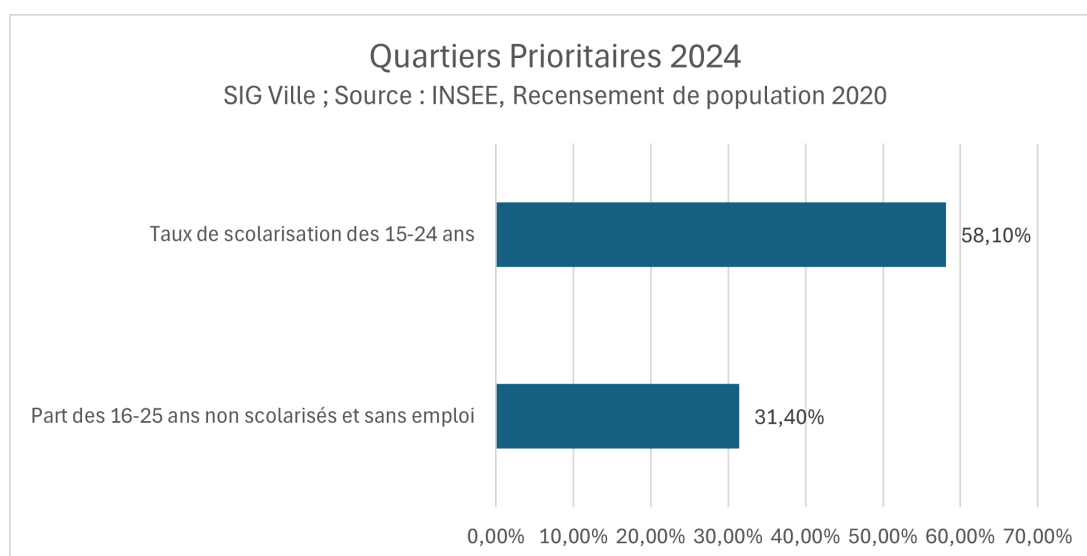
Ce graphique complète les données du précédent puisqu'il illustre le taux d'emploi plus important des hommes, ainsi qu'un taux d'emploi plus favorable pour la tranche d'âges des 25-54 ans.

Répartition de la population selon le niveau d'étude :



Ces données révèlent une part non négligeable de personnes non diplômées dans la population du Grand Mirail.

Taux de scolarisation des 15-24 ans et part des 16-25 non scolarisés.es et sans emploi :



Ce dernier graphique met en avant une part considérable (31,40%) des jeunes de 16-25 ans qui ne sont ni en emploi, ni en formation.

Enfin, l'Atlas des quartiers prioritaires de la politique de la ville, datant de janvier 2022 et réalisé par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires¹⁹, expose des données légèrement plus récentes :

¹⁹ « Atlas des quartiers prioritaires », Agence nationale de la cohésion des territoires, consulté le 12 janvier 2025, <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/atlas-des-quartiers-prioritaires-832>.

Libellé du département et de l'EPCI	Code géographique	Libellé du quartier	Population	Jeunes de 0 à 14 ans	Réussite au brevet	Taux de pauvreté	Typologie cohésion sociale	Taux d'emploi femmes	Taux d'emploi hommes	Typologie emploi	Taux de vacance	Nombre de logements sociaux	Logements sociaux
NA	76	Occitanie	5 885 496	16.8	91.2	17.2		58.9	64.6		8.5	299 252	9.9
	76	Ensemble QPV	357 683	22.7	88.7	51.7		33.2	43.4		14.5	85 544	18.1
31 Haute-Garonne - Toulouse Métropole	QP031006	Pradettes	2 018	18.3		47.1	INT	44.8	52.4	DYN	6.5	427	37.5
	QP031007	Grand Mirail	32 291	25.2	84.8	49.7	SEG	32.5	44.1	DEC	9.8	9 278	68.6

Typologie cadre de vie	Collèges publics <300m	Collèges publics REP <300m	Collèges publics REP+ <300m	Cités éducatives	Emplois francs	Cités emplois	NPNU avec intérêt N/R	ZFU	QRR	Code géographique	Libellé du quartier	Libellé du département et de l'EPCI
										76	Occitanie	
										76	Ensemble QPV	
GDE					19	1				QP031006	Pradettes	31 Haute-Garonne - Toulouse Métropole
GDE	5	1	4	1	342	1	ZFU	QIN	QRR	QP031007	Grand Mirail	

2.2. Prendre exemple sur l’ethnographie... et s’essayer à une démarche inductive

L’objectif de cette recherche était de s’inspirer de la démarche ethnographique en s’appuyant sur une approche inductive.

“L’induction correspond à un processus qui permet de passer du particulier (faits observés, cas singuliers, données expérimentales, situations) au général (une loi, une théorie, une connaissance générale). [...] La posture inductive accorde la primauté à l’enquête, à l’observation, voire à l’expérience et essaie d’en tirer des leçons plus générales, des constats universaux : le sociologue cherche à établir quelques énoncés dont la validité dépasse le cadre de ses seules observations.” (Martin, 2012, p. 13-14)²⁰

Comme l’explique ce sociologue, les démarches inductives et déductives sont relativement utopiques et ne sont pas, dans la pratique, totalement hermétiques. Cependant, en s’intéressant aux “jeunes de quartier”, et dans l’idée de mettre leurs ressentis, paroles et expériences au cœur de la recherche, il semblait plus pertinent d’aller directement à la rencontre du public concerné et de laisser émerger du terrain des questionnements. Aussi, cette approche peut correspondre, dans une moindre mesure, aux démarches suivies par de nombreux·ses sociologues et anthropologues qui travaillent dans des quartiers et proposent une forme d’ethnographie, tel·les que Fabien Truong, Colette Pétonnet, ou Eric Marlière, par

²⁰ Olivier Martin, « Induction-déduction », *Sociologie*, 1 octobre 2012, <https://journals.openedition.org/sociologie/1594#authors>.

exemple. D'autre part, souhaitant questionner le rapport à l'identité des jeunes, la tranche d'âges des 16-30 ans a été identifiée comme étant la plus à même de pouvoir s'exprimer et nourrir cette réflexion.

Pour amorcer cette approche inductive, il paraissait essentiel de prendre appui sur le terrain et d'interroger, de manière générale, l'expression "jeunes de quartier". Pour ce faire, sur les deux terrains, j'ai commencé par mener principalement des observations, en prenant le temps de découvrir les deux structures et de faire connaissance avec les professionnel·les ainsi que les jeunes²¹.

2.3. Les terrains d'enquête et les équipes de professionnel·les

Avant de détailler la méthodologie suivie, il paraît important de décrire les terrains d'enquête ainsi que les principales personnes rencontrées qui ont participé à cette recherche.

2.3.1. La "structure associative" : une association familiale

*"Je pense que nous, mine de rien, on leur donne de l'amour, une forme d'amour en fait. Ils peuvent avoir une reconnaissance qu'ils n'ont pas forcément chez eux. Ne serait-ce que de les appeler pour leur demander comment ils vont, quand il y a des trucs ou pas des trucs, et d'être présents, en fait, tout ça, ça les raccroche un petit peu."*²²

Les locaux de la "structure associative" se composent d'une entrée, de trois bureaux, d'un espace extérieur et d'une salle de convivialité (canapés, télévision, table centrale, chaises...). Tous les murs sont couverts de photographies de l'équipe et des jeunes fréquentant l'association, au cours de repas, de sorties et autres moments du quotidien.

L'équipe est gérée par un responsable avec une formation d'encadrement en animation, un DEA (Diplôme d'Études Approfondies) en anthropologie sociale et politique, ainsi que le diplôme d'éducateur spécialisé. Par son ancienneté et l'impact de son action sur le quartier, il apparaît comme une figure très importante et reconnue par les jeunes et les habitant·es. Deux hommes partagent ce même 'statut' en raison de leur ancienneté, de leurs origines, ainsi que de leur connaissance du quartier en tant qu'anciens habitants.

L'un est un médiateur âgé d'une soixantaine d'années, originaire d'Algérie, qui passe beaucoup de temps avec les jeunes dans l'espace extérieur ou dans la salle principale, installé sur le fauteuil pour regarder la télévision. C'est d'ailleurs lui qui choisit ce qui peut être mis

²¹ Du 25/11/2024 au 02/06/2025 pour le terrain associatif et du 20/11/2024 au 18/12/2024 pour la structure institutionnelle.

²² Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l'association.

ou non à la télé, et il décide la plupart du temps de mettre des dessins animés, notamment Tom&Jerry qui le fait beaucoup rire.

Le second est un animateur, âgé d'une cinquantaine à soixantaine d'années, qui gère les séances de futsal, temps très appréciés par les jeunes. L'association a accès deux fois par semaine, le lundi et le jeudi, au complexe sportif situé derrière son local pour permettre aux jeunes de jouer au futsal. Il est originaire du Maroc et travaille dans les quartiers du Mirail depuis de nombreuses années.

Ensuite, il y a une éducatrice, présente dans l'association depuis longtemps, âgée d'une quarantaine d'années environ. C'est elle qui me raconte que l'association vient à l'origine du secteur de l'animation puis s'est tournée peu à peu vers la prévention, toujours dans l'héritage de l'éducation populaire. C'est au même moment que l'association a commencé à intégrer des éducateur·ices dans son équipe.

Le dernier éducateur arrivé est âgé d'une trentaine d'années et a fait l'école d'éducateur spécialisé après des études en Histoire à l'université du Mirail. À son arrivée, son poste était un contrat aidé qui n'existe plus maintenant, car il n'est plus financé.

Enfin, il y a une seconde médiatrice, diplômée de la formation d'éducateur spécialisé, âgée d'une trentaine d'années, puis une stagiaire en formation de moniteur-éducateur. Cette dernière, âgée d'une trentaine d'années, elle aussi, est originaire d'Espagne et a enseigné pendant longtemps sa langue natale avant d'intégrer son école. Elle a terminé son stage en février et depuis janvier, une autre stagiaire a intégré l'équipe, dans le cadre de sa deuxième année de formation d'éducateur spécialisé.

Excepté l'animateur et les deux stagiaires, toute l'équipe a participé à des entretiens semi-directifs enregistrés. Les informations sur les participant·es sont synthétisées dans ce tableau.

Tableau des professionnel·les interrogé·es (terrain associatif)

Noms	Âge	Genre	Fonction	Niveau d'études	Nationalité et origines	Statut	Ancienneté	Lieu	Date	Durée
Ma	30 aines	F	Médiatrice	Bac +3 (DEES ²³)	Française, parent Kabyle	X	2 ans	Local	17/03/25	50 min
V	40 aines	F	Éducatrice	Bac +3 (licence, DEES)	Française	X	15 ans	Local	31/03/25	44 min
L	30 aines	H	Éducateur	Bac +5 (master)	Français	X	6 ans	Local	07/04/25	45 min
F	50-60 aines	H	Responsable Educateur	Bac +6 (DEA)	Français	"Ancien"	36 ans	Local	14/04/25	1h
No	60 aines	H	Médiateur	Pas de donnée	Algérien	Travailleur pair	30 ans	Local	05/05/25	30 min

La structure associative fonctionne sur le modèle de "l'accueil à bas seuil", ce qui signifie que les jeunes peuvent y accéder sans condition. La plupart des jeunes rencontrés sur le terrain fréquentent l'association régulièrement, depuis un long moment, et viennent librement. Ils sont souvent habitant·es du quartier, ou du moins d'ancien·nes habitant·es. Si certain·es sont ici pour accompagner leurs ami·es et passer du temps, nombre d'entre eux et elles sont accompagnés·es par les professionnel·les notamment pour des démarches administratives. Leurs demandes sont plurielles et peuvent concerner une recherche d'emploi, des demandes de prestations sociales, de l'accompagnement à la scolarité, une aide lorsqu'ils ont des problèmes judiciaires, ou encore du soutien à la parentalité.

²³ Le "DEES" est le Diplôme d'État d'Éducateur Spécialisé.

Les jeunes que j'ai rencontrés sont principalement âgés d'une vingtaine d'années. Cependant, des plus jeunes viennent ponctuellement à l'association, surtout lors des vacances scolaires où l'association propose des activités pour un groupe de collégiens. Aussi, plusieurs adultes occupent régulièrement les locaux de l'association, telle que O, une femme qui dit venir depuis qu'elle est toute petite et quelques hommes, anciens jeunes de la structure, de manière plus ponctuelle. Des temps dédiés aux "mamans" sont aussi proposés les matins dans les locaux de l'association, à commencer par des ateliers de gym et de l'accompagnement administratif.

2.3.2. La "structure institutionnelle" : forte interconnaissance et nostalgie

La "structure institutionnalisée" se situe dans des locaux partagés avec d'autres structures de la mairie du secteur de l'animation socio-éducative et socio-culturelle. Dédiée aux 16-25 ans, il s'agit d'un espace composé d'une grande pièce principale, dans laquelle se trouvent un billard, une table de ping-pong, des tables avec des chaises et un espace avec canapés, puis d'une pièce faisant office de bureau pour les trois employés, ainsi que d'une salle annexe dans laquelle sont disposés une grande table avec des chaises installées autour puis quelques fauteuils et petites tables.

L'équipe est constituée d'une éducatrice spécialisée, présente sur la structure depuis 14 ans, âgée d'une quarantaine d'années. Toulousaine, elle connaît le quartier et ses habitants depuis longtemps, ce qui fait d'elle une figure repérée et appréciée sur le quartier. Ainsi, elle est, en dehors de son travail, souvent conviée aux événements personnels importants des familles, tels que les mariages, les naissances ou les enterrements.

Il y a également un animateur, âgé d'une trentaine d'années, avec une formation en sciences de l'éducation et un Master MEEF (Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation). Après un parcours d'une année d'enseignement et des expériences en périscolaire (AED, internat...), il s'est orienté dans le secteur de l'animation.

Enfin, le dernier membre de l'équipe est un éducateur sportif, âgé d'une soixantaine d'années environ, qui est la personne que j'ai le moins côtoyée sur le terrain, car il n'était pas présent sur la structure les mercredis après-midi.

La "structure institutionnalisée" propose des accompagnements individuels sur rendez-vous les matins, mais aussi des temps "d'accueil collectif" et de manière ponctuelle, des moments conviviaux et des sorties. L'accueil collectif est ouvert tous les jours, excepté le week-end, sur des horaires périscolaires, de 16h à 19h et dès 14h les mercredis. L'accueil

libre peut être un temps de loisir, un temps d'animation organisé par l'équipe, ou encore un temps lors duquel interviennent des partenaires, tels que la Mission Locale. Lors de mes observations, il s'agissait d'accueils collectifs de loisir, lors desquels les jeunes venaient pour passer du temps entre eux et elles, discuter, bénéficier de l'aide et l'accompagnement de l'éducatrice et de l'animateur, mais aussi pour jouer au ping-pong. Une dizaine à quinzaine de jeunes viennent au cours de la journée ; certain·es restent toute l'après-midi, d'autres sont seulement de passage. Il y a majoritairement des garçons — plus d'une dizaine — alors que les filles sont trois ou quatre, parfois un peu plus.

2.4. L'entrée sur le terrain par des observations

Dans une volonté de proposer une démarche inductive, j'ai commencé par mener essentiellement des observations, en prenant le temps de découvrir les deux structures et de faire connaissance avec les professionnel·les et les jeunes. Après des discussions avec les équipes des deux structures, elles ont également conseillé de commencer par de l'observation pour se familiariser avec les structures et rencontrer les jeunes, ces dernier·es pouvant se montrer craintif·ves et timides face à une nouvelle personne, d'autant plus que je ne suis ni une professionnelle, ni une jeune accompagnée. En effet, le manque "d'étiquette" complexifie l'identification et peut participer à instaurer un climat de méfiance. De ce fait, l'observation permettait une première mise en contact et la construction d'une interconnaissance. En entrant sur les terrains par l'intermédiaire des professionnel·les, les jeunes m'ont évidemment assimilée aux équipes et me voyaient souvent comme une stagiaire, le statut de jeune étudiante participant à l'entretien de cette idée. Cette affiliation aux professionnel·les pouvait donc engendrer une distance, tout en facilitant par ailleurs une forme de légitimité à discuter avec eux et elles, puisque j'étais en quelque sorte "validée" par des personnes de confiance. Aussi, mon genre s'est avéré être un avantage pour les interactions avec les jeunes, car d'une part, en tant que jeune femme, je peux sans peine rester avec les filles et discuter avec elles et d'autre part, les garçons éprouvent généralement une plus grande méfiance à l'égard des hommes, qui peuvent être soupçonnés d'être de la BAC, et voient moins ce danger chez les femmes.

L'objet de cette recherche étant de mettre en avant les jeunes, leurs regards et leurs témoignages, de les placer au centre de l'étude, il semblait nécessaire de mobiliser l'ensemble des entretiens, qu'ils soient "classiques", semi-directifs et enregistrés, ou qu'ils soient plus

informels et réalisés en collectif. Peu importe leur forme, tous ces échanges sont des opportunités pour nourrir une réflexion sur les jeunes en partant du terrain.

En plus des entretiens avec les professionnel·les du terrain associatif, il paraissait important de se saisir de deux entretiens réalisés lors de la phase exploratoire de la recherche, avec des professionnels d'autres structures de jeunesse qui apportent leur expertise, complémentaire avec les observations et entretiens du terrain de recherche. De la même manière, un entretien fait avec une psychologue, spécialiste des psycho-traumas provoqués par les oppressions systémiques, a enrichi l'analyse. Iels ont toutes les trois en commun d'apporter des observations relativement plus généralistes, liées à leurs fonctions respectives sur des structures et dispositifs de jeunesse.

2.4.1. Une intégration progressive

L'équipe du "terrain associatif" suggérait de faire principalement de l'observation, puis de proposer dans un second temps des entretiens individuels et/ou collectifs aux jeunes qui seraient intéressé·es. De ce fait, j'ai commencé, dès le 25 novembre 2024, à me rendre tous les lundis de 16h à 19h dans la structure. Le lundi après-midi apparaît comme un moment idéal pour les observations, car il s'agit d'un temps d'accueil libre, mais aussi parce qu'à partir de 17h environ se déroulent les matchs de futsal.

Au début, les professionnel·les de l'association m'aidaient dans mon entrée sur le terrain en m'introduisant aux jeunes, puis au fil des semaines, je me présentais directement lorsque je faisais le tour des personnes présentes pour les saluer. À chaque fois, je disais que j'étais une étudiante de la fac du Mirail et que dans le cadre de mon mémoire de recherche, je m'intéressais aux "jeunes des quartiers". Je leur précisais seulement que mon intérêt pour ce sujet venait du fait que l'on entend beaucoup parler des "jeunes de quartier" dans les médias et discours politiques, mais que l'on offre peu la parole aux personnes concernées, ce qui a motivé ma venue dans l'association. Face à cette présentation, certain·es jeunes ne réagissaient pas plus que cela et me répondaient seulement pour me saluer, tandis que d'autres se sont senti·es directement concerné·es et ont donc de suite amorcé la discussion. Globalement, ce sont ces dernier·ères jeunes qui sont décrit·es dans ces pages. Aussi, le fait de venir chaque semaine le même jour a favorisé mon identification, comme l'atteste cette remarque que j'ai entendue à plusieurs reprises lorsque j'arrivais et que je saluais les jeunes : *"ah, mais on est déjà lundi ?!"* Enfin, en me rendant au futsal, où se trouvent à la fois des jeunes qui fréquentent le local de l'association, mais aussi d'autres jeunes que je vois

uniquement au futsal, j'ai pu passer du temps avec des jeunes dans les gradins pour échanger et apprendre à les connaître. Le seul fait de les observer pendant ces temps permettait aussi de repérer leurs interactions et les dynamiques de groupe.

Dans le cadre du futsal, j'ai pu réaliser des "entretiens informels" avec quatre jeunes ; ce sont des observations et conversations informelles, effectuées dans les gradins du futsal et au cours desquelles plusieurs jeunes participaient et commentaient en même temps. Une autre discussion collective, avec un format similaire à celle du futsal, s'est déroulée dans le local de l'association. Partant d'un entretien individuel non-enregistré, plusieurs jeunes se sont installés avec nous par curiosité et ont fini par exposer leurs points de vue et échanger sur les thématiques abordées lors de l'entretien individuel, telles que le rapport au quartier. Bien qu'elles ne prennent pas en compte les "règles classiques" de l'entretien, ces conversations informelles ont permis aux jeunes de se sentir plus à l'aise et de faciliter leur expression, car chacun pouvait se compléter et/ou développer son idée en rebondissant sur les remarques des autres. Dans un contexte où les jeunes peuvent se montrer méfiant·es vis-à-vis d'une nouvelle personne qu'ils ne connaissent pas, leur proposer de réaliser des entretiens non-enregistrés et collectifs participait à l'allègement de cette méfiance. En effet, ces entretiens débutaient généralement par des discussions avec certains jeunes qui commençaient à m'identifier et échangeaient donc librement avec moi. Pour les autres, j'étais vue comme "la fille qui fait des interviews", ce qui fait que ces entretiens suscitaient l'intérêt de plusieurs jeunes, dont la curiosité les attirait vers le groupe pour participer et comprendre ce que je faisais avec certains jeunes qui semblaient relativement à l'aise avec moi. Ce sont donc les premiers jeunes qui m'ont repérée qui ont facilité mon "intégration", en me mettant en contact avec les uns et les autres.

Ensuite, des entretiens semi-directifs ont été réalisés avec les professionnel·les de l'association. L'ensemble des entretiens réalisés avec les membres de l'équipe a été mobilisé, car grâce à leur pluridisciplinarité et leurs diverses expériences au sein de la structure, chacun de leur regard est pertinent, enrichissant et complémentaire. En fonction de leur statut de médiateur·ice ou d'éducateur·ice, mais aussi de leur genre, de leur ancienneté sur le territoire et de leur rapport à celui-ci, notamment concernant les travailleurs pairs et le responsable de la structure, les analyses proposées varient et rendent compte de ces parcours divergents.

Tableau récapitulatif des temps passés sur le terrain associatif (observations)			
	Lieu	Jour	Durée
Observations (1)	Local + futsal	Lundi 25/11/24	De 16h à 19h
Observations (2)	Local + futsal	Lundi 02/12/24	De 16h à 19h
Observations (3)	Local	Lundi 09/12/24	De 16h à 18h30
Observations (4)	Local + futsal	Lundi 16/12/24	De 16h à 19h15
Observations (5)	Local + futsal	Lundi 06/01/25	De 15h30 à 18h30
Observations (6)	Local + futsal	Lundi 13/01/25	De 16h à 18h30
Observations (7)	Local	Lundi 20/01/25	De 16h à 18h30
Observations (8)	Local + futsal	Lundi 27/01/25	De 16h30 à 19h
Observations (9)	Local + futsal	Lundi 03/02/25	De 16h à 19h
Observations (10)	Local	Lundi 10/02/25	De 16h30 à 18h30
Observations (11)	Local + futsal	Lundi 17/02/25	De 16h à 18h30
Observations (12)	Local + futsal	Lundi 24/02/25	De 16h à 19h
Observations (13)	Local + Bagatelle	Lundi 03/03/25	De 16h à 18h
Observations (14)	Local	Lundi 17/03/25	De 18h à 19h
Observations (15)	Local	Lundi 24/03/25	De 17h à 18h
Observations (16)	Local	Mercredi 26/03/25	De 18h30 à 23h
Observations (17)	Local	Lundi 31/03/25	De 16h30 à 18h
Observations (18)	Local	Lundi 07/04/25	De 16h30 à 18h30
Observations (19)	Local	Lundi 14/04/25	De 17h30 à 19h
Observations (20)	Local	Lundi 28/04/25	De 17h30 à 18h30
Observations (21)	Local	Lundi 05/05/25	De 17h30 à 19h
Observations (22)	Local	Lundi 12/05/25	De 17h à 19h
Observations (23)	Local	Lundi 02/06/2025	De 17h30 à 18h30

2.4.2. Être prise pour une nouvelle animatrice

Je me suis rendue directement auprès de la structure institutionnalisée pour rencontrer les professionnel·les et leur présenter l'objet de ma recherche. Après une première rencontre, ils ont accepté de m'accueillir dans leurs locaux pour mener ma recherche, avec l'accord de leur coordinatrice. Ainsi, il était convenu dès le départ, avec l'équipe et avec la coordinatrice du dispositif, que je pouvais participer aux temps d'accueil collectif quand je le souhaitais et que je "terminerais" mon étude par l'animation d'un atelier avec les jeunes sous forme de débat collectif. Pour ce terrain, j'ai donc co-construit avec l'équipe cet atelier, tout en menant des observations en parallèle. L'objectif de cet atelier était à la fois de m'aider à récolter des données, mais aussi de mettre à l'aise et en confiance les jeunes, qui peuvent parfois manquer de confiance pour s'exprimer directement et individuellement, grâce au format collectif. À partir des conseils des professionnel·les, j'ai entamé une ébauche pour le débat collectif qui s'est déroulé le dernier mercredi avant les vacances d'hiver. Il traitait des représentations sur les "jeunes de quartier" et les "jeunes issus de l'immigration/descendants de l'immigration". En tout, j'ai passé quatre mercredis après-midi, de 14h à 19h, avec des jeunes et l'équipe lors des temps d'accueil collectif, dès le 20 novembre.

Comme pour le terrain associatif, les professionnel·les m'ont présentée aux jeunes pour les informer de ma présence sur les prochains mercredis. Je me suis introduite en leur donnant les mêmes explications que sur le terrain associatif, ce qui a déclenché, dans l'ensemble, le même type de réactions, à savoir de l'indifférence et de l'intérêt, voire de la curiosité. Par exemple, un jeune m'a beaucoup questionnée sur l'université pour comprendre son fonctionnement et ce à quoi cela ressemble. Par ailleurs, je passais principalement les mercredis après-midi dans l'espace canapé occupé par les filles et les professionnel·les, ce qui fait que plusieurs jeunes pensaient que j'étais une nouvelle animatrice. En restant dans cet espace, j'ai favorisé le développement de liens avec les filles et les quelques garçons qui s'y installaient parfois, et qui sont les personnes dépeintes dans ce travail.

Tableau récapitulatif des temps passés sur le terrain institutionnalisé (observations)			
	Lieu	Jour	Durée
Observations (1)	Local	Mercredi 20/11/24	De 14h à 19h
Observations (2)	Local	Mercredi 27/11/24	De 14h à 19h
Observations (3)	Local	Mercredi 04/12/24	De 17h à 18h
Observations (4) + Débat collectif	Local	Mercredi 18/12/24	De 15h à 22h

2.5. Entretiens, conversations collectives et discussions informelles : plusieurs méthodes pour découvrir plusieurs jeunes

2.5.1. L'association : des trajectoires individuelles, la force du groupe et des relations fraternelles

Parmi les divers·es jeunes rencontrés·es, deux se sont prêtés·es à l'exercice de l'entretien semi-directif enregistré, un a réalisé un entretien semi-directif non-enregistré, trois ont participé à un entretien collectif dans les gradins du futsal et trois à quatre jeunes ont alimenté un entretien individuel non enregistré.

En complément de la présentation de certain·es jeunes, il paraissait essentiel de les 'rattacher' à des groupes qui sont assez visibles sur le terrain. En effet, selon l'âge des jeunes, leur genre et leur lien avec le trafic²⁴, iels ne sont pas amenés·es à développer les mêmes liens avec les mêmes personnes. Ces 'répartitions' par groupe s'appuient essentiellement sur des observations, sur le comportement des jeunes entre eux, et sur les fréquentations de chacun.²⁵ Pour les garçons, il est très rare qu'ils arrivent seuls dans l'association et ils ont plutôt tendance à se déplacer en groupe, ce qui permet d'identifier certaines affinités. Par ailleurs, tous les jeunes parlent entre eux de "petits" et de "grands" pour se distinguer selon leurs âges

²⁴ La question du trafic n'a jamais été abordée directement avec les jeunes et ne faisait pas l'objet d'une étude particulière sur le terrain. De ce fait, elle est seulement mentionnée, puisqu'elle semblait, selon nos observations, participer aux dynamiques relationnelles entre les groupes de jeunes. Il s'agirait d'une caractéristique qui impacte les relations inter-individuelles et de groupe : "Les places et les rôles des jeunes se réorganisent en fonction de la constitution de ces réseaux ; ces changements influencent profondément les relations entre les jeunes : occuper une place dans les trafics, être initié à ceux-ci, être un agent de revente efficace constituent de nouvelles modalités de reconnaissance entre les "jeunes de la cité". (Joëlle Bordet, « Chapitre I. Les « jeunes de la cité » : une microsociété en évolution », *Le Sociologue* 2 (1998): 29-74.)

²⁵ Les filles ne seront pas mentionnées ici car elles faisaient partie d'un groupe qui n'existe plus aujourd'hui.

et leurs générations²⁶. Bien que je ne connaisse pas précisément l'âge de tous les jeunes²⁷, je crois pouvoir identifier, parmi ceux que je fréquente le plus, environ quatre groupes. Ces groupes ne signifient pas que les jeunes qui en font partie restent exclusivement entre eux, mais plutôt qu'ils appartiennent à des générations similaires et qu'ils auront plus facilement tendance à échanger. À l'évidence, les jeunes qui traînent ensemble sont plus proches en termes d'affinité.

- Parmi "les plus grands", on trouve S (27 ans), Ys (25 ans), B (23 ans), I (26 ans) et Jimmy Jimmy (23 ans).
- Dans le groupe des "grands", on peut identifier R (22 ans), Bi (21 ans) et T (22 ans).
- Les jeunes appelés "les petits" sont globalement mineurs, en âge d'être scolarisés au collège, voire au lycée. Jimmy Jimmy parle d'eux en disant "les petits". Le seul avec lequel j'ai pu discuter est un "petit" qui traîne avec T, mais qui me fuit depuis que ce dernier m'a fait croire que je lui plaisais. Il doit certainement avoir 16 ou 17 ans.
- Les "plus petits" sont les jeunes qui participent aux animations organisées par l'animateur. Ils sont pour la plupart collégiens et âgés de 12-13 ans environ.

Je suis principalement en contact avec les plus grands et les grands, ce qui rend complexe la distinction entre ces deux groupes. J'ai eu peu l'occasion de discuter avec les plus jeunes, dont je ne connais pas les prénoms. Bien que les jeunes de chaque groupe traînent essentiellement entre eux, selon leur "classe d'âge", les groupes ne sont pas hermétiques et tous les jeunes se côtoient, se connaissent, quel que soit leur âge. Par exemple, il est arrivé plusieurs fois que je croise Jimmy Jimmy, l'un des plus grands, avec un groupe de petits.

Aussi, certains jeunes "naviguent" entre les groupes et appartiennent à plusieurs d'entre eux. Il y a d'une part, T et Bi, qui traînent autant avec les deux groupes des plus âgés et passent parfois du temps avec les petits. Ils paraissent tous les deux occuper une place particulière et avoir des relations privilégiées avec les grands, auxquels ils sont "rattachés",

²⁶ À ce sujet, voir la recherche Pop-Part : Fanny Salane et Olivier Brito, « « Lui, c'est un "grand" » / « Eux, c'est nos "p'tits" » : dynamique de catégorisation et ordre social chez les jeunes des quartiers populaires », *Sociétés et jeunesses en difficulté. Revue pluridisciplinaire de recherche*, n° 25 (1 mars 2021), <https://journals.openedition.org/sejed/10826>. : "Les rapports sociaux de génération y tiennent une place centrale et dans ce cadre, le classement en « grands »/« petits » apparaît omniprésent dans les rapports entre pairs, faisant écrire au chercheur que « dans l'univers de la culture de rue, chacun est le petit des grands et le grand des petits » (Chelal, 2016, p. 52). Truong ne dit pas autre chose quand il affirme que « dans une cité, l'âge est un véritable marqueur. [...] Le temps passe et les générations se succèdent sur un rythme ternaire : "petit", "grand", "ancien" » (Truong, 2017, p. 32)." (p. 5).

²⁷ À l'exception des âges de ceux avec lesquels j'ai fait des entretiens, tous les âges cités sont des estimations.

“identifiés”, malgré leur âge. D’autre part, des jeunes comme Anonymous ou Té occupent également une place spécifique, qui, je suppose, est liée au fait qu’ils viennent surtout pour le futsal et être avec leurs amis, mais n’apparaissent pas pris dans d’autres types de réseaux et relations. Enfin, on peut citer l’exemple du jeune qui est distant depuis que T le chambre à mon sujet : il semble être en âge d’être rattaché au groupe des petits, mais par sa proximité avec T et d’autres grands, il se retrouve aussi à traîner avec ces derniers. Je suppose que ce petit, T et Bi doivent leur place singulière à leur statut et rôle dans le trafic sur le quartier.

M

M est le premier jeune à avoir accepté de participer à un entretien semi-directif, suite à notre rencontre dans l’association, mais aussi à plusieurs temps d’échanges. Âgé de 26 ans, il est né à La Faourette puis a déménagé à Papus à ses 15 ans. Sa famille habite le Mirail depuis très longtemps et aujourd’hui encore, il réside dans ce quartier. Il a trois frères et trois sœurs qui ont grandi au Mirail et y ont habité, mais sont parties une fois adultes, en raison de mariage par exemple. Avant-dernier de sa fratrie, il est le seul à vivre chez ses parents. Diplômé d’un Bac +5, il a monté sa propre entreprise pour devenir photographe. Il a développé son intérêt pour la photographie lorsqu’il était au lycée, au cours d’un atelier. Il pense qu’il a toujours eu un intérêt pour la photographie, mais que c’est cette initiation qui lui a ‘révélé’ cette passion. Sa mère est algérienne et est arrivée en France âgée de dix-huit ans. Son premier enfant est né en Algérie, puis son second en région parisienne, et les autres à Toulouse. La famille plus éloignée, notamment les oncles, tantes et cousin·es, vivent en Algérie. M s’y rend régulièrement avec sa famille, où iels ont “*la chance d’avoir [leur] propre logement*”. Il préfère s’y rendre avec ses parents, car cela lui permet d’éviter le malaise qu’il peut ressentir lorsqu’il retrouve des membres de sa famille qu’il n’a pas vus depuis très longtemps. Il explique également qu’il a “*la chance de ne pas avoir la barrière de la langue*” puisqu’il parle très bien arabe : “*depuis que je suis petit, ma mère parle français, mais elle parle arabe aussi. Donc j’ai la chance de les pratiquer les deux.*” Il sait moins l’écrire et le lire. M semble n’appartenir à aucun groupe, certainement parce qu’il fait partie des jeunes qui sont seulement de passage dans l’association et ne bénéficient plus d’un accompagnement à proprement parlé.

Anonymous

J'ai rencontré Anonymous au futsal et il a accepté de prendre part à la recherche grâce aux recommandations de l'éducatrice de l'association. Il est âgé de 22 ans et né à La Faourette. Il a deux sœurs et un frère, qui vivent soit avec lui et sa famille, soit sont parties, en raison de mariage ou de déménagement. La plupart des membres de sa famille viennent du quartier — "95%" comme il le dit — ou habitent dans des quartiers alentours. Bien que la majorité de sa famille se trouve donc à Toulouse, quelques membres habitent Limoges, et une autre partie réside en Algérie, où il se rend tous les étés. Ses parents entretiennent des relations régulières par appels, ce qui lui permet de garder le lien. Pendant longtemps, lorsqu'il partait en Algérie, il était logé chez sa grand-mère le temps de la construction de leur propre maison. Il a été scolarisé dans les écoles du quartier, puis est allé au lycée Stéphane Hessel pour faire un Bac professionnel d'électricité appelé MELEC. Ensuite, il a fait un CAP d'Usinage à l'ICAM. Concernant ses loisirs, il me parle du foot, pratiqué par de nombreux jeunes au city stade du quartier, ainsi qu'au futsal avec l'association. C'est principalement dans ce lieu que j'ai l'occasion de le croiser et d'échanger avec lui. Anonymous pourrait faire partie du groupe des grands ou des plus grands, en raison de son âge, mais se distingue des jeunes concernés par le trafic.

Scar

Suite à l'entretien réalisé avec Anonymous, et en le retrouvant au futsal, il m'a présentée à plusieurs jeunes qui ont souhaité participer, dont Scar. Il habite à Mermoz depuis qu'il est petit. Il est né au Congo et est venu en France avec sa famille vers ses quatre ans. Il a fréquenté les différentes écoles du secteur, et a seulement changé de collège pour se rapprocher de chez lui. Il est ensuite parti au lycée Gallieni pour suivre une formation en logistique qu'il a un peu choisie par hasard. Il dit qu'il s'ennuie beaucoup et qu'il n'a rien à faire, ce qui le pousse à rester chez lui. Il a deux frères nés en France et deux sœurs nées au Congo. Il a de la famille résidant actuellement au Congo, dont il entretient les relations par appels. Il s'y rend également quand il peut, tous les quatre à cinq ans environ, les billets d'avion étant souvent très chers. Excepté lors de cet entretien collectif dans les gradins du futsal, je n'ai pas revu Scar, ce qui ne me permet pas de le rapprocher d'un groupe.

Té

Té fait aussi partie des jeunes sollicités par Anonymous. Âgé de 22 ans, il est d'origine algérienne. Sa mère est arrivée en France à l'âge de sept ans et son père à l'âge de

vingt-deux ans. Toute sa famille paternelle habite en Algérie. Il a suivi une formation en comptabilité et gestion jusqu'au Bac +2. À la fin de son BTS, il a fait plusieurs "petits boulots". Pour le moment, il attend de commencer une formation en aéronautique comme monteur-câbleur. Il explique que comme beaucoup d'autres jeunes certainement, il a toujours eu un intérêt pour l'aviation depuis petit. Tout comme Anonymous, je rencontre Té essentiellement au futsal, où ils participent régulièrement aux matchs, car tous les deux sont par ailleurs inscrits en club. Lui aussi peut être rattaché au groupe des grands ou plus grands non inscrits dans le trafic.

Giuseppe

Giuseppe a souhaité faire "une interview" en voyant ses camarades dans les gradins du futsal. Il a 24 ans, habite La Faourette et y est né. Ses parents sont venus du Maroc et ont habité Bagatelle avant sa naissance. Il a plusieurs frères et sœurs. Il a été scolarisé dans le quartier et a arrêté l'école en cinquième. Il s'est fait virer, puis a été placé en foyer par un juge pendant un an. Ensuite, il a été éboueur durant trois mois, puis a suivi une formation en aéronautique comme ajusteur-monteur. Il est aujourd'hui sans emploi et ne cherche pas particulièrement de travail, selon lui. Les autres et lui-même disent de lui qu'il est un charmeur, un séducteur et qu'il adore les femmes. Il dit que je pourrais le filmer pour l'interview comme ça cela lui permettrait d'être vu. Il plaisante tout en mettant en avant le fait qu'il se trouve relativement attirant et les autres rient de sa "réputation". Giuseppe semble faire partie du groupe des plus grands insérés dans le trafic.

N

N est la seule fille avec laquelle j'ai réalisé un entretien. Elle passait à l'association pour saluer l'équipe au moment où je réalisais un entretien semi-directif avec l'éducatrice, qui lui a donc proposé de s'installer pour échanger avec moi. Née à Cannes, elle a grandi dans le quartier de la Reynerie avant de déménager avec sa mère et ses deux petites sœurs de 14 et 16 ans à Croix-Daurade il y a quatre ans. Sa famille est originaire du Maroc. Elle a 21 ans et est diplômée d'un BTS en vente (MRC : Métier de la Relation Client). Souhaitant devenir hôtesse de l'air, elle est partie faire un stage à Rome après ses études. Actuellement, elle est en service civique. N faisait partie du groupe de filles qui avait été créé pour leur permettre de faire des activités et des séjours.

Jimmy Jimmy

Jimmy Jimmy est âgé de 23 ans. Il fait partie des jeunes avec lesquels j'ai le plus échangé et développé des liens. Il est très avenant et souriant. Il a grandi aux Izards et habite depuis plusieurs années à Bagatelle. Il a arrêté ses études avant le bac et est aujourd'hui sans emploi. Sa famille est originaire de Guinée. Il a une grande sœur qui habite sur Paris et un grand frère qui vient de partir en Australie, avec lesquels il a seulement quelques années d'écart. Jimmy Jimmy peut être assimilé au groupe des plus grands implantés dans le trafic, mais il est également en lien avec les grands et les petits, avec lesquels il passe du temps.

Tableau des jeunes interrogé·es (terrain associatif)

Noms	Âge	Genre	Situation	Niveau d'études	Nationalité et origines	"Groupe"	Quartier de résidence	Lieu	Date	Durée
M	27 ans	H	Auto-entreprise	Bac +5 (master)	Français, parents Algériens	X	Papus	UT2J	13/12/24	40 min
Anonymous	22 ans	H	Pas de donnée	CAP	Français, parents Algériens	Grands (hors trafic)	La Faourette	Local	16/12/24	30 min
Scar	22 ans	H	"Je m'ennuie, je reste chez moi, j'ai rien à faire"	Bac pro	Né au Congo, famille Congolaise	X	Mermoz	Gradins, au futsal	16/12/24	15 min
Té	22 ans	H	Formation monteur-câbleur en aéronautique	Bac +2 (BTS)	Français, parents Algériens	Grands (hors trafic)	Bagatelle	Gradins, au futsal	16/12/24	45 min
Giuseppe	24 ans	H	Sans emploi	A arrêté sa scolarité en 5e	Français, parents Marocains	Grands ou les plus grands	La Faourette	Gradins, au futsal	16/12/24	15 min

Tableau des jeunes interrogé·es (terrain associatif)

Noms	Âge	Genre	Situation	Niveau d'études	Nationalité et origines	"Groupe"	Quartier de résidence	Lieu	Date	Durée
						(trafic)				
N	21 ans	F	Service civique	Bac +2 (BTS)	Française, parents Marocains	Ancien "groupe de filles"	Croix-Daurade	Local	31/03/25	15 min
Jimmy Jimmy	23 ans	H	<i>"On fait de l'argent"</i>	A arrêté sa scolarité au lycée	Français, parents Guinéens	Les plus grands (trafic)	Bagatelle	Local	12/05/25	30 min

Outre les jeunes interrogé·es, j'ai appris à connaître d'autres jeunes avec lesquelles des entretiens n'ont pas été conduits. Ils étaient très présent·es sur le terrain, lors des observations et ont participé à de nombreuses conversations informelles. Seul·es celles et ceux qui avaient bien connaissance de la recherche et avec lequel·les j'ai échangé plusieurs fois seront décrit·es.

B

B est âgé d'une vingtaine d'années et est actuellement en BTS. Il traîne généralement avec Ys et les plus grands, ce qui a facilité notre rencontre. Comme beaucoup d'autres jeunes, il est proche de No qui connaît très bien sa famille. Il n'hésite pas à l'embêter et lui faire des "farces" pour s'amuser. Il est relativement réservé, mais apprécie les débats et participe souvent aux discussions. Je ne suis pas sûre qu'il participe au trafic, cependant un lien peut être éventuellement établi au vu de sa consommation de cannabis.

Ys

Ys est âgé d'une vingtaine d'années et fait partie des plus grands. Tout comme B, je ne peux affirmer qu'il est impliqué dans le trafic et peux seulement relever sa consommation. Il est bienveillant, relativement avenant, et fait partie des jeunes qui sont rapidement venus vers moi en s'intéressant à ma recherche. La première fois que nous avons discuté de mon mémoire, il a demandé à écrire directement dans mon carnet. Il semble s'être senti concerné

par la question des représentations négatives sur les “jeunes de quartier” et exprime un intérêt pour les débats et discussions, de manière générale. Lorsque je suis présente, il pense toujours à venir me voir pour me dire “*note ça dans ton carnet, c’est intéressant ça*”. Notre relative interconnaissance peut s’illustrer par une situation lors de laquelle je l’ai croisé dans la rue dans le cadre de mon stage et qu’un jeune présent avec lui l’a interpellé en me désignant : “*et Ys, y’a ta pote tah l’asso*”. Actuellement, il développe son réseau et se forme à la réalisation de vidéos, notamment de clips de rap, auprès de personnes compétentes. Il est intéressé par la vidéo depuis très longtemps, puisqu’il a même une caméra depuis plusieurs années, mais travaille sérieusement dessus depuis un an environ. Lorsqu’il participe à des clips, il lui arrive d’être le second cadreur. Il fait aussi le montage des vidéos, qu’il réalise en studio pour sortir de chez lui et “*être dans l’environnement, dans l’ambiance*”.

Yc

Yc est âgé d’une vingtaine d’années et porte souvent une cagoule qui lui cache le visage jusqu’au nez. Je suppose qu’il pourrait être considéré comme un grand, certainement parce qu’il doit avoir un lien avec le trafic. Lorsque Ys a pris mon carnet pour écrire, Yc s’est approché, par curiosité, et a souhaité lui aussi laisser un mot dans le carnet. Nous avons peu échangé, mais il était habituellement présent lorsque des discussions avaient lieu avec d’autres jeunes.

S

S est probablement le jeune le plus âgé que j’ai côtoyé, approchant la trentaine. Je le considère donc comme l’un des plus grands. Il joue d’ailleurs sur son âge pour se faire passer pour un “ancien”, notamment avec les plus jeunes, et se présente comme “le chef” de l’association²⁸. Je le chambre en lui disant qu’il “fait l’ancien” et qu’il est un “prouveur”. Il traîne fréquemment avec les plus grands inscrits dans le trafic. De la même manière que Ys et B, il n’est pas évident de considérer qu’il soit pris dans le trafic, bien qu’il consomme.

D

D est l’une des rares filles que j’ai rencontrées au sein de l’association. Âgée d’une vingtaine d’années, elle est à la recherche d’un emploi. Les quelques fois où je l’ai croisée,

²⁸ Cette “auto-proclamation” est relativement commune puisque quatre jeunes se sont introduits en tant que tels lors de notre première rencontre.

elle venait pour des démarches administratives. Elle fréquente l'association depuis de nombreuses années et fait partie de l'ancien groupe de filles qui était très actif auparavant.

I

I, tout comme S, est l'un des plus âgés. Il a fait du rap pendant plusieurs années, mais a arrêté depuis. Il apparaît comme quelqu'un de généreux, pour preuve sa participation à une distribution de soupe chaque jour au moment de rompre le jeûne au cours du mois de Ramadan. Connu et repéré sur le quartier, il côtoie principalement les plus grands et les grands.

T

T est âgé d'une vingtaine d'années. Il fait partie des premiers jeunes rencontrés. En se présentant, il disait qu'il se fait appeler "le hollandais". Bien qu'il ait pu se montrer distant au début, nous avons finalement échangé à plusieurs reprises. Il n'hésitait pas à me chambrer et à plaisanter avec moi, certainement pour me tester, voir les limites. Implanté dans le trafic, il a été incarcéré au cours du terrain.

R

R est âgé d'une vingtaine d'années. Il travaille comme plombier. Tout comme T et Jimmy Jimmy, il est l'un des jeunes qui fréquentent le plus l'association. Il pourrait être assimilé aux grands, mais il ne semble pas lié au trafic. Très charrieur, il m'a beaucoup "testée" tout au long de mon terrain, en faisant des blagues sexistes, des allusions sexuelles et en se montrant souvent provocateur.

2.5.2. La structure institutionnelle : les filles, les garçons et les "rats"

Dans la structure institutionnelle, à quelques exceptions près, les filles restent principalement dans l'espace canapé, entre elles, ou dans la salle cuisine et les garçons occupent l'espace autour de la table de ping-pong, activité phare. Les garçons attendent chacun leur tour de pouvoir s'affronter au cours de parties de tennis de table. L'animateur joue fréquemment contre les garçons au ping-pong, mais pas l'éducatrice, qui estime ne rien comprendre aux règles et n'y joue jamais. Certains garçons s'installent parfois dans le coin canapé, discutent avec les deux professionnel·les et/ou les filles, mais les filles ne vont jamais

vers le coin des garçons. En patientant pour jouer, les garçons s'installent près du billard ou sur les chaises du fond pour discuter — et près des fenêtres pour fumer leur *puff*, le plus discrètement possible, car il est interdit de fumer à l'intérieur — ou pour jouer au “puissance quatre” et font des allers-retours à l'extérieur pour fumer. La majorité des jeunes fréquentant la structure paraît être âgée d'une vingtaine d'années.

Les mercredis après-midi, depuis peu et à l'initiative de Lo, les filles préparent dans la cuisine partagée avec les autres structures des goûters pour tout le monde : crêpes, pancakes, gâteaux, etc. Si certains garçons proposent occasionnellement leur aide et participent à la préparation, la plupart ne rejoignent les filles que pour manger et expriment une forme de gêne à venir devant les filles. Certains garçons sont appréciés par les filles et semblent être leurs amis, mais elles entretiennent avec d'autres des relations relativement conflictuelles : selon elles, comme elles n'ont pas prêté attention aux remarques et avances de certains, elles sont maintenant moquées par ces derniers, qui n'hésitent pas à parler dans leur dos. Ces garçons sont surnommés “les rats” par les filles.

Dans la structure institutionnalisée, j'ai principalement fait connaissance avec quatre filles, puis avec les quelques garçons entretenant des relations amicales avec elles et qui étaient plus à l'aise pour venir échanger.

W

W est âgée d'une vingtaine d'années. Elle a commencé un BTS, mais ne l'a pas terminé pour commencer à travailler. Elle a de l'expérience dans l'animation et va débiter très prochainement un emploi d'assistante d'une enseignante en école, mais souhaiterait plutôt travailler auprès des personnes âgées.

H

H, sa cousine, est actuellement “au chômage” et inscrite à la Mission Locale. Elle souhaiterait travailler dans l'aide à la personne, à domicile.

Lo

Lo, leur amie, était la tutrice de W lorsque cette dernière faisait un stage dans une école. Elle travaillait jusqu'à peu pour la Mairie, mais a trouvé un nouvel emploi dans une école. Aux dernières nouvelles, elle souhaitait arrêter de travailler dans l'animation et attendait de revenir d'un voyage pour le mariage de son frère pour chercher de nouveau un

emploi. Elle est la dernière de sa fratrie. Elle aime beaucoup cuisiner et initie, lors des temps d'accueil collectif le mercredi après-midi, des "ateliers cuisine" où elle prépare, avec les autres filles et quelques garçons parfois, des recettes pour le goûter.

K

K est âgée d'une vingtaine d'années et fréquente la structure depuis longtemps. Elle a même été accompagnée par l'éducatrice lorsqu'elle s'est mise en lien avec une association qui favorise les mobilités internationales pour les jeunes. Je l'ai vu seulement deux fois, mais c'est une personne très sociable, relativement à l'aise avec tout le monde, filles comme garçons, jeunes comme adultes.

A, Bl et Ra

A, Bl et Ra font partie des rares garçons amis avec les filles. Les deux premiers sont meilleurs amis et habitent Bellefontaine. Bl est particulièrement à l'aise avec tout le monde et apparaît comme un jeune souriant, relativement solaire et agréable. Il aime beaucoup plaisanter et faire rire tout le monde. A est un peu plus réservé, mais participe souvent aux discussions et échanges. Dans le cadre du dispositif STEP²⁹ (Stratégie territoriale pour l'emploi) de Vinci, il a suivi une formation et a ensuite été recruté suite à son immersion en entreprise. Tous les trois se chambrent régulièrement au sujet de leurs origines respectives puisque Ra est marocain, Bl est tunisien et A est algérien.

Excepté Bl, Lo et H, ce sont principalement ces jeunes qui ont réalisé le débat collectif lors de la dernière séance, avec quelques jeunes que je rencontrais pour la première fois.

2.6. L'anonymisation

Enfin, concernant la méthodologie, il faut expliciter le choix fait pour l'anonymisation. En interrogeant certain·es jeunes et en leur proposant de participer à la recherche, l'importance de l'anonymat a directement été mise en avant. Contrairement à ce qui se fait généralement en sciences humaines et sociales, j'ai spontanément laissé les

²⁹ « Stratégie territoriale pour l'emploi (Step) », *ViE* (blog), consulté le 1 juin 2025, <https://www.vinci-vie.fr/case-study/step-strategie-territoriale-pour-lemploi/>. <https://www.vinci-vie.fr/case-study/step-strategie-territoriale-pour-lemploi/> : ce dispositif permet à des jeunes éloignés de l'emploi de développer des capacités transversales sur un poste dans le cadre d'un projet de formation professionnalisante.

personnes interrogées choisir elles-mêmes leur pseudonyme. Si certain·es ont décidé de garder leur prénom, sans préciser leur nom de famille, d'autres ont plus ou moins inventé leur surnom. De ce fait, les noms anonymisés peuvent occulter une part de donnée sociologique, mais il semblait important, sur le moment, de leur proposer ce relatif "jeu" de "noms codés", pour leur offrir une forme de liberté et de contrôle sur les données, parfois intimes et personnelles, qu'ils pouvaient dévoiler.

Ainsi, pour les personnes qui ont pu choisir, leur pseudonyme ou prénom sera cité selon leurs préférences. Cependant, pour garantir l'anonymisation des prénoms des jeunes comme des professionnel·les, des initiales ont été privilégiées. Pour les professionnel·les, cela pourra se faire également en les nommant par leur profession et/ou fonction (ex : "l'éducateur de la "structure associative").

3. État de l'art :

*"On n'a pas une histoire neutre avec les pays qui nous entourent. Et on n'a pas une histoire neutre avec les pays d'origine de nos compatriotes des quartiers populaires."*³⁰

En s'intéressant aux jeunes habitant les quartiers, la recherche porte aussi, par 'extension', sur les jeunes issue·s des migrations, puisque les histoires de ces dernières et des quartiers sont intimement liées. De ce fait, les lectures s'articulent autour de trois axes — migrations, jeunes, quartiers — relativement imbriqués. Si certaines références font explicitement la connexion entre ces trois thématiques, il semble plus lisible de séparer les travaux sur les migrations de ceux sur les quartiers, l'étude du public des "jeunes" pouvant se trouver dans les deux.

Jeunes et jeunes

*"Qu'est-ce que t'appelles jeune ? Parce que les jeunes des quartiers, en l'occurrence, il y a quand même beaucoup, beaucoup de fratries, des grandes fratries. Et est-ce qu'on parle de jeunes filles ou est-ce qu'on parle de jeunes mecs ? [...] Si on parle de Selma, qui est une gamine qui a toujours eu la responsabilité de ses frères, est-ce que c'est la même jeune que Aïssa, qui est un grand ado complètement, tu sais, lunaire, qui n'a jamais eu de responsabilité dans sa life, qui est tout le temps à l'arrache sur tout, qu'il faut tout le temps que tu relances ? Ce n'est pas les mêmes jeunes. Ou Zinedine, qui a 23 ans, mais qui est toujours un gamin dans sa tête. Et d'autres gamins qui à 15 ans, 16 ans, tu sens que ça va tracer pour eux."*³¹

³⁰ Entretien avec un éducateur, le 15/11/2024 dans les anciens locaux d'une école au Mirail.

³¹ Entretien avec un animateur, le 13/12/2024 dans un centre social du Mirail.

Il semble difficile de définir les termes “jeune” et “jeunesse” tant la population à laquelle elle fait référence peut varier d’une étude à une autre. Certains bornent la “jeunesse” selon l’âge, d’autres selon une période de la vie qui correspondrait à une phase de transition entre l’adolescence et l’autonomie. Cette complexité est décrite par Yaëlle Amsellem-Mainguy et Arthur Vuattoux dans le premier chapitre de l’ouvrage *Enquêter sur la jeunesse*, dédié au “portrait social de la jeunesse”³² :

“...les enquêtes publiées ne s’accordent guère sur des frontières d’âge fixes. [...] Aussi, les frontières d’âges sont variables. Les enquêtes quantitatives récentes situent la jeunesse parmi les 15-25 ans, ou bien parmi les 18-25 ans quand il s’agit d’exclure les mineurs du protocole de recherche (notamment pour faciliter les autorisations, on y reviendra ultérieurement). Dans le contexte économique et social récent, marqué par ce que l’on nomme parfois “crise économique” et par la massification de l’éducation secondaire et supérieure, on observe qu’un certain nombre d’enquêtes ont étendu la barre supérieure de la jeunesse à 30 ans.” (Amsellem-Mainguy et Vuattoux, 2013, p. 21-22)

De cette manière, il apparaît épineux de s’aventurer à proposer une définition tant l’expérience de la jeunesse se montre variable, plurielle, et avant tout relative à chaque situation et parcours vécu par chaque individu.

Pour simplifier néanmoins leur utilisation, le terme “jeunes” sera employé pour désigner des individus, comme les jeunes rencontrés sur les terrains, et “jeunesses” sera employé pour proposer un argument plus global et généralisant. Le terme “jeunes” est mobilisé de manière non genrée et peut faire référence à des personnes âgées de 15 à 30 ans environ, tranche d’âge des jeunes présents sur les terrains.

3.1. Les jeunes de quartier

*“Pourquoi à chaque fois quand on parle de la jeunesse dans les territoires, on dit les jeunes ? En fait, quand on parle de la jeunesse des autres territoires, on ne dit jamais les jeunes. On a intégré le fait que les jeunes, c’était les jeunes des quartiers. Des garçons. Et les jeunes, en fait, dans l’inconscient collectif, on sait tous ce que ça veut dire. On a tous l’image qui nous vient d’un coup. Oui, on a assigné les gens.”*³³

3.1.1. Sociologie des quartiers

³² Yaëlle Amsellem-Mainguy et Arthur Vuattoux, « Chapitre 1. Portrait social de la jeunesse », *Hors collection*, 2018, 21-32.

³³ Entretien avec un éducateur, le 15/11/2024 dans les anciens locaux d’une école au Mirail.

Depuis les années 1980, suite aux premières révoltes urbaines, les “jeunes des quartiers” ont fait couler beaucoup d’encre chez les chercheur·ses en sciences humaines et sociales, d’autant que l’arrivée de la Politique de la Ville a participé à cette volonté d’étudier la question. Sujet donc relativement classique de la sociologie, il a produit de nombreux travaux, souvent à partir d’ethnographies, à différentes périodes et époques, mais dont certaines observations et analyses sont toujours d’actualité, quarante ans plus tard. Ces travaux sur les quartiers s’inscrivent dans l’héritage de champs de recherches plus anciens, à commencer par la sociologie urbaine, représentée par Yves Grafmeyer par exemple, et la sociologie de la ville. L’ethnographie de Colette Pétonnet, *Espaces habités, ethnologie des banlieues* (1982), en est l’une des meilleures illustrations.

Pour en revenir à un public particulier des habitant·es des quartiers, à savoir les jeunes, c’est certainement l’étude de François Dubet, menée dans plusieurs villes telles qu’Orly, Champsigny, Vénissieux, Clichy, ou encore Seraing en Belgique, sur *la Galère* (1987)³⁴ qui inaugure les vagues de recherches sur cette thématique. Après un travail commun avec Dubet, Adil Jazouli³⁵ et Didier Lapeyronnie publient leurs propres enquêtes, en 1992 et 1995 pour Jazouli, avec *Les années banlieues* et *Une saison en banlieue. Courants et perspectives dans les quartiers populaires*, et en 2008 pour Lapeyronnie, avec *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd’hui*.

Ensuite, un autre classique des études sur les jeunes de quartier est *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages* de David Lepoutre (1997)³⁶, qui rend compte de sa recherche à la Courneuve dans la cité des 4000, facilitée par son statut de professeur d’histoire-géographie dans un collège de la ville. Si après plusieurs décennies, cet ouvrage est cité, c’est en partie parce que l’ethnographie est toujours la méthode la plus usitée pour travailler sur les jeunes de quartier, mais aussi parce que l’utilisation de son statut d’enseignant est encore une méthode commune d’accès au terrain, à l’image de Fabien Truong. Dans son cas, c’est en étant professeur de sciences économiques et sociales dans plusieurs lycées de Seine-Saint-Denis qu’il a pu mener de longues enquêtes pour retracer les parcours de certains de ses anciens élèves, notamment dans *Des capuches et des hommes. Trajectoire de “jeunes de banlieue”* (2013)³⁷ et *Jeunesses françaises. Bac +5 made in banlieue* (2015). Une autre

³⁴ Sylvie Tissot, « Les sociologues et la banlieue : construction savante du problème des « quartiers sensibles » », *Genèses* 60, n° 3 (2005): 57-75, <https://doi.org/10.3917/gen.060.0057>.

³⁵ Adil Jazouli, « Les jeunes des banlieues entre la rupture et le conflit », 1991, <https://doi.org/10.3406/homig.1991.1725>.

³⁶ David Lepoutre, *Cœur de banlieue. Codes, rites, et langages*, Hors collection (Paris: Odile Jacob, 1997), <https://www.cairn.info/coeur-de-banlieue--9782738104557.htm>.

³⁷ Fabien Truong, *Des capuches et des hommes: trajectoire de « jeunes de banlieue »*, Essai (Paris: Éditions Buchet-Chastel, 2013).

stratégie employée pour réaliser un terrain ethnographique est de vivre dans le quartier étudié, comme le propose Eric Marlière dans *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?* (2005)³⁸, qui fait suite à sa thèse sur des trajectoires de jeunes dans “une cité HLM” anciennement ouvrière et communiste.

Par ailleurs, si certains sociologues ont tenté de proposer une analyse générale sur les quartiers, tels que Cyprien Avenel (2004) avec *Sociologie des quartiers sensibles*³⁹, plusieurs chercheur·ses ont souhaité proposer leurs propres recherches sur les quartiers par le biais de thématiques plus spécifiques. On peut prendre pour exemple Stéphane Beaud et Michel Pialoux qui, après une enquête sur la condition ouvrière (1999)⁴⁰, se sont intéressés à l’insertion professionnelle de jeunes issues des classes ouvrières dans un quartier de Sochaux-Montbéliar (2003)⁴¹. Toujours en lien avec les classes ouvrières, Olivier Masclet (2003)⁴² a questionné le rapport à la politique des habitant·es de Gennevilliers, dont le vote communiste est important. La même année, Michel Kokoreff⁴³ s’est penché sur des trajectoires de jeunes et leurs rapports sociaux pour interroger les tensions et paradoxes, puis les formes de solidarités et d’entraide, dans les quartiers d’Asnières dans les Hauts-de-Seine.

Sociologie des classes populaires

À ce sujet, il peut être intéressant de mentionner l’héritage de la classe ouvrière dans les quartiers. En effet, nombre de quartiers étaient auparavant habités par la classe ouvrière, ce qui explique les multiples municipalités communistes. Et tout comme la classe ouvrière est devenue la “classe populaire”, les quartiers autrefois appelés “banlieues rouges” sont aujourd’hui souvent qualifiés de “quartiers populaires”, en référence aux classes sociales qui occupent ces espaces.

³⁸ Éric Marlière, *Jeunes en cité: diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Débats jeunesse (Paris: Budapest, 2005).

³⁹ Cyprien AVENEL, *Sociologie des « quartiers sensibles »*, 128 (Paris: Armand Colin, 2004).

⁴⁰ Patrick Cotelette, « Stéphane Beaud, Michel Pialoux, Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard », *Lectures*, 29 avril 2012, <https://doi.org/10.4000/lectures.8258>.

⁴¹ Gérard Mauger, « Stéphane Beaud et Michel Pialoux, Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses », in *Lire les sciences sociales. Volume 5/2004-2008*, éd. par Louis Pinto, Lire les sciences sociales (Paris: Éditions de la Maison des sciences de l’homme, 2008), 129-40, <https://doi.org/10.4000/books.editionsmslh.8215>.

⁴² Choukri Hmed, « Olivier Masclet, La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué », *Sociologie du travail* 46, n° 4 (1 octobre 2004): 556-58, <https://doi.org/10.4000/sdt.29967>.

⁴³ Thierry Nogues, review of *Review of La force des quartiers. De la délinquance à l’engagement politique*, par Michel Kokoreff, *Revue française de sociologie* 45, n° 2 (2004): 393-95, <https://doi.org/10.2307/3323172>.

Pour comprendre l'histoire de la sociologie des "classes sociales", ainsi que le passage d'une sociologie de la "classe ouvrière" à la construction d'un champ de recherches sur la notion de "classes populaires", l'ouvrage *Sociologie des classes populaires contemporaines* (2015)⁴⁴ est intéressant. Les auteur·es présentent notamment comment la figure de l'ouvrier jadis étudiée a laissé place aujourd'hui à celle de l'employé⁴⁵.

Une autre thématique relativement développée au sujet des jeunes de quartier est celle des "bandes", liée au champ de la sociologie de la délinquance, tels que les travaux de Gérard Mauger (2006)⁴⁶ et plus récemment de Marwan Mohammed (2011)⁴⁷.

Enfin, quelques ouvrages ont pu faire preuve d'originalité en offrant la parole aux personnes concernées, à commencer par *Pays de malheur !* de Stéphane Beaud et Younès Amrani (2005)⁴⁸. Dans cet ouvrage, les lecteur·ices suivent des échanges épistolaires entre le sociologue et un jeune de quartier qui fait part de son vécu, de son expérience et retrace son histoire.

3.1.1.1. Quartier ou banlieue ?

*"Alors, qu'est-ce que j'aime, c'est l'attache que j'ai au quartier dans lequel j'ai grandi. Et en fait, je m'y retrouve à chaque fois. Même si j'ai beau être parti plusieurs fois, j'ai habité à la montagne, j'ai habité Albi, j'ai habité à la mer... Et en fait, quoi qu'il arrive, je continue à apprécier cet endroit. Et en fait je me rends compte que c'est pas forcément le quartier auquel je m'attache, mais c'est plutôt peut-être les gens qui y habitent."*⁴⁹

La multiplicité des termes existants pour parler des "quartiers" renvoie aux tentatives de description de ces espaces, dont l'histoire varie selon leur situation géographique (centre-ville ou périphérie ; urbain ou rural...), historique (forte présence ouvrière ; anciens bidonvilles de travailleur·ses immigré·es...) ou encore politique (intervention ou non de l'État selon l'identification du quartier dans la Politique de la Ville, par exemple). Michel

⁴⁴ Nicolas Renahy et al., « De la sociologie de la classe ouvrière à la sociologie des classes populaires: Penser ensemble la condition des ouvriers et des employé·e·s », *Savoir/Agir* 34, n° 4 (2015): 55-61, <https://doi.org/10.3917/sava.034.0055>.

⁴⁵ Yasmine Siblot et al., « Introduction », *Collection U*, 2015, 7-12.

⁴⁶ Jean-Jacques Yvoret, « Gérard Mauger, Les bandes, le milieu et la bohème populaire », *Sociétés et jeunesse en difficulté. Revue pluridisciplinaire de recherche*, n° 6 (30 janvier 2009), <https://journals.openedition.org/sejed/5142>.

⁴⁷ Marwan Mohammed, « La dynamique des bandes de jeunes : compensation et réputation », *Sens-Dessous* 18, n° 2 (2016): 17-23, <https://doi.org/10.3917/sdes.018.0017>.

⁴⁸ Younès Amrani et Stéphane Beaud, « *Pays de malheur !* ». *Un jeune de cité écrit à un sociologue* (La Découverte, 2005), <https://doi.org/10.3917/dec.amran.2005.01>.

⁴⁹ Entretien avec M, 26 ans, le 13/12/2024 à l'Université du Mirail.

Kokoreff décrit ainsi cette “difficulté à nommer les quartiers” dans son article “Du stigmatisme au ghetto”⁵⁰, où il parle de l’évolution des termes utilisés :

“Il n’est plus question de villes ouvrières mais de quartiers “populaires”, de quartiers en difficulté mais de “zones urbaines sensibles”, de cités d’habitat social mais de “zones de non-droit” – tout comme les jeunes de la “galère” ont été supplantés par les “sauvageons” puis les “racailles”. Un tel déplacement des représentations est significatif de l’incapacité à nommer ces mondes sociaux qui sont pourtant au cœur de l’action publique et du débat politique depuis plus de vingt-cinq ans.” (Kokoreff, 2007, p. 86-87)

Comme il le mentionne, ces quartiers, bien que difficiles à nommer, sont au cœur de débats politiques et publics depuis des décennies ; précarité, exclusion, pauvreté, chômage, violence, ou encore insécurité, sont souvent mentionnés pour mettre en avant l’idée que les quartiers seraient “le réceptacle de la plupart des maux de la société française” (Avenel, 2004, p. 7)⁵¹ Et tel que l’explique Cyprien Avenel, c’est la création de la “question des banlieues”, voire du “problème des banlieues”, dans l’espace public qui a conduit au développement de représentations, imaginaires et fantasmes sur les quartiers et leurs habitant·es. Cette “question est au carrefour de thématiques plurielles : la ségrégation, l’immigration, le racisme, les “violences urbaines”, les “classes populaires”, les “cultures urbaines”, les politiques sociales, la question de la ville, la politique de la Ville, etc.” (Avenel, 2004, p. 7)⁵² Ces représentations peuvent se traduire dans la mobilisation de certaines dénominations plutôt que d’autres, qui ont comme seul point commun d’être toutes négatives et dépréciatives. Dans son ouvrage *Sociologie des “quartiers sensibles”*⁵³, Cyprien Avenel propose d’interroger ces nominations et ce qu’elles tentent de refléter :

“La portée sociologique des termes utilisés demeure problématique : les notions comme quartiers “défavorisés”, “sensibles”, “chauds”, “en difficulté”, constituent le leitmotiv des études pour désigner des catégories de populations à partir du recouvrement incertain entre les problèmes sociaux et l’enclavement géographique. Peut-on définir un “quartier sensible” par comparaison à un “quartier insensible” comme on opposerait un quartier “chaud” à un quartier “froid” ? (Begag, Delorme, 1994). Et que dire de la notion même de quartier, sinon qu’elle revêt des contours mal définis. Non seulement les termes utilisés sont vagues, mais ils sont tous négatifs. On ne définit les quartiers que par les problèmes qu’ils posent.” (Avenel, 2004, p. 16-17)

Par ailleurs, il existe aussi le terme de “banlieue”, qui a aujourd’hui principalement une connotation péjorative. Pour le comprendre, Jean Bastié, Stéphane Beaud et Jean Robert retracent son histoire dans le dictionnaire *Universalis*⁵⁴ :

⁵⁰ Michel Kokoreff, « Du stigmatisme au ghetto: De la difficulté à nommer les quartiers », *Informations sociales* 141, n° 5 (2007): 86-95, <https://doi.org/10.3917/inso.141.0086>.

⁵¹ AVENEL, *Sociologie des « quartiers sensibles »*.

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Jean BASTIÉ, Stéphane BEAUD, et Jean ROBERT, « BANLIEUE », Webpage, Encyclopædia Universalis (Encyclopædia Universalis), consulté le 5 janvier 2024, <https://www.universalis.edu.com/encyclopedie/banlieue>.

“La représentation négative des banlieues, qui a en France une histoire propre, s’est particulièrement durcie et cristallisée au cours de la longue crise sociale du dernier quart du XXe siècle durant laquelle l’image de la “banlieue” s’est réduite quasi exclusivement à celle des “cités”, “quartiers de relégation”, “quartiers défavorisés” ou “quartiers sensibles”. [...] Aujourd’hui, sa caractéristique principale est de cumuler une série de handicaps économiques (faible niveau des revenus, fort taux de chômage, proportion élevée de RMistes) et sociaux (échec scolaire, poids des familles monoparentales, délinquance juvénile).” (Bastié, Beaud et Robert)

Enfin, on trouve également le terme de “ghetto”, mais qui est le plus débattu et réprouvé. C’est notamment Loïc Wacquant qui a explicité le fait que, bien qu’il y ait une concentration importante d’immigré·es dans les banlieues françaises, la notion de “ghetto” est spécifique au contexte états-unien :

“Mais les spécialistes de la comparaison franco-américaine mettent en garde contre le risque d’importation sauvage en France d’un “concept” dont la fécondité heuristique a été validée aux États-Unis. D’une part, la notion de ghetto a un sens sociologique bien précis : il n’équivaut pas un simple quartier ethnique, basé sur l’affinité culturelle ; ce n’est pas non plus une enclave de misère et de violence, mais c’est un “instrument d’enfermement sociospatial d’une catégorie stigmatisée”, selon l’expression de Loïc Wacquant.”⁵⁵ (Bastié, Beaud et Robert)

Bien que la situation des quartiers en France ne puisse donc pas correspondre au cas des “ghettos” nord-américains, il reste important de noter qu’ils connaissent tout de même une forme de paupérisation et de ségrégation et que ses habitant·es éprouvent un sentiment de discrimination raciale et de mépris de classe.

Avec ces précisions, on comprend que chaque terme peut faire l’objet de critiques et être remis en question par la littérature ou des travaux empiriques. Ainsi, la solution qui a semblé être la plus judicieuse pour le moment est de choisir d’utiliser les termes vernaculaires, c’est-à-dire les mots prononcés par les jeunes et professionnel·les sur les terrains. Jusqu’alors, ce sont les termes “quartier”, au singulier ou au pluriel, mais sans adjectif qualificatif, et “banlieue”, qui sont principalement employés. Pour proposer une définition de ce que l’on entend par “quartier”, celle de Noria Boukhobza dans son article “Mémoire de filles, histoires de quartier”, un regard ethnologique⁵⁶ paraît la plus adaptée : “Ce dernier représente un espace physique, concret où prennent corps diverses formes de relations sociales. Mais, c’est aussi un espace abstrait, l’espace des représentations collectives : c’est-à-dire l’ensemble des images et des connotations liées à un quartier à “forte population d’immigrés” et qui s’inscrivent dans une histoire socioculturelle.”

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Noria Boukhobza, « « Mémoire de Filles, Histoires de Quartier », Un Regard Ethnologique », *Cahiers Du CEDREF*, 2 janvier 2000, 241, <https://doi.org/10.4000/cedref.203>.

3.1.2. Quartiers, banlieues : des espaces ségrégués aux populations stigmatisées

Comme déjà évoqué, le terme “quartier” recoupe de nombreuses acceptions qui forment une réflexion sur l’expression des inégalités dans les territoires (Truong, 2012)⁵⁷ et ont pour but de “désigner un lieu identifiable d’abord par ses problèmes sociaux et aboutissant à la stigmatisation de ses habitants, surtout dans un contexte sécuritaire où ces derniers seront moins perçus comme précaires que comme dangereux.” (Vulbeau, 2007)⁵⁸

Les représentations que les habitant·es ont de leur quartier sont multiples et varient (Pan Ké Shon, 2007)⁵⁹, tout comme les habitant·es de tout quartier, ville ou pays. Cependant, il peut être intéressant de noter qu’au-delà des représentations généralement négatives, les jeunes qui habitent les quartiers définissent ces derniers autrement que par le manque, notamment en mettant en avant la force du collectif et l’importance des groupes de pairs : “Pour de nombreux jeunes, le quartier comme la cité, désigné par son nom, son diminutif ou son surnom est d’abord le support des sociabilités nouées dans l’enfance et consolidées à l’adolescence.” (Lafaye)⁶⁰

Ainsi, parmi les nombreuses études traitant des quartiers et de leurs représentations, ce sont celles qui se préoccupent des jeunes, et leur offrent un espace de parole, qui ont été particulièrement parcourues, à commencer par la recherche participative “Pop-Part”.⁶¹ Associant 120 jeunes, une quinzaine de professionnel·les de la jeunesse et une quinzaine de chercheur·ses appartenant à différentes disciplines, cette recherche s’est conduite dans dix villes ou quartiers de l’Île-de-France et a produit un livre sous format d’abécédaire, ainsi qu’un site internet regroupant les productions écrites et vidéos des jeunes. Marie-Hélène Bacqué et Jeanne Demoulin, deux des principales auteures, décrivent sur le site le projet, les principales questions qu’il soulève, ainsi que quelques éléments de réponses :

“Qu’est-ce qu’être jeune dans un quartier populaire ? À quelle expérience sociale, urbaine, familiale, à quelles visions de sa place dans la société et dans le territoire cela renvoie-t-il ?
Telles sont les questions qui ont guidé cet ouvrage et la recherche participative [...]

⁵⁷ Fabien Truong, « « Dis-moi où tu habites... » », *Idées économiques et sociales* 167, n° 1 (15 novembre 2012): 4-6, <https://doi.org/10.3917/idee.167.0004>.

⁵⁸ Alain Vulbeau, « L’approche sensible des quartiers “sensibles” : Une posture de proximité », *Informations sociales* 141, n° 5 (2007): 8-13, <https://doi.org/10.3917/inso.141.0008>.

⁵⁹ Jean-Louis Pan Ké Shon, « Rubrique - Que représente pour vous votre quartier ? », *Informations sociales* 141, n° 5 (2007): 33-33, <https://doi.org/10.3917/inso.141.0033>.

⁶⁰ « Quartier », Jeunes de quartier, consulté le 11 janvier 2025, <https://jeunesdequartier.fr/notices/quartier>.

⁶¹ « Jeunes de quartier : un projet collectif de recherche », Jeunes de quartier, consulté le 11 janvier 2025, <https://jeunesdequartier.fr/pages/jeunes-de-quartier-un-projet-collectif-de-recherche>.

D'emblée le pluriel s'est imposé tant les situations sociales, les origines, les histoires familiales, les parcours scolaires des jeunes sont loin d'être homogènes. Que partagent-ils donc ? Qu'est-ce qui les rassemble ou, au contraire, les différencie ? Au bout du compte, l'expression "jeunes des quartiers populaires" a-t-elle un sens ? [...] Les jeunes sont ainsi bien souvent dépossédés de leur image ; ils sont ceux dont on parle, plus que ceux que l'on écoute." (Bacqué, Demoulin)⁶²

Le groupe de recherche a par exemple réalisé, au cours d'ateliers, une frise chronologique des événements historiques qui ont marqué les jeunes et des moments importants de leur histoire personnelle⁶³, à partir d'un outil d'éducation populaire nommé "Petite histoire/grande Histoire". Cette thématique fait écho à des discussions de terrain au Mirail avec des jeunes sur des événements ou mobilisations sociales dans les quartiers qui les auraient particulièrement marqués. Globalement, ils mentionnent le collectif Adama, porté par Assa Traoré et manifestent leurs connaissances de l'histoire migratoire et coloniale par des figures publiques emblématiques des luttes anti-racistes et décoloniales, telles que Malcolm X et Thomas Sankara.

Aussi, la recherche Pop-Part ayant bénéficié de partenariats avec des structures de jeunesse, elle propose une analyse de ces dernières, notamment celles qui proposent un "accueil libre"⁶⁴, ce qui permet d'en apprendre davantage sur les espaces et structures de quartier fréquentés par les jeunes, ainsi que les professionnel·les qu'ils côtoient. Cet élément est d'autant plus intéressant que les deux terrains se sont déroulés dans des structures de jeunesse, dont l'une est une "structure à bas seuil", c'est-à-dire avec un accueil libre, sans conditions.

Enfin, bien qu'il s'agisse d'une recherche participative, plusieurs de ses chercheur·ses ont publié des articles pour présenter des thématiques spécifiques. Par exemple sur le site, pour le mot "quartier"⁶⁵, Claudette Lafaye questionne les relations que les jeunes entretiennent avec leur quartier, et note qu'ils estiment que cet espace offre sécurité, entraide et familiarité :

"Façonné par l'usage, la familiarité et la sociabilité entre pairs, le quartier constitue pour de nombreux jeunes une extension du chez-soi en même temps qu'un premier territoire d'exploration. Les jeunes valorisent l'interconnaissance, la sociabilité résidentielle, la densité de l'entraide et de la solidarité entre habitants et tendent à considérer que les quartiers plus favorisés en sont dépourvus. [...] Cette communauté territoriale est toujours décrite comme multiculturelle et dotée de qualités morales, pétrée de tolérance et du respect des coutumes de chacun. [...] Plus le quartier est stigmatisé, plus les jeunes tendent à le

⁶² *Ibid.*

⁶³ Marie-Hélène Bacqué et al., « L'histoire comme héritage commun pour des jeunes de quartiers populaires ? », *Agora débats/jeunesses* 93, n° 1 (29 mars 2023): 65-83, <https://doi.org/10.3917/agora.093.0065>.

⁶⁴ Christine Bellavoine, Fanny Salane, et Collectif Pop-Part, « Les structures et les professionnel·e-s de jeunesse dans les quartiers populaires : (dé)construire le « nous » des quartiers ? », *Agora débats/jeunesses* 93, n° 1 (29 mars 2023): 85-102, <https://doi.org/10.3917/agora.093.0085>.

⁶⁵ « Quartier ».

considérer comme un refuge, a fortiori s'ils sont inscrits dans des trajectoires scolaires ou professionnelles instables." (Lafaye)

Cette idée est également présente sur les terrains où les jeunes valorisent la forte solidarité dans leurs quartiers, facilitée par une interconnaissance entretenue depuis l'enfance, qu'ils imaginent inexistantes en dehors des quartiers.

À l'inverse, sur des représentations négatives, Frederic Coyere⁶⁶ montre que les idées reçues sur les jeunes des quartiers alimentent une forme de "figure de l'étranger", ce qui ne permet pas de rendre compte de la pluralité des jeunesses occupant ces espaces :

"Elles sont largement véhiculées par les médias et par certains discours politiques qui ont fait émerger une figure homogène du jeune de quartier, homme, noir ou arabe, délinquant ou en voie de le devenir. Ces représentations laissent dans l'ombre toute une partie de la jeunesse des quartiers populaires, qui est en réalité diverse, multiforme et éminemment plus complexe." (Coyere)

C'est aussi le cas concernant les préjugés sur les quartiers :

"Mais ces quartiers sont sans conteste différents les uns des autres : souvent assimilés en France aux grands ensembles d'habitat social, ils recouvrent en réalité une diversité urbaine. [...] ces quartiers peuvent être aussi pavillonnaires ou des îlots dégradés de centre-ville. Ils présentent dès lors des situations hétérogènes du point de vue de leur morphologie urbaine" (Coyere)

Enfin, il rappelle que si les jeunes des quartiers sont majoritairement concerné·es par l'histoire des migrations postcoloniales, ils ont cependant des origines bien plus diverses. Leur seul point commun est d'expérimenter un sentiment d'altérisation, sous couvert d'une différence ethno-raciale, d'une appartenance à une classe sociale défavorisée et de résider dans un espace stigmatisé :

"...ils sont largement issus de l'immigration et, en particulier d'une immigration post coloniale, mais dans des configurations diverses. Ainsi, si la très grande majorité est née en France (86 %) et a également au moins un parent immigré (88 %), leurs origines sont multiples : la majorité vient du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, mais d'autres origines sont représentées (Égypte, Turquie, Chili, Russie, Serbie, Monténégro, Antilles...)." (Coyere)

Il précise également que les jeunesses des quartiers, en plus de leur expérience commune des inégalités sociales, raciales et territoriales, connaissent aussi, tout comme les autres jeunesses, les inégalités genrées et générationnelles. Bernard Bier⁶⁷ propose une analyse similaire et s'interroge sur l'identité des jeunesses de quartiers :

"Être un jeune de(s) quartier(s), c'est partager un environnement, des conditions de vie, une expérience, qui participent à la construction d'une identité : identité pour les autres, ceux du dehors (les médias, les politiques, les professionnels, les habitants d'autres quartiers...), et identité pour soi, qui se forge dans la projection sur une image idéale de soi et en

⁶⁶ « Qu'est-ce qu'être jeune dans un quartier populaire aujourd'hui ? », Cause commune, consulté le 8 juin 2025, https://www.causecommune-larevue.fr/qu_est_ce_quetre_jeune_dans_un_quartier_populaire_aujourdhui.

⁶⁷ Bernard Bier, « Qui sont les jeunes des quartiers ? », *Les Cahiers du Développement Social Urbain* 59, n° 1 (2014): 5-8, <https://doi.org/10.3917/cdsu.059.0005>.

interaction avec le regard extérieur qui vous assigne à telle image, à tel rôle... (ou dont on croit qu'il vous assigne). [...] La question du regard de l'autre, du stigmaté, de la face à ne pas perdre, de l'estime de soi, de l'identité prescrite et de l'identité revendiquée devient alors obsédante, sinon centrale." (Bier, 2014, p. 7-8)

Concernant l'ambivalence de l'identité des jeunes de quartier, Michel Kokoreff⁶⁸ décrit comment elle impacte les jeunes, leurs représentations et leurs pratiques, entre un statut de "victimes" et un statut de "coupables" :

"Emblématique, la situation des jeunes de ces quartiers traduit bien cette ambivalence. Ils sont à la fois et indissociablement victimes de violences diverses (physiques, sexuelles, symboliques, institutionnelles) et coupables de délits (vols, agressions, usages et trafics de drogues) ou d'inconduites. De même, ils sont trop exclus (du travail, de la ville, de la circulation...) et trop inclus (en matière de consommation, de médias...). Infra-acteurs parce qu'exclus, ils sont aussi hyper acteurs parce que devant faire leurs preuves plus que les autres." (Kokoreff, 2007, p. 90)

Cette dernière phrase fait écho au raisonnement de Michel Rautenberg⁶⁹, puisqu'il explique, lui aussi, la difficulté que peuvent éprouver les jeunes de quartier à trouver une place dans la société : "D'un point de vue sociologique le problème de leur place légitime dans la société est donc double pour les jeunes de banlieues : ils appartiennent encore, même nés en France, à un monde de l'immigration dont l'histoire est tue, voire niée ; et ils appartiennent à des catégories sociales qui n'ont plus les repères idéologiques et sociaux des décennies passées." (Rautenberg, 2006, p. 5)

Ainsi, comme le met en avant cette dernière citation, les jeunes de quartier sont non seulement assimilés à leur lieu de résidence et son histoire, mais sont aussi constamment renvoyés dans l'altérité en raison de leur lien avec les migrations postcoloniales. Bien qu'une part importante des jeunes de quartier soit née en France, ces dernières sont toujours identifiées comme étrangères, car héritières d'une histoire minorée et refoulée. L'étude de la sociologie de l'immigration ainsi que des théories postcoloniales permet de discerner cet enjeu.

3.2. Descendant·es de l'immigration

⁶⁸ Kokoreff, « Du stigmaté au ghetto ».

⁶⁹ Michel Rautenberg, « La valorisation culturelle des mémoires de l'immigration : l'exemple de la région Rhône-Alpes », *Hommes & migrations*, 2006, 119.

3.2.1. Sociologie de l'immigration⁷⁰

C'est seulement à partir du déclin de l'immigration dans les années 1970 qu'une sociologie de l'immigration voit le jour en France. Le seul travail sur l'immigration réalisé avant les années 1980 est celui d'Andrée Michel sur les travailleurs algériens (1956)⁷¹. Comme l'illustre la célèbre formule de Dominique Schnapper : « La France est un pays d'immigration qui s'ignore. » Cela s'explique par le fait que jusqu'alors, la sociologie française était imprégnée de la pensée marxiste et se consacrait alors exclusivement à des travaux sur les institutions, l'industrie ou le travail, et sur la classe ouvrière.

C'est donc dans les années 1970, grâce à des chercheur·ses qui s'interrogent sur les rapports de pouvoir et de domination, que des réflexions sur le sexisme, avec Colette Guillaumin (1992) et sur le racisme, avec Abdelmalek Sayad (1991), émergent. Par la dissipation de l'illusion du retour et la prise de conscience d'une installation durable des immigré·es, les institutions créent le « problème immigré », qu'il s'agira d'étudier pour le résoudre à partir de thématiques « relatives » aux immigré·es, à commencer par le travail et le logement. Par cette installation, les immigré·es ne sont plus les seul·es inclu·es dans le « problème immigré », puisque s'ajoutent leurs enfants, dont les problématiques se cristallisent autour de la scolarité et de la banlieue. C'est à ce moment-là que le terme de « générations » est utilisé pour distinguer la « première génération », ayant quitté son pays pour la France, de la « seconde génération », leurs enfants.

La discipline connaît ensuite de nombreux débats sémantiques sur les termes à utiliser. Si certain·es reprennent les termes « assimilation » et « intégration » des démographes, d'autres considèrent qu'ils sont trop liés à la colonisation et favorisent donc les termes « adaptation », « insertion », voire « inclusion ».

Contrairement à la recherche en France, l'École de Chicago questionnait déjà les relations interethniques et les inégalités raciales, à l'origine de la constitution de la sociologie de l'immigration états-unienne. D'abord avec le travail de Znaniecki et Thomas, puis celui de Park et Burgess, ce champ de recherche est alimenté dès les années 1920 aux États-Unis. Cependant, la spécificité socio-historique des États-Unis du traitement réservé aux

⁷⁰ Cette partie s'appuie principalement sur ces deux références :

- Marie-José Bernardot, « Chapitre 3. Les approches multiples de la sociologie de l'immigration », *Références Santé Social*, 2019, 61-78,

<https://doi.org/10.3917/ehesp.berna.2019.01.0061> <https://doi.org/10.3917/ehesp.berna.2019.01.0061> Bernardot. ;

- Andrea Rea, « V / La sociologie de l'immigration en France et en Europe : une lente constitution », *Repères* 3 (4 février 2021): 57-68.

⁷¹ Alain Girard, « Michel Andrée. — Les travailleurs algériens en France », 1957, https://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1957_num_12_3_4903.

populations non-blanches, particulièrement concernant les Noirs, peut expliquer cette apparente précocité.

Si la sociologie de l'immigration fleurit en France dans les années 1970, c'est principalement grâce à Abdelmalek Sayad, un sociologue qui travaille sur les rapports de pouvoir et de domination hérités de la colonisation. Il propose tout d'abord de reconsidérer les immigré·es dans la totalité de leur parcours et de leur histoire en insufflant l'idée de processus "d'émigration-immigration", qui serait un fait social total⁷². Il développe la notion de "double absence" pour illustrer ce sentiment vécu par les immigré·es algérien·nes d'être "ni d'ici, ni de là-bas". Il s'intéresse également aux enfants des immigré·es, considéré·es comme des "enfants illégitimes"⁷³ car iels sont assimilé·es aux immigré·es, sans en être véritablement. Enfin, il questionne la "double peine" infligée aux immigré·es ayant commis des infractions puisqu'en plus d'être condamné·es, iels sont exclu·es du pays, ce qui revient à considérer que leur seule présence en France, en tant qu'immigré·es, est un délit, une faute. Pour échapper à cette double peine, les immigré·es n'auraient d'autre choix que d'être irréprochables, voire d'être "assez assimilé·es" pour devenir invisibles. En traitant les souffrances des immigré·es, Sayad a permis de faire un pont entre le vécu des immigré·es et celui des colonisé·es : "Sayad voit dans l'expérience de l'émigration une reproduction des rapports de pouvoir propres à la colonisation : l'immigré est le colonisé d'hier. « À travers l'émigration qui la prolonge, c'est d'une certaine manière la colonisation qui survit » [p. 254]." (Rea, 2021, p. 64)⁷⁴

Dans les années 1980-1990, la sociologie de l'immigration va être davantage sollicitée pour faire face à un contexte socio-politique mouvementé. En effet, la France traverse une période rythmée par les politiques d'intégration, la montée de discours racistes, les révoltes urbaines, les revendications qui font suite à la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, des mouvements de soutien aux sans-papiers et la diminution du seul prisme de la classe pour analyser les relations sociales. Ainsi, des recherches sur l'ethnicité se répandent, dans le sillage du travail de Fredrik Barth, qui définit l'ethnicité "comme « un

⁷² Notion de Marcel Mauss dans *Essai sur le don* (1923-1924) : "les phénomènes sociaux totaux se définiront comme ceux où s'expriment « à la fois et d'un coup toutes sortes d'institutions : religieuses, juridiques et morales – et celles-ci politiques et familiales en même temps ; économiques – et celles-ci supposent des formes particulières de la production et de la consommation, ou plutôt de la prestation et de la distribution ; sans compter les phénomènes esthétiques auxquels aboutissent ces faits et les phénomènes morphologiques que manifestent ces institutions » (Mauss, 1950 : 47)." in Marie-Odile Géraud, Olivier Leservoisier, et Richard Pottier, « Chapitre 15. Fait social total », *Cursus* 4 (2016): 187-99.

⁷³ Abdelmalek Sayad, « Les enfants illégitimes », 1979, <https://doi.org/10.3406/arss.1979.2623>.

⁷⁴ Rea, « V / La sociologie de l'immigration en France et en Europe ».

processus de construction de frontières symboliques »” (Bernardot, 2019, p. 70)⁷⁵. En parallèle, dans le contexte de la désindustrialisation, les sociologues vont passer de l’étude des classes sociales à celle de l’immigration avec une approche culturaliste, toujours en privilégiant un intérêt pour les “populations à problèmes”, à commencer par les populations postcoloniales et/ou musulmanes, les migrant·es européen·nes, par exemple, n’étant pas identifiées comme tel. Dans ce cadre et en lien avec la Politique de la ville, les habitant·es des quartiers, dont une partie importante est immigrée, ainsi que leurs enfants, vont être ainsi ciblé·es.

Enfin, le champ est traversé par plusieurs courants de pensée qui accordent différentes places à l’immigration et à “l’intégration”.

Les assimilationnistes, dont Michèle Tribalat et Pierre-André Taguieff font partie, s’appuient sur le principe d’égalité en droits et en devoirs, qui pourrait être représentée par ce que dit la Constitution : “La France est une République une et indivisible”. De ce fait, iels refusent tout particularisme et favorisent le “processus d’assimilation” aux coutumes et valeurs de la France.

Ensuite, les intégrationnistes voient l’intégration comme un problème social et non un problème ethnique ou culturel. Pour ses penseur·ses, tel·les que Dominique Schnapper, l’intégration passe par l’accès aux diverses formes de citoyennetés : “Citoyenneté politique par l’acquisition des droits liés à la nationalité, civile par l’usage des libertés reconnues à tous (droit syndical, liberté associative, religieuse...), citoyenneté sociale par la possibilité effective de bénéficier des droits sociaux et du « filet » de la protection sociale.” (Bernardot, 2019, p. 74)⁷⁶ C’est cette approche qu’ont plutôt suivi les politiques publiques d’intégrations dans les années 1990-2000.

Les défenseur·ses du multiculturalisme, quant à eux et elles, sont plus proches de la sociologie américaine. Iels estiment que la constitution de groupes identitaires n’est pas contraire aux valeurs de la République et peuvent exister, sans pour autant qu’il y ait besoin d’une reconnaissance institutionnelle : “Ce courant de pensée prône des politiques publiques qui combinent accès aux droits sociaux, lutte contre les discriminations et les inégalités et reconnaissance des différences culturelles ; il milite pour le droit de vote des immigrés aux élections locales” (Bernardot, 2019, p. 75)⁷⁷. Alain Touraine et Michel Wieviorka s’inscrivent dans ce courant de pensée.

⁷⁵ Bernardot, « Chapitre 3. Les approches multiples de la sociologie de l’immigration ».

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Ibid.*

Enfin, l'interculturalisme est développé dans les années 1990-2000 par Martine Abdallah-Pretceille : “à partir d’une reconnaissance des différences culturelles, religieuses, ethniques, d’un respect de ces différences, il prône la mise en œuvre d’actions au niveau local pour favoriser la compréhension mutuelle et les liens sociaux entre des populations d’origine et de cultures diverses.” (Bernardot, 2019, p. 76)⁷⁸

La sociologie de l’immigration étant aujourd’hui l’un des principaux champs de recherche de sociologie en France, elle comprend des formes de “sous-champs” ou “sous-disciplines” dans lesquelles les chercheur·ses tentent d’étudier les questions migratoires par le prisme de diverses thématiques. Par exemple, de nombreuses recherches s’appuient sur le genre pour étudier les parcours migratoires de femmes et leur place dans l’histoire des migrations, ou valorisent le travail réalisé par des chercheur·ses issu·es des immigrations.

Parmi ce vaste champ de recherche, ce sont particulièrement les travaux sur les migrations postcoloniales qui nourrissent les réflexions sur les jeunes de quartier. En effet, bien que ces territoires aient connu les diverses vagues migratoires françaises, ce sont surtout les populations issues des migrations postcoloniales qui sont aujourd’hui discriminées dans les quartiers.

3.2.2. Théories postcoloniales⁷⁹

Pour comprendre en quoi les jeunes de quartier sont altérité·es en raison de leur supposée origine étrangère, il semble important de revenir sur plusieurs théories postcoloniales qui ont participé à une réflexion sur le statut de colonisé, les relations de domination dans un contexte colonial, ainsi que leur héritage pour les personnes issues des anciennes colonies.

“Les études postcoloniales semblent partir d’une évidence. La décolonisation des pays anciennement colonisés par l’Europe – principalement après la seconde guerre mondiale –, a inauguré pour les nouvelles nations une histoire qui, pour avoir vu l’accès des peuples au droit à disposer d’eux-mêmes, n’a pas mis fin à la présence, réelle ou fantomatique, de l’État colonisateur. Les liens intercoloniaux survivent à la libération nationale. Parfois heureux, ils sont le plus souvent malheureux, lourds de méfiance et de ressentiment. Ils sont difficiles à délier ; l’ancienne « métropole » reste majoritairement la destination des

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Cette partie se fonde essentiellement sur un article et un chapitre d’ouvrage :

- Yves Clavaron, « Chapitre I. L’avènement des études postcoloniales », *Détours littéraires*, 2015, 11-37. ;
- Hélène L’Heuillet, « Les études postcoloniales, une nouvelle théorie de la domination ? », *Cités* 72, n° 4 (21 décembre 2017): 41-52, <https://doi.org/10.3917/cite.072.0041>.

migrants des anciennes colonies, pour des raisons évidemment linguistiques, mais aussi parce qu'existe une familiarité mutuelle qui se transmet encore plus d'un demi-siècle après l'indépendance." (L'Heuillet, 2017, p. 41)⁸⁰

Comme l'explique cette philosophe, la décolonisation des territoires n'a pas abouti spontanément à une libération des populations dominées par l'idéologie coloniale et son système, car la colonisation est une domination particulière, ce que décrit Aimé Césaire : "Je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, de cultures piétinées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées."⁸¹ Ainsi, pour comprendre la situation coloniale, son fonctionnement, et son influence sur les populations colonisées, comme sur les colonisateurs, plusieurs courants de pensée ont émergé.

Tout d'abord, Franz Fanon s'inscrit dans une pensée de lutte anticoloniale par son analyse de l'impact de la colonisation sur les colonisé·es, par l'intériorisation des stéréotypes coloniaux qui conduisent jusqu'à l'aliénation des colonisé·es. Il déploie son raisonnement dans ses ouvrages *Les Damnés de la terre* (1961) et *Peau noire, masques blancs* (1952). Ensuite, Aimé Césaire, à travers ses travaux et ses discours, à commencer par le *Discours sur le colonialisme* (1950) et le *Discours sur la négritude* (1987), expose une analyse de l'esclavage et de la colonisation par une mise en parallèle avec le capitalisme, dans l'exploitation des populations et des ressources. Albert Memmi propose, quant à lui, une réflexion sur l'identité en contexte colonisé dans son livre *Portrait du colonisé, précédé du Portrait du colonisateur* (1957).

Par ailleurs, le Panafricanisme, qui peut être défini comme "un mouvement politique et culturel qui vise à l'unité des Africains et de la diaspora noire tout en constituant une force de libération coloniale, puis de défense de l'indépendance."⁸² (Clavaron, 2015, p. 18), peut être rapproché des *Black Studies*. L'une des figures principales du Panafricanisme est W.E.B Dubois, qui a écrit *Les Âmes du peuple noir* (1903). Dans cet ouvrage, il élabore la notion de "conscience dédoublée" qui permet de penser la condition psychologique des Noirs Américains :

"la double consciousness consiste, comme son nom l'indique, en une conscience de soi dédoublée des Noirs américains au temps de la ségrégation. Ceux qui en sont dotés se voient à travers leurs propres yeux, mais aussi de l'extérieur et négativement, à travers le regard que les Blancs posent sur eux. Cette perception double aboutit à se penser à la fois comme Américain et comme Noir, membre de la communauté nationale mais

⁸⁰ L'Heuillet, « Les études postcoloniales, une nouvelle théorie de la domination ? »

⁸¹ *Ibid* : Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme* (1950), suivi de *Discours sur la négritude* (1987), Paris, Présence africaine, réed. 2011, p. 23.

⁸² Clavaron, « Chapitre I. L'avènement des études postcoloniales ».

expérimentant aussi des formes d'exclusion et de domination spécifiques." (Julliard, 2021)⁸³

Cette notion est particulièrement intéressante dans le contexte juvénile des quartiers, car elle correspond à l'idée d'une identité complexe, plurielle, en partie alimentée par les jugements extérieurs et donc devient une forme d'identité imposée.

Dans l'héritage des travaux de ces précurseurs, les sciences humaines et sociales ont constitué le champ des *Postcolonial Studies*. Son fondateur n'est autre qu'Edward Saïd, l'auteur de *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* (1978). Dans cet ouvrage, il critique la domination occidentale par le prisme de la culture en montrant que les représentations sur l'Orient sont uniquement dues à l'hégémonie européenne qui a permis à la culture européenne de s'affirmer comme supérieure aux autres et d'en proposer sa propre argumentation. Il s'appuie sur la notion d'hégémonie culturelle de Gramsci pour arguer que l'identité européenne se base sur l'idée de sa supériorité, ce qui a permis son hégémonie. Il cherche donc à identifier la domination occidentale dans le langage et les discours pour révéler le fait que ces derniers diffusent des imaginaires sur ce qu'est l'Orient, qui correspondent aux stéréotypes coloniaux imposés par la domination coloniale.

L'une des critiques faites au travail de Saïd repose sur la création d'un clivage Occident *versus* Orient qui ne permet pas véritablement d'appréhender la complexité de la colonisation, alors qu'elle rend compte d'un mélange, plutôt que d'une stricte opposition : "Enfants de colonisés, enfants de puissances colonisatrices sont traversés par ce mélange d'Orient et d'Occident dont les fils sont indémêlables. En un sens, nous sommes tous aujourd'hui, quelle que soit la partie du monde où nous nous trouvons, quel que soit le côté de la subalternité où nous nous situons, les enfants de la colonisation." (L'Heuliet, 2017, p. 46)⁸⁴

Enfin, l'un des courants des *Postcolonial Studies* qui apparaît particulièrement pertinent pour la recherche est celui des *Subaltern Studies*, représenté par Ashis Nandy, Gayatri Spivak, ou encore Achille Mbembe. C'est notamment la pensée de Gayatri Spivak qui semble intéressante pour l'étude, car elle met en avant la question de l'expression des subalternes, qui est souvent empêchée, d'autant plus quand ce sont des femmes, ce qui "double" leur subalternité.

"Dans la mesure où les voix étouffées furent, dans l'histoire, d'abord les voix féminines, une des dimensions du postcolonialisme contemporain réside dans l'alliance du féminisme et des études sur la subalternité. C'est la raison pour laquelle Gayatri Spivak intitule l'un de

⁸³ François-René Julliard, « Magali Bessone et Matthieu Renault, W. E. B. Du Bois. Double conscience et condition raciale », *Lectures*, 13 décembre 2021, <https://doi.org/10.4000/lectures.53175>.

⁸⁴ L'Heuliet, « Les études postcoloniales, une nouvelle théorie de la domination ? »

ses textes “Les Subalternes peuvent-elles parler ?” On ne peut, selon elle, s’inscrire dans le champ des études postcoloniales, dans leur point radical d’étude de la subalternité, si on ne prend pas pour point de départ de l’analyse la subalternité féminine. Les femmes des anciens pays colonisés sont subalternes à double titre : « Si, dans le contexte de la production coloniale, les subalternes n’ont pas d’histoire et ne peuvent pas parler, les subalternes en tant que femmes sont encore plus profondément dans l’ombre. »” (L’Heuillet, 2017, p. 50)⁸⁵

Contemporaine de la théorisation de “l’intersectionnalité”⁸⁶, Spivak pointe la nécessité, dans toute lutte d’émancipation, de laisser la place aux personnes concernées pour être maîtresses de leur émancipation, sans laisser d’autres personnes parler pour elles, ou en leur nom : “Toute sujétion implique l’interdiction, plus ou moins explicite, de parler. Et l’enjeu de toute émancipation réside dans la possibilité de prendre, ou de reprendre la parole en son nom, sans laisser d’autres, même animés des meilleures intentions, parler pour soi. Grande est la tentation des intellectuels, qui font métier de parler, de prêter leur voix aux sans-voix. Gayatri Spivak veut déjouer ce piège.” (L’Heuillet, 2017, p. 50)⁸⁷

Par ailleurs, l’un des points importants de la pensée postcoloniale réside dans le fait de “se décoloniser” soi-même, en son for intérieur, car comme évoqué précédemment, la colonisation s’intériorise au point de pousser les colonisé·es à l’aliénation. Ainsi, il est essentiel de travailler sur l’imprégnation interne des schèmes coloniaux, autant pour les colonisé·es que pour les colonisateur·rices : “Contre les dénonciations essentialisantes et totalisantes, l’intérêt majeur du troisième temps de la pensée postcoloniale consiste à réfléchir sur le travail psychique et politique nécessaire à la sortie des schèmes coloniaux. La colonisation et les premiers temps de la décolonisation ont induit en effet une forme spécifique de violence, qui repose, de part et d’autre du partage colonial, sur la haine de soi, et l’hostilité intérieure.” (L’Heuillet, p. 47)⁸⁸

De cette manière, bien que les théories postcoloniales puissent paraître relativement éloignées du sujet des “jeunes de quartier”, elles permettent en réalité de comprendre les enjeux d’altérisation et de différenciation de ces jeunes. En effet, nombre de qualificatifs péjoratifs utilisés pour les désigner sont issus des représentations et désignations coloniales. Aussi, il faut avoir en tête que l’histoire coloniale est une histoire relativement récente, ce qui

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Sur l’intersectionnalité : “Forgée par la juriste américaine Kimberlé Crenshaw à la fin des années 1980 dans la foulée du Black feminism, elle vise à décrire des formes combinées de domination renvoyant aux dilemmes stratégiques et identitaires de certaines catégories de la population” : Alexandre Jaunait et Sébastien Chauvin, « Intersectionnalité », in *Dictionnaire. Genre et science politique* (Presses de Sciences Po, 2013), 286-97, <https://doi.org/10.3917/scpo.achi.2013.01.0286>.

⁸⁷ L’Heuillet, « Les études postcoloniales, une nouvelle théorie de la domination ? »

⁸⁸ *Ibid.*

fait que pour certain·es jeunes, c'est seulement la génération précédente, à savoir celle de leurs parents ou de leurs grands-parents, qui a connu les derniers instants de la colonisation et de l'occupation européenne. De ce fait, il semble nécessaire pour cette recherche de mobiliser les théories postcoloniales comme éléments d'explication de la situation des jeunes de quartier.

3.2.3. Histoire des migrations et héritage de la colonisation

La notion "d'altérité de l'intérieur"⁸⁹, fondée par Nacira Guénif-Souilamas, illustre le propos présenté précédemment, sur le lien entre le vécu des jeunes de quartier, l'histoire des migrations et les théories postcoloniales, car elle permet d'appréhender des situations contemporaines héritières de l'histoire coloniale. Cette notion permet d'analyser la situation de populations réduites à un statut "d'étranger·ères", alors même qu'elles font explicitement parties d'un groupe, la France en l'occurrence pour les jeunes de quartier. Si la notion d'altérité de l'intérieur s'apparente à un oxymore, elle apporte en réalité une dénomination pertinente pour comprendre le paradoxe du traitement réservé aux jeunes des quartiers, en tant que citoyen·nes français·es héritier·ères de la colonisation et donc de ses attributs.

Si leur place est si délicate et épineuse, c'est en partie parce que les jeunes de quartier sont la preuve du malaise historique de la France avec ses anciennes colonies, laissé de côté. Cette idée est visible dans l'article "Processus différentiels d'intégration au sein des familles algériennes en France"⁹⁰ de Ahsène Zehraoui. Bien que ce texte ne présente que les familles algériennes, il se révèle important pour comprendre la complexité de la place donnée aux jeunes issues des migrations en France, en tant qu'enfants héritier·ères d'une histoire difficile que la France a souvent du mal à évoquer, voire à assumer :

"Dernier lien d'un passé que d'aucuns voudraient oublier, les immigrants et leurs enfants apparaissent comme des témoins gênants pour l'inconscient et l'imaginaire collectifs des deux peuples." (Zehraoui, 1996, p. 237) ;

"En même temps, nous voyons à l'œuvre, par immigration interposée, la confrontation entre deux nationalismes, produits d'une histoire singulière, la colonisation, où se perçoit la survivance de rapports colonisés-colonisateurs, à travers passions et surenchères sur les questions de souveraineté, dont les populations de l'immigration, témoins gênants d'un passé que d'aucuns croyaient dépassé, sont à la fois les révélateurs et les victimes." (Zehraoui, 1996, p. 250)

⁸⁹ Nacira Guénif-Souilamas, « L'altérité de l'intérieur », in *La situation postcoloniale*, Références (Paris: Presses de Sciences Po, 2007), 344-52, <https://doi.org/10.3917/scpo.smout.2007.01.0344>.

⁹⁰ Ahsène Zehraoui, « Processus différentiels d'intégration au sein des familles algériennes en France », *Revue française de sociologie* 37, n° 2 (1996): 237-61, <https://doi.org/10.2307/3322096>.

Cet article permet de réfléchir à un débat toujours actuel en France sur l'injonction à "l'intégration", alors même que l'auteur montre bien qu'il existe de multiples manières de "s'intégrer", ce qu'il nomme les "processus différentiels d'intégration" : "La complexité des statuts et des rapports sociaux qui traversent la famille interdit, par conséquent, de parler d'un modèle d'intégration valable pour tous, en tout temps et en tout lieu." (Zehraoui, 1996, p. 258)

La position des descendant·es est d'autant plus complexe que la France n'a jamais véritablement traité le sujet de la colonisation. C'est par exemple ce que décrit Giulia Fabbiano qui a travaillé sur "les processus d'identification et de différenciation des descendants de harkis et d'immigrés"⁹¹, qui correspondent à l'héritage individuel de l'histoire postcoloniale et de l'histoire nationale algérienne. C'est également ce que suggère Emmanuelle Santelli, qui s'est intéressée aux descendant·es de migrant·es en révélant leur spécificité, pour arrêter les confusions entre migrant·es et descendant·es⁹², et pour souligner l'héritage historique du traitement qui leur est réservé⁹³, semblable à une "transmission du statut d'immigré" comme le proposait Sayad. Elle a par ailleurs beaucoup collaboré avec Laure Muguérou, sur les expériences et "le vécu de la jeunesse" des descendant·es de migrant·es⁹⁴. Elles montrent notamment comment les jeunes descendant·es de migrant·es et résidant dans des quartiers subissent une 'double discrimination', qui conduit à les distinguer des autres jeunes :

"Le vécu de ces jeunes descendants de migrants n'est peut-être pas très différent du vécu des autres jeunes résidant dans ces quartiers, mais dans la mesure où ils y sont très fortement surreprésentés, cela devient une spécificité de leurs trajectoires sociales. [...] Au travers de ces premières expériences, on perçoit que ces descendants de migrants n'ont pas vécu leur jeunesse dans les mêmes conditions que les autres jeunes." (Santelli et Muguérou, 2013, p. 78)

Elles mettent également en avant, un peu comme Stéphane Beaud⁹⁵, que les descendant·es de migrant·es restent des jeunes comme les autres et font partie de la jeunesse française, plurielle

⁹¹ Giulia Fabbiano, « De l'indigène colonial aux générations postalgériennes: Processus d'identification et de différenciation des descendants de harkis et d'immigrés », *Migrations Société* 113, n° 5 (2007): 95-110, <https://doi.org/10.3917/migra.113.0095>.

⁹² « Immigrés et descendants d'immigrés entre ressemblances et spécificités : les dangers des amalgames | Cairn.info », consulté le 11 janvier 2025, <https://shs-cairn.info/gorgone.univ-toulouse.fr/revue-migrations-societe-2007-3-page-189?lang=fr>.

⁹³ Emmanuelle Santelli, « De la "seconde génération" aux descendants d'immigrés : constructions identitaires et enjeux sociaux », *Migrations Société* 113, n° 5 (2007): 51-56, <https://doi.org/10.3917/migra.113.0051>.

⁹⁴ Emmanuelle Santelli et Laure Muguérou, « Enquêter sur le vécu de la jeunesse et le devenir adulte des descendants de migrants », *Migrations Société* 147-148, n° 3-4 (2013): 71-82, <https://doi.org/10.3917/migra.147.0071>.

⁹⁵ Stéphane Beaud, *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*, Poche / Sciences humaines et sociales (Paris: La Découverte, 2020), <https://www.cairn.info/la-france-des-belhoumi--9782348063985.htm>.

et hétérogène : “Malgré les spécificités des descendants de migrants que donnent à voir les contributions rassemblées ici, ils ne forment pas une jeunesse à part ; bien au contraire, ils apparaissent comme une des composantes des jeunes, des jeunesses plurielles, de France.” (Santelli et Moguéro, 2013, p. 82)⁹⁶

3.3. La littérature au regard du terrain

En suivant une démarche inductive, quelques thématiques ont émergé du terrain. Tout d’abord, le rapport à l’identité des jeunes est un élément important, mais difficilement perceptible car intériorisé. Les travaux ethnographiques de Stéphane Beaud⁹⁷ et Emmanuelle Santelli⁹⁸ sur les descendant·es de migrant·es ont donc permis d’approfondir la question identitaire. Ils apportent un éclairage sur l’histoire des migrations en France et son impact sur les représentations et attitudes envers les descendant·es de migrant·es. Leurs travaux proposent de renverser les stéréotypes sur ces dernier·ères en travaillant directement sur le terrain auprès des personnes concernées, en menant des formes de monographies, pour exposer leurs parcours et modes de vie, et ainsi montrer les similitudes entre les descendant·es de migrant·es et les autres jeunes. Leurs recherches nourrissent une réflexion sur les identités⁹⁹ plurielles et multiples des descendant·es de migrant·es car, bien que ces dernier·ères tentent de trouver un équilibre entre plusieurs référentiels socio-culturels, la société questionne constamment leur appartenance nationale, alors même que nationalité et origines ne sont pas incompatibles et opposées :

“La question de l’identité va de pair avec celle de l’intégration des descendants d’immigrés : s’interroger sur leur identité, c’est questionner le rapport qu’ils entretiennent à la société française, mais aussi le regard que cette dernière porte sur eux (résumé par ce type de remarque : peuvent-ils à la fois se dire Français et brandir, par exemple à l’occasion d’événements sportifs, le drapeau de leur pays d’origine ? En d’autres termes, est-il possible d’affirmer que l’on puisse être à la fois d’ici et de là-bas, de faire valoir une “double identité”?).” (Santelli, 2016, p. 91)¹⁰⁰

Par ailleurs, comme les chapitres se succèdent en traitant plusieurs thèmes, à la manière de monographies, ils peuvent servir d’appui dans l’analyse des trajectoires des jeunes. Les

⁹⁶ Santelli et Moguéro, « Enquêter sur le vécu de la jeunesse et le devenir adulte des descendants de migrants ».

⁹⁷ Beaud, *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*.

⁹⁸ Emmanuelle Santelli, *Les descendants d’immigrés* (La Découverte, 2016), <https://doi.org/10.3917/dec.sante.2016.01>.

⁹⁹ Santelli, « De la “seconde génération” aux descendants d’immigrés ».

¹⁰⁰ Emmanuelle Santelli, « VI. Citoyenneté, identité, religion », *Repères*, 23 juin 2016, 91-100.

parties sur la scolarité et l'insertion professionnelle de Beaud et de Santelli¹⁰¹ sont, à ce titre, indispensables pour comprendre les inégalités scolaires et le décrochage, ainsi que les discriminations à l'embauche, la précarité de l'emploi et la question du chômage.

D'autre part, la question de l'accès à la mobilité est primordiale sur les terrains, qu'il s'agisse de l'enjeu de l'obtention du permis, de l'acquisition d'une voiture ou du sentiment d'illégitimité à se saisir des transports en commun pour se déplacer. En effet, l'accès à des espaces extérieurs au quartier peut incarner un obstacle, ainsi qu'une peur, celle de se trouver en territoire inconnu et prendre ainsi le risque d'être jugé·es. Dans ce cadre, il était intéressant de découvrir la recherche de Nicolas Oppenchaim¹⁰² concernant "l'épreuve de la mobilité" et les obstacles que peuvent rencontrer les jeunes de quartier pour y accéder. En effet, la mobilité semble représenter un enjeu essentiel pour les jeunes, notamment pour acquérir une forme d'autonomie, qu'elle conduise à découvrir de nouveaux lieux, ou à obtenir un emploi. Nicolas Oppenchaim¹⁰³ montre également en quoi l'accès à la mobilité peut illustrer les diverses inégalités sociales que subissent les jeunes de quartier.

Ensuite, en intégrant des structures de jeunesse proposant un accueil collectif, la socialisation entre pairs est inévitablement ressortie. S'il s'agit d'un sujet commun dans l'étude des jeunes de quartier, l'approche de Marwan Mohammed sur les "bandes de jeunes"¹⁰⁴ permet de questionner l'identification des groupes d'appartenance, les relations individuelles¹⁰⁵, ainsi que les tensions qui peuvent se déployer¹⁰⁶. Le sociologue expose aussi ces observations sur le rapport à l'occupation de l'espace public des jeunes¹⁰⁷, mais aussi sur leurs interactions avec des personnes extérieures au groupe de pairs¹⁰⁸. Le groupe – qui peut être ou non une "bande", pour reprendre sa notion – peut apparaître comme une source pour étudier la notion d'identité et l'influence de la socialisation par le groupe de pairs.

¹⁰¹ Emmanuelle Santelli, « Les jeunes de banlieue d'origine maghrébine : entre galère et emploi stable, quel devenir ? », *Revue européenne des migrations internationales* 23, n° 2 (2007): 57-77, <https://doi.org/10.4000/remi.4171>.

¹⁰² Nicolas Oppenchaim, « Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité », *Diversité : ville école intégration*, Les mobilités. Accéder au monde et aux savoirs, n° 187 (2017), <https://hal.science/hal-01834413>.

¹⁰³ Nicolas Oppenchaim, « Les freins à la mobilité d'une partie des jeunes des quartiers sensibles », *Les Cahiers du Développement Social Urbain* 58, n° 2 (2013): 18-19, <https://doi.org/10.3917/cdsu.058.0018>.

¹⁰⁴ Mohammed, « La dynamique des bandes de jeunes ».

¹⁰⁵ Marwan Mohammed, « La rue juvénile : chacun son "délire" », *Cahiers de l'action* 32, n° 2 (2011): 29-34, <https://doi.org/10.3917/cact.032.0029>.

¹⁰⁶ Marwan Mohammed, « Pourquoi « ça se tape » ? Les « embrouilles de cités » ont malheureusement du sens », *Diversité* 162, n° 1 (2010): 109-13.

¹⁰⁷ Marwan Mohammed, « La défiance des bandes : antagonismes sociaux et agressivité collective », *Cités* 50, n° 2 (2012): 19-28, <https://doi.org/10.3917/cite.050.0019>.

¹⁰⁸ Marwan Mohammed, « Les jeunes en bande et leurs parents. Les ressorts symboliques du détachement », *Criminologie* 48, n° 2 (2015): 187-207, <https://doi.org/10.7202/1033843ar>.

Enfin, un autre type de public juvénile attire l'attention sur les terrains : les jeunes femmes. Parfois présentes physiquement, d'autre fois absentes, mais mentionnées dans les discussions entre garçons, les jeunes filles permettent d'interroger les relations de genre et d'autres thématiques qui gravitent autour. Ainsi, les ethnographies de Nacira Guénif Souilamas¹⁰⁹ et de Noria Boukhobza¹¹⁰, conduites auprès de personnes issues des migrations autour d'un travail de récit sur leur parcours et la notion de transmission, peuvent être saisies pour aborder les questions de genre dans les quartiers, notamment concernant les filles maghrébines. En effet, plusieurs sujets imbriqués ont pu être soulevés, à commencer par la réputation, la charge mentale, les responsabilités familiales, les relations femmes-hommes et la question de la drague, ou encore l'occupation de l'espace public. Ces lectures offrent une analyse genrée des questions migratoires, au sein des quartiers, ce qui est un enjeu important pour la visibilisation de toutes populations, et non simplement des hommes, ce qui remet en question le stéréotype de la jeune fille de quartier "soumise" et invisible. D'autre part, l'étude menée par Noria Boukhobza auprès d'un groupe de jeunes filles apporte une réflexion sur les rapports de genre que peuvent expérimenter de jeunes femmes, confrontées aux regards et aux jugements des autres, même entre femmes, pour trouver leur place dans un quartier.

Finalement, bien que ces divers sujets semblent ordinaires et anodins, ils reflètent des espaces et pans de la vie sociale des jeunes de quartier qui sont fragilisés et mis en difficulté quotidiennement en raison des violences structurelles que subissent les jeunes. Qu'elles se présentent sous la forme de violence sociale, à travers les inégalités scolaires ou l'accès à la mobilité, de violence économique, par les freins à l'insertion professionnelle, ou encore de violence de genre, les discriminations et violences structurelles rythment la vie de ces jeunes, qui tentent malgré tout de se construire et de mener leur vie.

4. Discussion et problématique

Comme mentionné précédemment, les premiers temps sur les terrains ont révélé l'importance des enjeux autour de la mobilité géographique, des relations genrées, de la

¹⁰⁹ Nacira Guénif-Souilamas, « 45. Femmes, immigration, ségrégation », in *Femmes, genre et sociétés*, TAP / Hors Série (Paris: La Découverte, 2005), 389-97, <https://doi.org/10.3917/dec.marua.2005.01.0389>.

¹¹⁰ Noria Boukhobza, « Les filles naissent après les garçons », *Revue européenne des migrations internationales* 21, n° 1 (29 mai 2005): 227-42, <https://doi.org/10.4000/remi.2333>, <https://doi.org/10.4000/remi.2333> Boukhobza. ; Boukhobza, « « Mémoire de Filles, Histoires de Quartier », Un Regard Ethnologique ».

précarisation et paupérisation des quartiers, ainsi que de la place des addictions. Ces thématiques ont été croisées avec le constat d'une pluralité des parcours des jeunes et d'un vécu commun de multiples discriminations subies en tant que jeunes de quartier, appartenant à des classes sociales défavorisées et issues des migrations postcoloniales. Toutefois, chercher à expliquer ces discriminations mène "tout droit dans un mur", car les jeunes en ont déjà une idée relativement unanime : "c'est comme ça." Que ce soit lors des entretiens individuels ou des entretiens collectifs, les jeunes rencontrés expriment une forme de fatalisme face à ces discriminations.

Pour Anonymous, ces sujets sont peu abordés parce que ce sont des sujets sensibles qui renvoient à une forme de dénigrement. Ce ne sont pas des sujets tabous puisque si le sujet se présente, ils n'ont aucun mal à répondre et en parler, mais ils ne parlent pas de ça généralement entre eux. Il leur arrive d'échanger sur ces sujets lorsqu'il y a des polémiques dans les médias par exemple.¹¹¹ ;

"Non, on n'en parle pas. J'ai rarement eu l'occasion d'en parler. Non, on n'a pas ce sujet de discussion parce qu'on est en plein dedans. Et puis, ça va dépendre des personnes. Il y en a qui le subissent plus que d'autres. Ça va dépendre de son entourage. J'ai un entourage qui le subit beaucoup moins que d'autres. Il y en a qui le subissent, mais ils laissent passer. Donc, ils n'ont pas forcément besoin d'en parler. Non, ce n'est pas un sujet qu'on pose sur la table, parce qu'on le sait. Mais on le sait que ça a évolué. On a quand même conscience que c'est différent de l'époque de mes parents. Pour aller moins loin que ça, de mes grands frères. [...] Pareil, c'est dans l'inconscient. En fait, on ne parle pas d'une chose qu'on sait déjà, que tout le monde sait."¹¹²

Néanmoins, grâce à l'analyse des entretiens avec les professionnel·les, qui font part de leur expérience et de leur expertise, il semblerait que cette apparente résignation est entièrement liée aux violences structurelles que subissent les jeunes. Philippe Bourgois a défini ce concept et revient sur son histoire et son utilisation dans l'article "Théoriser la violence en Amérique"¹¹³.

"Le concept de « violence structurelle » est issu du marxisme et de la théologie de la libération mais l'expression fut créée durant la guerre froide par le sociologue norvégien Johan Galtung comme une alternative face aux mouvements révolutionnaires nationalistes et de gauche (Galtung 1969). Paul Farmer est devenu l'un des théoriciens les plus éloquents de ce concept qu'il a utilisé en anthropologie et en médecine (Farmer et al. 2004 ; 2006). Il souligne les ravages que certaines forces politicoéconomiques établies de longue date provoquent sur le corps des personnes socialement vulnérables. D'autres auteurs ont élaboré des critiques et des clarifications du concept (Scheper-Hughes & Bourgois 2004a ; Wacquant 2004 ; Singer 1996 ; Walter, Bourgois & Loinaz 2004). Invisible, la violence structurelle est cependant modelée par des institutions, des relations, des domaines et des idéologies clairement identifiables : échanges commerciaux inégaux entre nations industrialisées et non industrialisées, systèmes carcéraux, législations discriminatoires, disparités entre les sexes, racisme. Elle se manifeste très concrètement, en matière de santé, dans les inégalités des taux de morbidité, de mortalité et d'accidents du travail qui suivent les lignes de démarcation entre classes, ethnies et statuts sociaux." (Bourgois et Hewlett, 2012, p. 140-141)

¹¹¹ Entretien avec Anonymous, 22 ans, le 16/12/2024 dans les locaux de l'association.

¹¹² Entretien avec M, 26 ans, le 13/12/2024 à l'Université du Mirail.

¹¹³ Bourgois, Philippe, et Corinne Hewlett. « Théoriser la violence en Amérique ». *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, n° 203-204 (4 décembre 2012): 139-68. <https://doi.org/10.4000/lhomme.23121>.

Pour bien comprendre la spécificité des “violences structurelles”, par rapport aux “violences institutionnelles”, Bourgois s’appuie sur son fondateur, Johan Galtung :

“J. Galtung définit la violence structurelle comme « la violence indirecte incorporée dans des ordres sociaux répressifs et créant d’énormes différences entre les potentialités et les réalités de l’auto-réalisation humaine ». Il affirme la spécificité de la violence structurelle par rapport à la violence institutionnelle, insistant sur sa « nature plus abstraite (...) qui ne peut être attribuée à une institution précise ». La violence structurelle est « naturelle comme l’air autour de nous... La formule générale derrière la violence structurelle est l’inégalité, en particulier dans la distribution de pouvoir ». Voir Galtung J., « Peace : Research, Education, Action », *Essays in Peace Research*, Copenhagen, Christian Ejlers, 1975, pp. 173-175.” (Bourgois, 2002.)¹¹⁴

Ce concept de “violence structurelle” semble particulièrement pertinent pour décrire les situations de discriminations et de stigmatisations vécues par les jeunes de quartier. La définition proposée par Bourgois est d’ailleurs reprise par Fabien Truong et G r me Truc, qui montrent son intérêt dans des contextes français : “La question qui se pose indéniablement dans ces espaces urbains ségrégés est bien celle de la violence – tant dans ses formes, son expression, sa visibilité et son invisibilité, que dans ses causes et ses conséquences –, mais également des résistances qu’elle génère et des conditions de son dépassement.” (Truc et Truong, 2025, p. 15)¹¹⁵

En effet, divers types de violences sont omniprésents dans les observations et ressortent, sous différentes formes, dans tous les entretiens et échanges informels. Cependant, ces violences apparaissent comme un “non-sujet” pour les jeunes, dans le sens où iels ont conscience des discriminations dont iels sont victimes, mais ne les verbalisent pas, et ont plutôt tendance à les banaliser. Ce “non-sujet” traduit ainsi une intériorisation des violences structurelles, qui sont rarement exprimées et verbalisées, d’où l’importance de venir les nommer.

“Et on sait que le racisme a des impacts sur la santé mentale des jeunes, et des moins jeunes, mais bon là on parle des jeunes. [...] Oui je confirme ça, c’est-à-dire que je dois quand même venir nommer ce qui est en train de se passer pour le jeune à ce moment-là. Qu’est-ce qui s’est passé pour le jeune ? Ben ça c’est du racisme.”¹¹⁶

  travers l’expression “c’est comme ça”, c’est une intégration, voire une incorporation de ces violences qui se déploie, telle que l’analysent Truong et Truc : “Prendre en compte la temporalité des structures sociales est d’autant plus nécessaire que, pour celles

¹¹⁴ Bourgois, Philippe. « La violence en temps de guerre et en temps de paix. Leçons de l’après-guerre froide : l’exemple du Salvador. Partie 1 ». *Cultures & Conflits*, né 47 (1 septembre 2002). <https://doi.org/10.4000/conflits.825>.

¹¹⁵ Fabien Truong et G r me Truc, « Introduction », *Sciences humaines*, 23 janvier 2025, 9-21.

¹¹⁶ Entretien avec une psychologue, le 04/06/2025 sur le lieu de stage.

et ceux qui y sont confrontés, cette violence structurelle s’immisce dans les interactions les plus quotidiennes, y compris dans la sphère domestique et l’intimité, de sorte que ses manifestations finissent par être perçues et intériorisées comme banales ou normales, au point de devenir une « violence ordinaire ».” (Truc et Truong, 2025, p. 18)¹¹⁷ C’est également ce que propose Gérard Mauger à travers le concept de “violence symbolique”¹¹⁸ :

“Force est de constater pourtant que si, dans bien des cas, les dominés ne se rebellent pas contre la domination qu’ils subissent, ce n’est pas — ou pas seulement — par peur de la répression (policière, militaire, parentale, maritale, etc.) et que, si les exploités ne se révoltent pas contre l’exploitation dont ils sont les victimes, ce n’est pas — ou pas seulement — sous l’empire de la nécessité, mais aussi parce qu’ils tendent à accepter leur situation comme « allant de soi », à la percevoir comme inscrite « dans l’ordre des choses ».” (Mauger, 2006, p. 88)

Cette observation sur la “normalisation” de la situation des jeunes de quartier, se retrouve dans le discours de cette éducatrice :

*“Mais comme ils ont grandi là-dedans depuis tout petit et depuis qu’ils sont nés, forcément, eux... il faut leur demander “qu’est-ce que c’est un truc violent pour toi ?”, c’est pas la même chose que pour moi, quoi. [...] je sais pas si c’est qu’ils en parlent pas ou qu’ils en parlent pas comme nous. T’as l’impression que pour eux, ils en parlent pas, mais en fait comme pour eux, c’est pas aussi grave, aussi violent, ils en parlent, mais sans utiliser le mot “violence” [...] Ça fait partie de leur quotidien. Et puis quand ils subissent des discriminations, où ils s’embrouillent avec les flics ou quoi, des injustices, ils en parlent sur le coup, sûrement avec leurs potes, et en fait tout le monde sait. Ils intègrent vite que c’est comme ça, donc en fait ils ont la rage depuis assez jeune.”*¹¹⁹

D’ailleurs, comme le conscientise la médiatrice, si les jeunes banalisent les violences qu’iels subissent, les personnes extérieures, elles aussi, normalisent le vécu de cette jeunesse par son invisibilisation :

*“Et de l’autre côté, ça banalise aussi, parce que... Moi, je vois tout ce qu’on vit ici, à l’échelle de notre petit quartier. Moi, quand je parle avec ma sœur, par exemple, qui habite chez moi en ce moment, elle me dit “mais c’est dingue, parce que tout ça, on ne le voit pas dans les médias”. En fait, on n’en parle pas, toute cette violence est invisibilisée, oui. Très invisibilisée. Alors comment vouloir qu’entre eux, ça ne le soit pas, quelque part ?”*¹²⁰

Finalement, ce prétendu fatalisme, ou du moins le fait de ne pas en parler, d’en faire un “non-sujet”, est une sorte de mécanisme de défense, réactionnelle, car éviter d’en parler, de le verbaliser, c’est une manière de ne pas le faire exister en quelque sorte, comme l’avance cet éducateur.

“Et puis il y a la violence institutionnelle, qui pour nous est la pire des violences quoi, parce qu’elle est omniprésente ici. Et ce qui est très violent ici aujourd’hui, c’est que la société, le fonctionnement sociétal, a très bien compris qu’on n’a plus le droit d’être en colère. Donc tu ne peux plus crier. T’as plus le droit de dire que t’es en colère, que t’es

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Gérard Mauger, « 4. Sur la violence symbolique », in Pierre Bourdieu, *théorie et pratique* (La Découverte, 2006), 84-100, <https://doi.org/10.3917/dec.colli.2006.01.0084>.

¹¹⁹ Entretien avec V, éducatrice, le 31/03/2025 dans les locaux de l’association.

¹²⁰ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l’association.

malheureux, que la vie elle est dure [...] tu peux crier nulle part, où tu vas dire ce qui t'opprime quoi. Donc ça va avec. C'est très violent quoi. [...] Ils ont des rapports qui sont violents entre eux, mais ils baignent dans la violence depuis tellement longtemps et la société est tellement agressive. Quand tu as une omniprésence de la police du matin au soir et du soir au matin, tu ne sais pas comment on le vivrait. Ils supportent des choses... qu'ils ne sont pas violents par rapport à ce qu'ils supportent. C'est réactionnel par rapport à un contexte. Même défensif quoi. Enfin pouvoir crier c'est défensif quoi. [...] Ils sont pauvres, ils sont invisibles, ils ne peuvent pas être là. Ils sont là, il faut vraiment qu'ils restent le plus tranquilles possible dans un environnement qui est hyper violent et donc qui est réactionnel. Tu ne peux pas ne pas rester sans réagir.”¹²¹

Du reste, ce climat de violences multiples que décrit l'éducateur s'explique par le fait que les violences structurelles s'inscrivent dans la tradition coloniale, ce qui place les “jeunes de quartier” comme des héritier·ères direct·es des colonisé·es, dont la succession se traduit par cette altérisation constante, appuyée sur des qualificatifs et des caractéristiques empruntés à l'univers colonial, ce qui a d'ailleurs amené Abdelmalek Sayad à étudier, entre autre, la transmission de la condition immigrée¹²² qui touche les descendant·es. Les stéréotypes accolés aux jeunes de quartier aujourd'hui sont les mêmes que ceux utilisés pour désigner les “indigènes”, et associent tous les imaginaires sur les “immigré·es”, les “étranger·ères”, ou encore “les musulman·es” : “...le flou général qui préside à cette désignation [l'« Arabe »] y repose sur une série d'amalgames et d'ambivalences autour des catégories symboliques de l'« immigré » et de l'« étranger », du « musulman » et de l'« islamiste », du « jeune de banlieue » ou du « terroriste ».” (Deltombe et Rigouste, 2005, p. 191)¹²³ Tels que l'exposent ces deux auteurs, les représentations sur les jeunes français·es issues des migrations font écho aux pratiques de la domination coloniale :

“...l'un des dispositifs essentiels de la domination coloniale française en Algérie : la promotion des « bons musulmans » à des postes de responsabilité administrative, pour mieux « tenir » la « masse indigène », toujours menaçante. Ce mimétisme des pratiques d'État ne laisse pas de surprendre, quand on pense à la différence des situations — comme si les représentants de la République d'aujourd'hui, confrontés à la minorité des « Français issus de l'immigration », se vivaient à l'égal des colons français d'hier en Algérie, confrontés à la majorité des « musulmans » dominés.” (Deltombe et Rigouste, 2005, p. 198)¹²⁴

En réalité, cette mise à l'écart de cette population doit sa responsabilité à des choix politiques et médiatiques :

“La même observation peut être faite à propos du traitement médiatique des banlieues : la territorialisation de l'immigration, la constitution d'un espace symbolique « musulman » et

¹²¹ Entretien avec F, éducateur, le 14/04/2025 dans les locaux de l'association.

¹²² Sayad, Abdelmalek. « Le mode de génération des générations immigrées », 1994. <https://doi.org/10.3406/diver.1994.6974> ; Sayad, Abdelmalek. « Les enfants illégitimes », 1979. <https://doi.org/10.3406/arss.1979.2623>.

¹²³ Deltombe, Thomas, et Mathieu Rigouste. « 17. L'ennemi intérieur : la construction médiatique de la figure de l'« Arabe » ». In *La fracture coloniale*, 191-98. La Découverte, 2005. <https://doi.org/10.3917/dec.blanc.2005.01.0191>.

¹²⁴ *Ibid.*

« délinquant », et l'utilisation du terme « ghetto » permettent la mise à distance, symbolique et inavouée, d'un segment ethnicisé de la population française. Cette recomposition de l'image de l'« Arabe » répond aux exigences simplificatrices des médias et au processus de mise en garde permanente sur lequel repose le discours sécuritaire.” (Deltombe et Rigouste, 2005, p. 193)¹²⁵

Ainsi, cette situation si particulière que vivent les jeunes de quartier peut être analysée à partir de la notion “d’altérité de l’intérieur”¹²⁶ développée par Nacira Guénif-Souilamas. Elle suggère que cette notion permet de réintroduire la question coloniale dans le contexte français et de questionner l’intériorité nationale française par le prisme du récit colonial. Néanmoins, pour comprendre cette idée, il faut revenir sur la notion d’altérité, qui renvoie à l’externe, à “l’en dehors”. Elle apparaît comme nécessaire pour faire des séparations, une hiérarchisation de l’ordre social, puisqu’elle permet d’identifier et de distinguer, de “marquer les limites de l’entre-soi”. De ce fait, l’altérité de l’intérieur met en avant le contexte des migrations postcoloniales en France, en révélant que ce qui était jusqu’alors renvoyé dans l’altérité et l’extranéité fait aujourd’hui partie de la société française ; ce qui était en dehors des frontières est maintenant à l’intérieur de ces frontières. Deltombe et Rigouste évoquent les événements qui ont conduit à considérer cette population qualifiée d’étrangère comme un problème interne :

“La reformulation de cette dissociation entre une identité menacée et une altérité menaçante se fait au moment où l’on comprend que les « immigrés », que l’on a vu apparaître dans les médias avec les années 1970, sont voués à rester en France et qu’ils sont ou seront inévitablement « Français », donc dès lors indissociables juridiquement. C’est à cette époque qu’explorent deux dossiers qui deviendront les obsessions médiatiques des années 1990-2000 : l’islam, après la première affaire du « voile islamique » à Creil à l’automne 1989, et la banlieue, avec les « émeutes urbaines » de Vaulx-en-Velin à l’automne 1990. Latente jusque-là, cette double thématique, qui mobilise des registres non racialisés de la logique identitaire, devient le prisme presque exclusif du traitement médiatique de la « présence arabe » en France.” (Deltombe et Rigouste, 2005, p. 192-193)¹²⁷

Cette altérité de l’intérieur fait donc référence aux populations qui étaient jusqu’alors des figures de l’exotisme, et qui sont actuellement considérées comme “trop proches”, car elles ne seront jamais vues comme des semblables.

“Pourquoi aujourd’hui, on est quand même capable de réemployer le terme de français musulman ? Et même dans les milieux progressistes, alors que c’est le signifiant de la différence en Algérie, c’est-à-dire qu’il y avait deux catégories de citoyens, les français et les français musulmans, et ils n’avaient pas les mêmes droits [...] on a fait renaître en fait ce signifiant qui est un signifiant de séparation de droits. Et en le réutilisant aujourd’hui de manière complètement banalisée, sans le mettre dans un référentiel législatif, et bien en fait, on accepte collectivement qu’il y ait une différence de traitement de droits implicites entre des populations.”¹²⁸

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ Guénif-Souilamas, Nacira. « L’altérité de l’intérieur ». In *La situation postcoloniale*, 344-52. Références. Paris: Presses de Sciences Po, 2007. <https://doi.org/10.3917/scpo.smout.2007.01.0344>.

¹²⁷ Deltombe et Rigouste. « 17. L’ennemi intérieur : la construction médiatique de la figure de l’« Arabe » ».

¹²⁸ Entretien avec un éducateur, le 15/11/2024 dans les anciens locaux d’une école au Mirail.

Le paradoxe de la situation de ces populations réside dans le fait que d’une part, ces dernières participent à la transformation de l’intériorité nationale, et en font partie, puis d’autre part, sont toujours renvoyées à une figure d’altérité. Cette idée est présente dans le discours de cet éducateur au sujet des jeunes des quartiers :

*“Mais toute ma carrière, même encore aujourd’hui... Dès que vous allez discuter avec quelqu’un qui travaille de près ou de loin, qui est né dans ce quartier, qui a une responsabilité dans ce territoire [...] il y a un moment dans la discussion, il va y avoir cette phrase “Oui, mais nous les Arabes”. Ça, ça va émerger tout le temps. Donc, en fait, qu’est-ce que ça veut dire, cette phrase ? C’est que ça dont on a besoin, en fait. Parce que même les jeunes aujourd’hui, ce sentiment de non-appartenance à une communauté nationale, il est bien nourri par quelque chose. [...] la marche des Beurs et tout ça, c’était déjà ça. On parlait déjà de cette chose-là. C’est-à-dire, qui sommes-nous, nous les arabes, pour la France ?”*¹²⁹

Par ailleurs, Nacira Guénif-Souilamas a proposé ce concept en s’appuyant sur la figure du “garçon arabe”¹³⁰, issue de ses autres travaux, qui fait finalement écho à la figure du “jeune de quartier” puisque comme elle l’explique : “cette altérité continue très clairement dans le contexte français à faire l’objet d’une ségrégation et d’une puissante spatialisation” (Guénif-Souilamas, 2005, p. 349)¹³¹ Encore une fois, cet argument peut être mis en parallèle avec l’analyse de l’éducateur :

*“Quand je disais les nouvelles populations qui arrivent, il ne leur faut pas très longtemps pour s’identifier comme des gens des quartiers, alors qu’ils n’en sont pas du tout. Ils viennent de tel ou tel pays, ils ont 18 ans, ils ont toujours grandi à la campagne, donc ils ne sont pas du tout urbains, c’est des campagnards. Mais en huit secondes, ils deviennent des jeunes des quartiers, pour la société, mais pour eux-mêmes aussi.”*¹³²

Ce faisant, le concept d’altérité de l’intérieur semble pouvoir expliquer la situation des jeunes de quartier, discriminé·es et différencié·es en raison de leur lieu de résidence, lui aussi stigmatisé, mais aussi par l’histoire des migrations postcoloniales, intimement liée à l’histoire des quartiers. Cette idée peut être complétée par la notion d’infrapensée raciste¹³³ de Michel Agier.

“Et je dois dire que la pensée raciale s’est fortement structurée aussi dans les formes de la domination économique, politique des différentes colonisations. Et donc nous sommes avec ça aujourd’hui, qui forment des langages, des a priori, des idées, qu’on le veuille ou non, qui sont là, et comme des préjugés... Voilà, autre terme avec lequel on peut aussi repérer cette pensée ou cette infrapensée raciste. Des formes de discrimination qui semblent autre chose que raciales, par exemple, on va dire, c’est social, c’est urbain. Or, on constate que

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ La “figure du garçon arabe” fait référence à une figure reprise de l’imaginaire colonial sur l’homme arabe, qui serait foncièrement violent et aurait une sexualité sordide, horrible. Voir à ce sujet : Bernard Bier, « Nacira Guénif-Souilamas, Éric Macé, Les féministes et le garçon arabe », 2004, https://www.persee.fr/doc/agora_1268-5666_2004_num_37_1_2202_t12_0108_0000_1.

¹³¹ Guénif-Souilamas, Nacira. « L’altérité de l’intérieur ».

¹³² Entretien avec un éducateur, le 15/11/2024 dans les anciens locaux d’une école au Mirail.

¹³³ Je remercie chaleureusement L de m’avoir parlé de cette notion.

les périphéries urbaines les plus pauvres, les plus paupérisées sont en très grande majorité habitées par des personnes qui viennent des pays anciennement colonisés, donc des personnes qui sont racisées ou dont les ancêtres ont déjà été racisés et eux-mêmes le sont encore. Et ça se reproduit ne serait-ce que dans le fait qu'il n'y a rien, rien n'est fait pour rectifier cette forme de domination." (Agier, 2025, France Culture)¹³⁴

De cette manière, en identifiant ces violences structurelles, la recherche s'est orientée vers une réflexion sur l'impact de ces dernières sur les jeunes et leur vie. En quoi et de quelles manières les jeunes habitant des quartiers sont affecté·es par les violences structurelles qu'ils subissent ? Comment ils vivent et survivent face à ces violences ? Comment cela les affecte-t-ils ? Comment ces violences ont-elles un impact sur leur vie ?

Sur les terrains, les jeunes ressentent bien qu'ils sont différent·es, qu'ils sont discriminé·es, mais tentent malgré tout "de vivre leur vie comme tout le monde". Néanmoins, leurs trajectoires de vie sont également impactées par les discriminations qu'ils subissent.

"Car, on l'a dit, malgré le caractère désespérément endémique de la violence dans ces zones de relégation urbaine, avec ses implosions sporadiques amplement médiatisées, leurs habitantes et habitants tiennent. Chacun, chacune a appris à endurer et à persévérer, contre le poids des structures sociales et des rapports de domination, à faire avec un manque criant de ressources." (Truc et Truong, 2025, p. 19)¹³⁵

Pour tenter de mener cette réflexion sur l'impact des violences structurelles sur les jeunes de quartier et dans leur vie, l'étude de plusieurs trajectoires et parcours de jeunes a été privilégiée pour partir du terrain et explorer ensuite des thématiques plus générales. Ainsi, nous commencerons par suivre les parcours scolaires de M, Té et No, pour questionner le rapport à la scolarité des jeunes. Ensuite, les expériences professionnelles de Lo, S et W serviront de supports pour aborder l'insertion professionnelle. Les situations de Jimmy, Scar, Giuseppe, I et Ys permettront de spéculer sur des activités rémunératrices non salariées, telles que le trafic et les carrières sportives ou artistiques. Le déménagement de N, idéalisé par Ys, conduira à une réflexion sur les mobilités spatiales, en interrogeant le rapport au permis, aux transports en commun, puis à la mobilité internationale. Enfin, nous terminerons par l'étude des relations genrées à travers les questions de la drague, du sexisme et de la masculinité, de la place des femmes ainsi que de celle des hommes.

5. Analyse des données de terrain : les trajectoires de jeunes, le reflet des violences structurelles

¹³⁴ « Qu'est-ce que l'infrapensée raciste ? », France Culture, 10 février 2025, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/questions-du-soir-l-idee/qu-est-ce-que-l-infrapensee-raciste-391753>.

¹³⁵ Truong et Truc, « Introduction ».

“Un jeune de quartier c’est un enfant laissé par l’état qui essaye de s’en sortir malgré tout.”¹³⁶

Les deux terrains ont révélé la prégnance des discriminations dans les divers aspects de la vie des jeunes rencontrés et les violences structurelles qu’elles suggèrent. Ces dernières intériorisent les violences structurelles et tentent de vivre leur vie malgré tout, ce qui les conduit à suivre des trajectoires variées. Ainsi, il semblait pertinent d’étudier quelques parcours de jeunes rencontrés qui permettent de remettre en question les discours homogénéisants sur les “jeunes de quartier”. Les parcours présentés sont seulement des exemples, non exhaustifs, et ne représentent pas la diversité des trajectoires des jeunes. Aussi, chacun de ces exemples présente des limites et contraintes qui sont liées aux violences structurelles, et qui serviront donc de support pour étudier ensuite ces violences et leur impact sur la vie des jeunes.

Selon leur personnalité, leurs moyens et leurs dispositions, les jeunes suivent diverses “stratégies”, ou plutôt possibilités, pour mener leur vie, au-delà des discriminations qui représentent un véritable frein.

“On ne reçoit que des personnes qui sont traumatisées. Donc on s’est spécialisé en fait sur le psychotrauma et donc je me suis formée à des outils qui traitent du psychotrauma lié à des violences systémiques, aux oppressions systémiques. Donc tous types de violences, les violences de genre, les violences policières, les violences d’exil, enfin voilà, les violences politiques liées au pays et en gros, voilà, c’est les trois types de violences. Bon, il y a les violences institutionnelles aussi, il y a les violences de l’école aussi [...] les garçons c’est beaucoup les exclusions d’école, enfin les échecs, en tout cas, de part les institutions c’est souvent des échecs, mais des ruptures avec l’école et des troubles psy. Et pour les filles, on est vraiment sur des VSS.”¹³⁷

Ainsi, nous commencerons par traiter le parcours scolaire de quelques jeunes pour questionner les violences scolaires, puis nous étudierons les violences structurelles qui complexifient l’accès à l’emploi non-précaire et peuvent conduire, pour certain·es, à s’orienter vers d’autres voies qui apportent une rémunération. Ensuite, nous analyserons le rapport à la mobilité spatiale des jeunes, illustré par l’importance du permis, de la voiture, mais aussi le sentiment d’illégitimité à utiliser les transports en commun et plus largement, la difficulté sociale à se rendre dans des espaces extérieurs au quartier. Enfin, nous utiliserons la question du mariage pour aborder les relations entre les femmes et les hommes, le rapport à la drague, à la sexualité et à la virilité chez les garçons, ainsi que la réputation des filles.

¹³⁶ Notes dans le carnet de terrain écrites par Yc, le 13/01/2025 dans les locaux de l’association.

¹³⁷ Entretien avec une psychologue, le 04/06/2025 sur le lieu de stage.

5.1. *“Il y en a qui font de longues études, et on est fier d’eux. Ils arrivent à mieux s’intégrer.”¹³⁸*

En tant que jeunes français·es, soumis·es à l’obligation d’instruction, la plupart des jeunes rencontrés ont donc été scolarisés dans les établissements les plus proches de leur lieu de résidence. La scolarité dans les quartiers est régie par les politiques publiques en matière d’éducation prioritaire, ce qui a un impact sur la scolarité des jeunes.

“...le principe était d’accorder des moyens supplémentaires aux établissements scolaires des territoires concentrant des difficultés sociales. Ces derniers se caractérisant par une concentration plus élevée d’« enfants issus de l’immigration », le lien entre perturbations de l’ordre scolaire et présence d’élèves qualifiés par leur origine ethnique s’est imposé dans les représentations ordinaires.” (Santelli, 2016, p. 55)¹³⁹

Si tous les n’ont pas poursuivi leur scolarité, quelques un·es ont construit leur parcours en s’inscrivant, après le bac, dans des études supérieures. C’est par exemple le cas de M, Té et N.

De la maternelle jusqu’au collège, M était scolarisé dans les écoles du quartier, puis est parti à Tournefeuille pour le lycée. Il y a fait un CAP ECMS (Employé de Commerce Multi-Spécialités) puis un BEP en métier de la relation client. Ces deux formations étaient incluses dans son Bac Professionnel en Vente, mais n’étaient pas des orientations souhaitées. Bien qu’il ne voulait pas faire de CAP, son choix n’a pas été pris en compte car il était en SEGPA au collège et il lui avait été dit que l’admission serait plus simple en CAP qu’en Bac Pro. Il explique que les élèves en SEGPA sont incités à s’orienter vers les formations les plus courtes, les plus simples, en justifiant qu’il s’agit du meilleur choix. Néanmoins, il n’est pas d’accord avec cette idée et démontre même le contraire puisqu’il a ensuite fait un BTS dans un lycée privé subventionné par l’État, puis une licence, ainsi qu’un master en communication, qui se déroulait à la fois à l’Université du Mirail, mais aussi à Paul Sabatier. À la suite de ses études, il a monté sa propre entreprise pour devenir photographe.

Concernant Té, il a suivi une formation en comptabilité et gestion jusqu’au Bac +2. Il a choisi cette orientation car il aime beaucoup les mathématiques, mais considère qu’il y avait trop de cours de droit dans son cursus. À la fin de son BTS, il a fait plusieurs “petits boulots”. Actuellement, il attend de pouvoir intégrer une formation en aéronautique comme monteur-câbleur.

¹³⁸ Entretien collectif, journal de terrain, Té, 22 ans, le 16/12/2024 dans les gradins du futsal.

¹³⁹ Emmanuelle Santelli, « III. De l’école à l’emploi », *Repères*, 23 juin 2016, 47-68.

Enfin, N a été scolarisée dans les écoles de la Reynerie, puis au collège Stendhal, après être passée par un collège privé qu'elle n'a pas aimé. Elle a tenté d'intégrer son collège de secteur, mais faute de place, elle a dû s'inscrire dans celui de Bagatelle. Après l'obtention de son Bac professionnel en Vente (MRC – Métier de la Relation Client) dans le lycée Rive Gauche, elle a poursuivi par un BTS en management à Labège en alternance. Cependant, son rêve depuis petite est de devenir hôtesse de l'air, ce qui l'a conduite à faire un stage à Rome après son BTS. Aujourd'hui, elle fait un service civique à France Travail et souhaiterait faire une formation pour perfectionner son anglais et devenir bilingue, toujours en lien avec son projet professionnel.

Les parcours de ces trois jeunes permettent donc de relativiser l'idée que les jeunes de quartier seraient toustes déscolarisé·es et sans diplôme. Néanmoins, il ne faut pas occulter les difficultés que rencontrent les jeunes de quartier dans leur scolarité, et le fait que cette dernière n'est pas accessible à toustes. Par exemple, pour N, son parcours scolaire peut être mis en parallèle avec les inégalités de genre dans l'accès aux études supérieures et l'acquisition de diplômes.

“Moins nombreuses que les hommes à n'avoir aucun diplôme, les descendantes d'immigrés sont aussi plus souvent titulaires d'un diplôme du cycle supérieur. Par leur scolarité, elles ressemblent aux autres femmes de leur âge : l'avantage scolaire des filles se confirme chez les descendantes d'immigrés.” (Santelli, 2016, p. 49)¹⁴⁰

En plus des inégalités de genre, la question de la scolarité se heurte également aux discriminations sociales et raciales. En effet, faire des études requiert des dispositions que toustes n'ont pas, ce qui peut amener certain·es jeunes à subir leur scolarité, qui sera alors vécue comme une véritable violence. Le parcours de Jimmy Jimmy est en ce sens révélateur.

Il a fait sa scolarité à Renan, Ronsard, puis au collège George Sand et ensuite à Urbain-Vitry aux Izards pour faire une troisième “prépa pro”. Il a été scolarisé au lycée Gallieni pour faire une formation de conducteur routier, formation qu'il avait choisie et qu'il avait envie de faire. Cependant, il explique avoir subi du racisme dans cet établissement, notamment de la part de professeur·es, ce qui l'a dégoûté et découragé à poursuivre la formation. Il dit “*je voulais faire ça, mais c'est un domaine raciste, de fachos*”. En décrivant son expérience, il s'excuse en précisant qu'il ne veut pas dire ça contre moi ou pour m'offenser, mais qu'il a côtoyé des “*blancs racistes*”. Lorsque je lui demande ce qu'il fait depuis l'arrêt de sa formation, il me répond seulement qu'il “*[fait] de l'argent*” sans entrer dans le détail.

¹⁴⁰ Ibid.

L'exemple de Jimmy Jimmy n'est pas un cas isolé, car de nombreux·ses jeunes de quartier subissent leur scolarité comme une véritable violence institutionnelle et structurelle. Instance de socialisation, l'école permet, dès le plus jeune âge, de révéler les inégalités sociales et résidentielles, qui ont un impact direct sur l'avenir des enfants. Comme on peut le constater, un parcours scolaire difficile peut amener à un arrêt des études et donc à se tourner vers des secteurs d'activité qui ne requièrent pas de diplômes et proposent souvent des postes relativement précaires.

“Les descendants d’immigrés connaissent une situation spécifique à l’école : ils sont nettement plus nombreux à être sortis du système scolaire sans aucun diplôme et ils ont moins souvent obtenu un diplôme du cycle supérieur. On voit là la force du mécanisme de reproduction sociale : ces enfants pâtissent de la position dominée de leurs parents dans la structure sociale, notamment au regard de la faiblesse de leurs ressources économique et scolaire.” (Santelli, 2016, p. 47)¹⁴¹

Par ailleurs, certain·es jeunes ne vivent pas une scolarité particulièrement difficile, mais les représentations sociales sur une scolarité réussie et les études supérieures développent un sentiment d'illégitimité chez des jeunes qui se sentent extrêmement éloigné·es de ce domaine. Ce sentiment s'est particulièrement exprimé par ma présence, en tant que jeune étudiante en master à l'université.

Au cours d'échanges sur la portée de la recherche (“tu vas écrire un livre sur nous ?” ; “qui va le lire ?”) et leurs représentations du milieu universitaire, je remarque que B est principalement dans une posture d'observateur. Pour l'inclure dans la conversation, je lui dis qu'il doit lui aussi connaître ce que je décris puisqu'il est en BTS. Il répond, avec ce que je crois être un mélange de gêne, de pudeur et de politesse, par un “non mais toi, c'est mieux”.¹⁴² ;

[Discussion avec A, après qu'il ait appris que je suis étudiante] A me questionne à propos de l'université et sur le quotidien d'étudiant. Je lui dis que s'il veut voir à quoi ressemble une université, il peut très bien venir à la fac du Mirail qui est ouverte, pour s'en faire une idée, ce à quoi il me répond qu'il ne peut pas, que la fac, ce n'est pas fait pour lui.¹⁴³

Par les expressions “toi, c'est mieux” et “la fac, ce n'est pas fait pour moi”, on ressent ce sentiment d'illégitimité et cette “frontière” avec la faculté, ce qui a pu être abordé avec les professionnel·les de l'équipe associative.

[Échange avec l'équipe de l'association sur le sentiment d'illégitimité de certain·es jeunes avec le milieu universitaire] F parle alors des frontières “imaginaires”, “symboliques”, qui se dressent autour de l'Université car, bien qu'implantée dans le Mirail, aucun·e jeune ne se sent légitime à s'y rendre et très peu, voire aucun·e, étudiant·e ne s'aventure à venir découvrir véritablement les quartiers du Mirail.¹⁴⁴

¹⁴¹ Ibid.

¹⁴² Observations, journal de terrain, le 13/01/2025 dans les locaux de l'association.

¹⁴³ Observations, journal de terrain, le 20/11/2024 dans la structure institutionnelle.

¹⁴⁴ Observations, journal de terrain, le 12/05/2025 dans les locaux de l'association.

De manière plus générale, les jeunes ressentent cette frontière entre les quartiers et les établissements scolaires, qui cherchent à se dissocier des quartiers, par leur nomenclature, que les jeunes interprètent comme du dénigrement.

Pour exprimer le sentiment de disqualification et de stigmatisation qu'il ressent, Jimmy Jimmy demande pourquoi la faculté du Mirail s'appelle désormais "Université Toulouse Jean Jaurès". Il en rigole en disant à l'un des jeunes présents "t'imagines, on te donne RDV à l'Université Jean Jaurès, donc toi tu te pointes tah le centre-ville (Jean Jaurès), alors que pas du tout ! (tous éclatent de rire) en vrai t'es au quartier, en plein milieu du quartier". En commentant sa remarque, je propose une comparaison avec le lycée Rive Gauche qui a récemment été renommé Gisèle Halimi et Joséphine Baker, ce qui lui permet de rebondir en disant "ils veulent nous cacher".¹⁴⁵

Ainsi, entre une accessibilité limitée aux études supérieures, la violence de la scolarité, un sentiment d'illégitimité nourri par le mépris qu'ils ont pu vivre dans leur scolarité et l'observation d'une séparation entre "eux et elles" et les institutions scolaires, les jeunes de quartier font face à de nombreux freins pour suivre une scolarité "comme toutes les autres jeunes". Si certain·es, tel·les que M, N et Té ont choisi la voie de la scolarité, elle ne se présente pas comme une opportunité envisageable dans tous les parcours. D'ailleurs, certain·es ne sont pas intéressé·es par la scolarité car iels souhaiteraient plutôt intégrer dès que possible le milieu professionnel. Et si dans les représentations collectives, la scolarité peut être un tremplin pour faciliter l'accès à l'emploi, elle ne garantit, en réalité, rien pour les jeunes de quartier. Comme toutes les autres jeunes français·es, les jeunes de quartier évoluent dans une société marquée par l'enchaînement de plusieurs crises financières nationales et internationales, puis la crise sanitaire de la COVID. Ce contexte explique, à l'échelle nationale, les difficultés que peuvent rencontrer tout individu aujourd'hui pour trouver un emploi. Néanmoins, en plus de ce contexte commun à toutes, les jeunes de quartier sont plus éloigné·es de l'emploi car iels sont discriminé·es en raison de leur lieu de résidence, discrédité et méprisé.

"Depuis plus de dix ans, comme le montrent diverses études, les jeunes vivant en ZUS connaissent des difficultés d'insertion croissantes, en particulier les hommes [Couppié, 2013]. Ainsi, dans les ZUS, les (jeunes) hommes d'origine maghrébine, turque et subsaharienne sont particulièrement pénalisés : le taux de chômage y est deux à trois fois plus élevé que dans les autres territoires ; dans certaines ZUS, il peut avoisiner 50 % chez les jeunes hommes peu ou non diplômés (Observatoire national des zones urbaines sensibles)." (Santelli, 2016, p. 64)¹⁴⁶

De cette manière, on comprend bien que les jeunes de quartier vivent des violences dès l'enfance à travers la scolarité. L'école, en tant qu'institution socialisatrice, est aussi une instance de reproduction des inégalités socio-économiques. Ainsi, dès leur première rencontre

¹⁴⁵ Entretien collectif, journal de terrain, le 12/05/2025 dans les locaux de l'association.

¹⁴⁶ Santelli, « III. De l'école à l'emploi ».

avec une institution, les jeunes peuvent subir des discriminations liées à leur lieu de résidence, leur classe sociale ainsi que leurs origines, ce qui peut participer à une volonté de s'éloigner du système scolaire et de décrocher, face à toutes les difficultés rencontrées.

5.2. “C’est plus difficile de trouver un emploi avec un CV localisé en 31100”¹⁴⁷

Comme évoqué, les jeunes de quartier sont confrontés à de plus grandes difficultés dans leur accès à l’emploi. Ils connaissent un taux de chômage plus important, autant en raison de leur lieu de résidence, que des origines de leurs ascendants et que de leur âge.

“Parmi les hommes descendants d’immigrés maghrébins, turcs et subsahariens, le taux de chômage est plus de deux fois et demie supérieur à celui de la population majoritaire (entre 19 % et 27 %, ceux originaires du Sud-Est asiatique enregistrent un taux de 12 %, contre 8 % dans la population majoritaire) [Brinbaum, Meurs et Primon, 2015]. [...] Et le fait de comparer à origines sociales semblables (enfants déclarant un père ouvrier) ne modifie guère les résultats : les hommes descendants d’immigrés maghrébins continuent à être deux fois plus souvent au chômage (21 % contre 10 %) (source : enquête TeO, Ined, Insee, 2008).” (Santelli, 2016, p. 57-58)¹⁴⁸

Certains jeunes tentent malgré tout de trouver un emploi, mais selon leur niveau d’étude et leur expérience, ils sont souvent acceptés dans des emplois relativement précaires. Les conditions et les contextes de ces emplois placent les jeunes face à un autre obstacle : comment tenir dans ce type de poste et conserver son emploi ?

*En arrivant, je demande des nouvelles de Lo et son nouvel emploi dans l’animation. Ne et W m’annoncent qu’elle est en arrêt et qu’elle souhaite arrêter. Travaillant dans ce domaine depuis longtemps, elle “a fait le tour”, selon Ne, et envisage de changer de voie. Ne me décrit les différentes expériences de Lo dans l’animation, puis me précise que cela fait plusieurs fois qu’elle tente d’arrêter, mais qu’elle reprend un poste rapidement pour gagner de l’argent. Cependant, son arrêt de travail semble traduire un certain épuisement, dans un secteur d’activité relativement difficile.*¹⁴⁹

L’expérience de Lo révèle une épreuve à quitter un secteur d’activité précaire, mais dans lequel elle trouve facilement des emplois grâce à ses compétences. Cette situation n’est pas neutre et peut être liée aux analyses faites sur le rapport genré aux études, à l’emploi et au chômage. Comme l’observe également Manuel Boucher sur son terrain, les filles rencontrent moins de difficulté à trouver un emploi que les garçons : “En effet, contrairement aux « gars de cités », leurs sœurs incarnent moins fortement des « figures de désordre », elles suscitent donc moins de craintes dans le monde du travail mais plus largement dans l’ensemble de la société” (Boucher, 2009, p. 228)¹⁵⁰

¹⁴⁷ Observations, journal de terrain, O, quarantaine, le 09/12/2024 dans les locaux de l’association.

¹⁴⁸ Santelli, « III. De l’école à l’emploi ».

¹⁴⁹ Observations, journal de terrain, le 27/11/2024 dans la structure institutionnelle.

¹⁵⁰ Manuel Boucher, « L’expérience du ghetto. :Stomy, Roger, Abou et leur clan : rebelles et débrouillards », *Déviance et Société* 33, n° 2 (3 juillet 2009): 221-48, <https://doi.org/10.3917/ds.332.0221>.

Que les filles fassent plus d'études que les garçons peut expliquer en partie qu'elles connaissent moins le chômage, mais ce constat pourrait être complété par le rapport à la socialisation différenciée des garçons. En effet, par leurs moindres opportunités à trouver un emploi et donc leurs rares expériences, certains jeunes ont de faibles connaissances de l'univers professionnel, des règles et attentes qui s'y déploient. De ce fait, ils développent parfois quelques lacunes sur les pratiques et codes du monde professionnel. Dans ces situations, on comprend bien qu'arriver à conserver un emploi peut relever de l'exploit. Ma me raconte par exemple une fois où elle devait accompagner un jeune pour un entretien et qu'il s'est présenté vêtu d'un survêtement et d'une casquette. Si cette anecdote semble anodine, elle illustre en réalité le fait que certain·es jeunes n'ont jamais été socialisé·es au monde professionnel et n'en connaissent pas toutes les exigences. Leur faible accès à l'emploi, qui raréfie leurs expériences, participe en ce sens à éloigner les jeunes de tout l'univers du monde professionnel.

“Mais en gros, c'était un peu la question de la rue qui était plus forte que tout. Et comment ce rapport avec la socialisation et la désocialisation des jeunes en dehors du quartier... comment c'était compliqué pour eux des fois de sortir du quartier et de socialiser vers l'extérieur, et comment les éducateurs pouvaient accompagner à ça.”¹⁵¹

Par le regard de cette professionnelle, on comprend que les difficultés d'accès à l'emploi et les formes de “mise à l'écart” que subissent les jeunes, notamment les hommes, en raison de leur lieu de résidence, ont une incidence sur leur socialisation et créent ainsi de nouveaux freins pour trouver un emploi.

Enfin, si certain·es intègrent des emplois précaires, ou créent leur propre entreprise, ou encore subissent le chômage, une grande partie des jeunes rencontrés, filles comme garçons, sont dans une période “d'attente” pour intégrer des formations professionnalisantes, comme nous l'avons déjà vu pour Té et N.

W fait actuellement un service civique dans une école primaire en bas de chez elle où elle assiste les maîtresses. Elle fait cette mission en attendant d'intégrer une formation d'Aide Soignante à laquelle elle a postulé. Elle souhaiterait de nouveau travailler dans l'aide à la personne, secteur dans lequel elle a déjà de l'expérience auprès des personnes âgées.¹⁵² ;

Il m'explique qu'il ne fait rien et qu'il a arrêté l'école en 4^e. Il a fait plusieurs petits boulots, quelques “conneries” — il le dit discrètement et ne s'étale pas dessus — et cherche maintenant un emploi. Il dit avoir tenté d'entrer dans une formation en aéronautique, mais qu'il a échoué au test technique. Il doit à présent attendre six mois avant de pouvoir postuler de nouveau et tenter les examens pour intégrer la formation.¹⁵³

¹⁵¹ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l'association.

¹⁵² Observations, journal de terrain, le 27/11/2024 dans la structure institutionnelle.

¹⁵³ Observations, journal de terrain, le 09/12/2024 dans les locaux de l'association.

Cette situation complexe relative à l'emploi et aux formations à suivre pour en trouver, affecte particulièrement les jeunes qui peuvent ressentir un sentiment de déclassement social, sentiment d'autant plus présent chez les jeunes qui ont observé ce déclassement chez leurs parents.

“Mon père, il a fait des études, il a eu la chance d'avoir le bac. Mais pour trouver, on va dire un boulot qui était à hauteur de ses études, en France, à l'époque où il est arrivé, c'était impossible. C'était du coup des boulots beaucoup plus compliqués, et avec des salaires... On revoyait à la baisse par rapport à ce qu'il était censé gagner.”¹⁵⁴ ;

Le père de Té a fait des études en France et a un Bac +5. Il a fait un Bac S, puis des études en économie internationale, mais n'a pas trouvé d'emploi dans ce domaine. Té suppose que c'est lié au fait qu'il soit originaire d'Algérie. Aujourd'hui, son père est boucher.¹⁵⁵

C'est ce qu'explique en partie Emmanuelle Santelli lorsqu'elle dit : “Ne pas réduire la position sociale des familles immigrées au statut professionnel occupé par les parents en France s'impose alors pour pouvoir considérer ce qui s'est déroulé en amont, dans le pays d'origine, en même temps qu'on doit garder en tête la situation globalement plus défavorable de ces parents dans la société française (moins de ressources financières, pas ou peu de diplômes...)” (Santelli, 2016, p. 51)¹⁵⁶

De cette manière, tout comme la scolarité, l'emploi n'est pas facilement accessible à toutes et il peut souvent se présenter comme précaire et non durable. Entre les crises économiques, le niveau d'études, ou encore les discriminations à l'embauche, qu'elles soient liées à du racisme, du mépris social ou de la discrimination résidentielle, les jeunes sont une fois de plus confrontés à des violences structurelles qui obscurcissent leurs possibilités d'envisager un avenir professionnel. Les difficultés pour conserver un emploi, s'accommoder aux codes professionnels ou intégrer une formation professionnalisante sont autant d'obstacles qui peuvent en décourager certains. Finalement, ces jeunes, presque uniquement en raison de leurs origines et du quartier dans lequel ils habitent, se retrouvent écartés du marché de l'emploi : “Toutefois, le sentiment d'un déclassement, possible ou réel, est plus fréquent parmi les individus d'origine algérienne et d'Afrique subsaharienne, singulièrement au sujet des jeunes hommes et des habitants des ZUS.” (Santelli, 2016, p. 61)¹⁵⁷

Néanmoins, plusieurs jeunes ne se laissent pas abattre et se tournent vers des activités non salariales avec lesquelles ils pourraient obtenir une rémunération. Selon nos observations, l'économie informelle du deal ainsi que les carrières sportives et culturelles

¹⁵⁴ Entretien avec M, 26 ans, le 13/12/2024 à l'Université du Mirail.

¹⁵⁵ Entretien collectif, journal de terrain, Té, 22 ans, le 16/12/2024 dans les gradins du futsal.

¹⁵⁶ Santelli, « III. De l'école à l'emploi ».

¹⁵⁷ *Ibid.*

représentent des opportunités pour gagner une rétribution, quels que soient leur situation sociale ou leur niveau d'étude.

5.3. Gagner de l'argent autrement que par le salariat

5.3.1. *“On s'est fait rejeter par la société, la cité nous a recueillis”¹⁵⁸*

Ne pas parler de la présence du trafic dans les quartiers étudiés serait nier une part de la réalité qui affecte les habitant·es, à commencer par les jeunes. Comme l'expliquent les professionnel·les, le trafic a beaucoup évolué ces dernières années, ce qui a modifié son implantation géographique ainsi que la démographie des consommateur·ices.

“Il n'y avait pas de shit dans le quartier avant 1998. Le shit n'existait pas, il était en centre-ville. C'est quand on a gentrifié les centres-villes qu'on a ramené le cannabis vers les milieux populaires. Les acheteurs sont ceux du centre-ville et les vendeurs sont ceux du quartier populaire. Et avant, c'était plutôt le contraire. Les acheteurs, les vendeurs, c'étaient les gens du centre-ville. Et les jeunes, d'abord, il n'y avait pas beaucoup de jeunes qui fumaient. Sur La Faourette, avant 90, tu comptes les fumeurs sur les doigts de la main. Il n'y en avait pas dix. C'était vraiment péjoratif de fumer du shit. Il y avait plus d'alcool.”¹⁵⁹ ;

“Moi, j'ai vu l'arrivée de la coke par contre, sur le quartier et de la libre circulation des armes aussi. Et du coup au niveau des codes, avant ils fumaient même pas la cigarette devant les anciens, et maintenant en fait ils roulent [des joints] devant leurs pères”¹⁶⁰

Aussi, certain·es professionnel·les font part de leur inquiétude concernant les profils des jeunes qui sont recruté·es sur les postes les plus précaires du trafic et qui sont souvent en situation de vulnérabilité ; les jeunes en situation de handicap, hors des institutions telles que les IME, ainsi que les jeunes de l'ASE, placé·es dans des foyers, semblent être les cibles privilégiées.

Au-delà de l'impact de ces changements sur les codes et comportements des jeunes, l'organisation du trafic est également marquée par la violence entre les jeunes et les “clandos”.

“Mais ici les clandos sont vraiment dangereux. Pas forcément envers nous, mais entre eux, ce qui fait que tu peux te retrouver au mauvais endroit au mauvais moment. Toute cette histoire de trafic, je pense que ça a créé beaucoup de tensions et forcément de la violence. Sans compter les effets un peu secondaires des médicaments et de tout le reste qui fait qu'ils sont pas forcément conscients de ce qu'ils font.”¹⁶¹

¹⁵⁸ Entretien collectif, journal de terrain, Jimmy Jimmy, 23 ans, le 12/05/2025 dans les locaux de l'association.

¹⁵⁹ Entretien avec F, éducateur, le 14/04/2025 dans les locaux de l'association.

¹⁶⁰ Entretien avec V, éducatrice, le 31/03/2025 dans les locaux de l'association.

¹⁶¹ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l'association.

Ces “clandos” sont généralement des hommes récemment arrivés sur le territoire sans-papiers. Leur participation dans le trafic cristallise des conflits de concurrence : “Les effets de concurrence entre les acteurs du marché (usagers, revendeurs, semi-grossistes) et l’intensification de la répression policière alimentent un climat de tension dont la gestion passe notamment par la violence, laquelle alimente, avec d’autres facteurs, l’insécurité des habitants.” (Kokoreff, 2011, p. 123)¹⁶²

Dans ce climat de violence, certains jeunes, majoritairement des garçons, envisage tout de même le trafic comme moyen de gagner de l’argent¹⁶³. Assimilé à une activité de “débrouillardise”, le trafic se présente comme une activité informelle accessible qui concurrence le marché de l’emploi : “De même, l’émergence dans les cités dégradées d’une micro-économie de la drogue a profondément modifié le rapport des plus jeunes à l’école et au travail salarié, faisant du deal l’équivalent d’un travail.” (Kokoreff, 2011, p. 120)¹⁶⁴ Bien souvent, cette orientation est liée à un parcours scolaire et/ou professionnel difficile, ce qui conduit à considérer le trafic comme une solution : “On entre en délinquance quand on a une scolarité négative, une expérience familiale dégradée, une forte présence dans la rue et que l’on éprouve le besoin de s’aménager une voie alternative d’accomplissement.” (Mohammed, 2015, p. 28)¹⁶⁵

C’est par exemple le cas de Jimmy Jimmy. Lorsque je lui demande ce qu’il fait depuis l’arrêt de sa formation, il me répond seulement qu’il “[*fait*] de l’argent” sans s’étendre sur le sujet. Il dit que “*c’est l’argent de la cité qui nourrit les gens de la cité*”. En développant son point, il affirme que le quartier est “*une prison dorée*” pour parler des sources de revenus possibles dans le quartier. En réalité, Jimmy Jimmy est loin d’être un garçon qui cherche seulement à “faire de l’argent facile” et fait preuve d’esprit critique. Ses discours sont imprégnés d’un sentiment d’abandon et de stigmatisation de la société en général : “*si on est rejeté, pourquoi on devrait aimer l’État ?*” ; “*On vit dans un monde où on est discriminé, l’État nous aime pas*”. Pour le médiateur, ce sentiment de stigmatisation est aussi alimenté par les regards et jugements des adultes face à la consommation de drogue.

“...qu’ils se sentent délaissés par rapport à quoi ? Par rapport à la drogue, parce que 90%, ils fument des pétards, ils fument du shit et malheureusement, il faut dire la vérité, il faut dire les choses comme elles sont, un parent, quand il voit un jeune en train de fumer, il tourne la

¹⁶² Michel Kokoreff, « Drogues, trafics, imaginaire de la guerre:Des quartiers aux cartels », *Multitudes* 44, n° 1 (17 mars 2011): 119-28, <https://doi.org/10.3917/mult.044.0119>.

¹⁶³ Samuel Philippon, « Un substitut au travail légal : l’exemple du deal dans un quartier populaire toulousain », *Agora débats/jeunesses* 99, n° 1 (3 février 2025): 111-26, <https://doi.org/10.3917/agora.099.0111>.

¹⁶⁴ Kokoreff, « Drogues, trafics, imaginaire de la guerre ».

¹⁶⁵ Marwan Mohammed et Peggy Pircher, « L’école ou la rue », *L’école des parents* 613, n° 2 (21 décembre 2015): 27-29, <https://doi.org/10.3917/epar.613.0027>.

tête et le jeune, il le voit quand il a tourné la tête, il dit “pourquoi il me prend pour une merde ?”¹⁶⁶

Au-delà d’un simple ressenti, plusieurs expériences ont amené Jimmy Jimmy à développer une certaine méfiance du système économique et politique, ce qui explique le regard qu’il porte sur la société.

Il me dit que le Mirail a une mauvaise image, mais qu’en réalité, les gens extérieurs sont juste “dégoûtés parce qu’on fait de l’argent”. Selon lui, ils sont mal vus et il précise que “ce n’est pas pour rien que la drogue est ici. On sait qui la fait rentrer. Nous, on vend juste”. En disant cela, il m’explique qu’il a conscience que les gens qui gèrent le trafic et font entrer la drogue dans le quartier ne sont pas des personnes qui “lui ressemblent” et que le trafic arrange bien certaines personnes pour des questions économiques.”¹⁶⁷

Eric Marlière¹⁶⁸ partage ces observations et analyse ainsi l’entrée dans le trafic comme une forme de résistance face aux inégalités vécues : “Avec le recul de quarante années de recherche sur les jeunes des quartiers populaires, la délinquance apparaît comme une action de résistance politique aux inégalités et discriminations multiples. [...] certains jeunes n’ayant pas trouvé de réponses légitimes à leur colère s’orientent dans des activités délictuelles afin d’échapper à des destins sociaux futurs difficiles et précaires.” (Marlière, 2021, p. 17) Néanmoins, malgré ce fort sentiment de discrimination, Jimmy Jimmy met en avant une “volonté de s’en sortir”.

Lorsque Jimmy Jimmy me parle de son grand frère, parti il y a quelques mois en Australie pour travailler dans les mines, j’ai une réaction de surprise positive, ce à quoi il réagit : “On est des gens de cité, mais on essaie de s’en sortir, t’as capté”¹⁶⁹

Si pour Jimmy Jimmy, le trafic semble résulter d’un choix conscient, pour d’autres jeunes, il peut apparaître comme un “passage obligé”, dans une logique un peu similaire à un “rite de passage” nécessaire pour la socialisation.

Ne m’explique que la plupart des garçons sont déjà passés par là, en ayant testé plus ou moins longtemps le trafic et s’étant rendu compte plus ou moins tôt que ce n’était pas la bonne voie. Selon elle, cela fait partie d’une “étape” à passer en quelque sorte, comme la garde à vue qui serait la preuve que ces garçons sont devenus des hommes.”¹⁷⁰

Ce rapport entre trafic et socialisation est analysé par une éducatrice, qui identifie le trafic comme un moyen d’accéder à un statut social ou une forme de reconnaissance, plutôt qu’une stratégie de rémunération.

“En fait, pour ce qu’ils gagnent et les risques qu’ils prennent, finalement, je pense que ce qui compte le plus, presque, c’est le statut social que ça leur confère auprès de leurs pairs. Et que c’est ça qui est le plus dur à quitter. [...] C’est vraiment le statut, oui. [...] je suis pas

¹⁶⁶ Entretien avec No, médiateur, le 05/05/2025 dans les locaux de l’association.

¹⁶⁷ Entretien collectif, journal de terrain, Jimmy Jimmy, 23 ans, le 12/05/2025 dans les locaux de l’association.

¹⁶⁸ Éric Marlière, « « Maldonne » : du sentiment d’injustice aux parcours de délinquance dans les « quartiers » », *Les Cahiers du Développement Social Urbain* 74, n° 2 (2021): 16-17, <https://doi.org/10.3917/cdsu.074.0016>.

¹⁶⁹ Entretien collectif, journal de terrain, Jimmy Jimmy, 22 ans, le 12/05/2025 dans les locaux de l’association.

¹⁷⁰ Observations, journal de terrain, le 27/11/2024 dans les locaux de la structure institutionnelle.

sûre qu'ils le verbaliseraient comme ça, que c'est ce qu'ils recherchent, avant tout une place qu'ils ont pas dans leur famille et qu'ils vont chercher dehors."¹⁷¹

On voit ainsi que le trafic peut offrir une forme de prestige social, qui est parfois nécessaire pour des jeunes avec des parcours fragilisés et qui sont en quête de reconnaissance sociale et/ou familiale. Sur ce qu'apporte le trafic en termes de reconnaissance et de statut social, Marwan Mohammed¹⁷² explique que "la quête de reconnaissance est une norme puissante. Dans les quartiers, un des moyens d'y accéder facilement, sans qualification professionnelle et sans diplôme, c'est la délinquance, c'est la bande." (Mohammed, 2015, p. 28) Aussi, le trafic apporte une forme de stabilité sociale, avec un groupe de pairs identifiés¹⁷³, présents quotidiennement, et sur lesquels on peut compter, ce qui est difficilement trouvable ailleurs.

"On n'a pas d'alternative attrayante à leur proposer pour concurrencer ce qu'offre la rue. Celle-ci peut être jouissive. Il y a du pouvoir, des relations très fortes, un certain romantisme même au début : les jeunes partagent tout, prennent des risques ensemble, sont là les uns pour les autres, se font plein de promesses... C'est sécurisant, ils se rendent disponibles, d'autant qu'ils ont l'impression de maîtriser quelque chose, d'être durs, virils, d'être visibles, craints, en d'autres termes d'exister." (Mohammed, 2015 p. 29)¹⁷⁴

Par ailleurs, la situation économique actuelle ne permet pas aux jeunes de se projeter dans un autre contexte professionnel. En effet, la précarisation et la paupérisation importantes dans les quartiers conduisent à considérer le trafic comme une source de revenu malgré tout. Comme l'explique ces professionnel·les, même les familles qui autrefois rejetaient l'argent du deal, se voient contraintes de l'accepter aujourd'hui pour survivre :

*"Je pense que les familles ont des situations plus difficiles parce qu'avant, les parents, tu vois, ils prenaient pas l'argent du deal. Maintenant, en fait, c'est tellement la galère. En fait, avant, ils arrivaient pas à bouffer à la fin du mois. Maintenant, ils arrivent pas à bouffer à la fin de la semaine, voire de la journée."*¹⁷⁵ ;

*"Et surtout, c'est qu'aujourd'hui... Toutes les études sociologiques et ethnographiques montrent que le 5 du mois, passé, payé les factures, il n'y a plus d'argent au Mirail. Donc le cannabis est venu combler ce trou. Moi, quand j'ai commencé à travailler ici, quand les gamins arrivaient chez eux avec des Nike toutes neuves, 9 fois sur 10, les pères prenaient les chaussures et les coupaient au ciseau, parce qu'ils savaient qu'elles étaient volées. Aujourd'hui un gamin, il met 200 euros du cannabis au centre de la table, les gens vont faire les courses avec. Et que la société, elle a très bien compris que si on enlève le cannabis ici, les gens vont se réveiller. S'il n'y a plus d'argent, tu fais quoi du 5 au 30 ? [...] Donc oui, le cannabis vient remplacer cette précarité qui est partout."*¹⁷⁶

¹⁷¹ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l'association.

¹⁷² Mohammed et Pircher, « L'école ou la rue ».

¹⁷³ À d'autres occasions, notamment sur le lieu de stage, j'ai pu entendre l'expression "la famille de la rue", qui semble bien illustrer cette relation entre pairs au sein du trafic.

¹⁷⁴ Mohammed et Pircher, « L'école ou la rue ».

¹⁷⁵ Entretien avec V, éducatrice, le 31/03/2025 dans les locaux de l'association.

¹⁷⁶ Entretien avec F, éducateur, le 14/04/2025 dans les locaux de l'association.

Comme l'évoque cet éducateur, la présence du cannabis dans les quartiers est une manière aussi de s'assurer d'une forme de "contrôle" sur les habitant·es et les potentielles insurrections. La focalisation des imaginaires sur le trafic dans les quartiers participe de cette même volonté de cristalliser un ensemble de problèmes socio-économiques dans ces espaces mis de côté, rangés dans l'extranéité, comme si, en les éloignant, ces problèmes "s'évaporeraient".

"En fait, la question des drogues renvoie à un imaginaire des classes dangereuses, elle est associée aux « banlieues », et trouve dans la figure des « jeunes à casquettes » son emblème. Si le sentiment peut se répandre que l'économie criminelle est partout et donc nulle part – à l'instar des mafias –, cet imaginaire « spatialise » l'illicite, il l'ancre dans un territoire. La politique du gouvernement est à cet égard symptomatique : il ne s'agit plus de mener une « guerre contre la drogue », à l'échelle internationale, mais une « guerre nationale » contre les trafiquants des cités sensibles." (Kokoreff, 2011, p. 120)¹⁷⁷

Cependant, si le trafic est bien présent dans les quartiers du Mirail, la question de la consommation est, pourtant, une affaire universelle. Comme le montre le dernier rapport de l'Observatoire Européen des drogues et des toxicomanies¹⁷⁸ :

"Le cannabis reste de loin la substance illicite la plus consommée en Europe. Les enquêtes nationales sur l'usage de cannabis suggèrent que, dans l'ensemble, on estime que 8 % des adultes européens (22,8 millions de personnes âgées de 15 à 64 ans) auraient fait usage du cannabis au cours de l'année écoulée." (Rapport européen sur les drogues, 2024, p. 1) ;

"On estime que 18,6 % (8,8 millions) des jeunes de 15 à 24 ans ont fait usage du cannabis au cours de l'année écoulée, et que 9,7 % (4,6 millions) ont utilisé cette drogue au cours du mois précédent. [...] . On estime que 2,0 % (2 millions) des personnes âgées de 15 à 34 ans font usage du cannabis quotidiennement ou presque." (Rapport européen sur les drogues, 2024, p. 6)

Le médiateur propose une interprétation de la consommation de drogue comme un moyen de se réfugier dans une autre réalité.

*"...parce que c'est un refuge, la consommation. La drogue, c'est un refuge. [Le jeune] veut se réfugier, c'est-à-dire rentrer dans son monde à lui, il ne veut pas sortir, découvrir d'autres mondes. Et quand on dit d'autres mondes, c'est dans la vie quotidienne, dans la vie professionnelle, dans la vie familiale, dans la vie où il veut faire des projets. Alors, il se réfugie derrière la drogue, il s'en fout de fumer la drogue toute la journée, c'est pour qu'il ne se réveille pas."*¹⁷⁹

Et comme le rappelle Marwan Mohammed, il existe une pluralité de forme de délinquance, mais les représentations nous font directement associer "délinquance" avec "jeune de quartier".

"Il existe différentes formes de délinquance : l'infraction au code de la route concerne l'ensemble de la population ; les vols à main armée, le trafic de stupéfiant, les vols avec

¹⁷⁷ Kokoreff, « Drogues, trafics, imaginaire de la guerre ».

¹⁷⁸ « Cannabis – la situation actuelle en Europe (Rapport européen sur les drogues 2024) | www.euda.europa.eu », consulté le 31 mai 2025,

https://www.euda.europa.eu/publications/european-drug-report/2024/cannabis_en.

¹⁷⁹ Entretien avec No, médiateur, le 05/05/2025 dans les locaux de l'association.

violence par exemple, davantage les personnes de milieux modestes ; la corruption, le détournement de fonds, l'abus de bien social et la fraude fiscale plutôt les classes moyennes et supérieures. Il y a dans les milieux aisés une distribution de drogue considérable, de cocaïne notamment, mais qui est invisible et non repérable avec les stratégies policières actuelles, parce qu'il n'est pas défini comme une priorité de la politique pénale. Et pourtant, quand on dit délinquant on pense jeune garçon de banlieue issu d'une minorité postcoloniale (arabe ou noir)." (Mohammed, 2015, p. 27)¹⁸⁰

En réalité, le trafic de drogues permet de révéler les violences structurelles que subissent les jeunes de quartier avec les institutions judiciaires et policières, qu'ils soient en lien ou non avec le trafic. En effet, à plusieurs reprises, des jeunes ont pu témoigner de violences policières qu'ils ont vécues.

R vient pour discuter avec Ma et Ir d'une garde à vue qu'il a subie par erreur. Un jeune aurait tapé un CRS et lui se serait fait embarquer parce qu'il ressemblerait "au profil du suspect". Comme lui répond Ma, c'est parce qu'il a "une tête d'arabe" qu'il a été assimilé au suspect.¹⁸¹ ;

Vers la fin de la conversation, Jimmy Jimmy parle "d'abus de pouvoir" et décrit les inégalités entre les gestes que les policiers ont envers eux et ceux que eux peuvent avoir envers la police : "tu peux te prendre une gifle, même devant tout le monde, tu peux rien dire, parce que si tu fais le moindre truc, c'est fini. Nous, si on réagit, direct on va nous parler de violences"¹⁸² ;

SD parle des policiers qui demandent aux jeunes garçons d'enlever leurs chaussures et leurs chaussettes pour leur écraser les pieds. Ensuite, K raconte le meurtre du chien de son frère qui s'est déroulé pendant une perquisition : les policiers seraient entrés, et c'est seulement lors de leur départ, en croisant le chien apeuré et méfiant, qu'un policier aurait criblé de balles le corps du chien. K parle de sept balles retrouvées sur son cadavre.¹⁸³

Tous ces exemples soulignent la violence de l'institution policière à leur égard, d'autant plus importante que les forces de l'ordre sont omniprésentes, quotidiennement installées dans les quartiers : "Ce changement s'est concrétisé par une présence policière plus importante dans certains quartiers, contrairement à l'idée répandue selon laquelle les cités seraient devenues des « zones de non droit », une répression accrue de la petite délinquance commise notamment par des mineurs, mais aussi un renforcement des tensions entre les forces de l'ordre et la population donnant lieu à de nombreux incidents tournant à l'émeute." (Kokoreff, 2011, p. 122-123)¹⁸⁴ Ces expériences de violences conduisent les jeunes à développer, d'une part, une défiance vis-à-vis des institutions, et d'autre part, un fort sentiment d'injustice, alimenté depuis leur enfance par des contrôles répétés, qui conduisent à de nombreuses gardes à vue, ainsi que par des condamnations bien plus lourdes.

¹⁸⁰ Mohammed et Pircher, « L'école ou la rue ».

¹⁸¹ Observations, journal de terrain, le 25/11/2024 dans les locaux de l'association.

¹⁸² Entretien collectif, journal de terrain, le 12/05/2025 dans les locaux de l'association.

¹⁸³ Observations, journal de terrain, le 18/12/2025 dans la structure institutionnelle.

¹⁸⁴ Kokoreff, « Drogues, trafics, imaginaire de la guerre ».

“Ils le disent, notamment ceux qui sont dans les parcours de la justice, en disant “Fais chier, moi, pour ça, je me prends je ne sais pas combien de temps et regarde Sarko”. Bon, là, pour le coup, il passe en procès. Mais voilà, ou des mecs qui disent “Mais en fait, nous on prend cher tout le temps et en fait c’est complètement injuste, et il y en a c’est des gros pourris et tout le monde le sait, ils ont rien, donc pourquoi est-ce que moi je respecterais la loi si la loi elle est pas juste ?” [...] déjà dans leur institution, enfin, familiale, des fois, il y a des trucs qui ne sont pas justes. Donc pour eux, la question de la justice n’est pas juste, ça n’existe pas. Et en plus, la loi qui est discriminatoire et raciste. [...] Ils sont quand même très en colère et très coupés des différentes institutions, que ce soit un peu la famille, mais aussi beaucoup la police, le tribunal, et depuis tout petit, c’est intégré.”¹⁸⁵

Ainsi, les jeunes associent les violences qu’iels vivent depuis petit·es avec le simple fait de vivre dans un quartier, ce qui accentue leur position sur l’injustice.

“Pour beaucoup de jeunes, grandir dans une cité constitue une expérience sociale qui permet de se familiariser en quelque sorte avec des formes de violence et de déviance spécifiques et d’être confrontés rapidement aux institutions répressives comme la police et la justice, contrairement à d’autres milieux sociaux. [...] l’intériorisation des normes républicaines dans un système politique, économique et social qui vous a paradoxalement exclu est à l’origine d’un sentiment d’injustice et dans certains cas de comportements déviants juvéniles” (Marlière, 2021, p. 17)¹⁸⁶

De cette manière, la question du trafic permet de croiser plusieurs types de violences structurelles, qu’elles soient économiques, sociales, politiques ou encore institutionnelles, notamment avec l’exemple de la police et de la justice. Mais une autre voie alternative et légale peut survenir, pour quelques rares élu·es : la carrière sportive ou artistique.

5.3.2. “Le foot fait vivre le quartier”¹⁸⁷

Bien que je n’aie rencontré aucun·e jeune professionnel·le des secteurs du sport ou de la culture, ce sont des voies qui apparaissent comme envisageables au regard des parcours de certain·es jeunes. En effet, le sport, à commencer par le foot, occupe une place importante pour les jeunes rencontrés, puis la culture, à travers le rap qui est le genre musical que j’ai le plus entendu sur les terrains, est omniprésente. Ces deux disciplines — le foot et le rap — s’inscrivent toutes deux dans l’histoire populaire et entretiennent des liens étroits avec l’histoire des quartiers et celle des migrations. Elles sont des activités de loisir très présentes sur les terrains et qui paraissent, en se professionnalisant, devenir des domaines très durs et compétitifs.

Tout d’abord, la relation entre le foot et les quartiers — dans le cadre de la politique de la ville — s’illustre par une volonté des pouvoirs publics de se saisir du sport pour apaiser les tensions avec les jeunes : “Depuis plus de quarante ans, les gouvernements successifs

¹⁸⁵ Entretien avec V, éducatrice, le 31/03/2025 dans les locaux de l’association.

¹⁸⁶ Marlière, « « Maldonne » ».

¹⁸⁷ Entretien collectif, journal de terrain, Té, 22 ans, le 16/12/2024 dans les gradins du futsal.

n'ont eu de cesse de convoquer le sport pour chercher à répondre à la « crise des banlieues » – révoltes urbaines au début des années 1980, émeutes dans les banlieues françaises en 2005 – et ainsi tenter d'apporter des solutions aux problématiques sociales des jeunes.” (Dietsch, 2024, p. 84)¹⁸⁸ C'est notamment sur le terrain associatif que le rapport au sport et plus spécifiquement au foot a pu être observé, lors des matchs de futsal.

L m'explique que le nombre de jeunes présents au futsal dépend, mais qu'ils sont nombreux aujourd'hui. Leur âge peut aller de 16-17 ans à la vingtaine. Tous les jeunes se connaissent et les équipes tournent. Certains jeunes viennent mais restent seulement dans les gradins, sans participer aux matchs, pour discuter entre eux. Comme il me l'expliquera plus tard, plusieurs de ces jeunes côtoient la rue et la précarité, ce qui fait de ces séances de futsal une forme de remise en sociabilité, de réinsertion sociale pour certains, très éloignés des institutions, des relations sociales et des interactions avec les autres. Par ailleurs, certains jeunes jouent au foot dans des clubs ou en loisirs, tandis que d'autres sont débutants. Les joueurs de clubs sont identifiables car ils portent des maillots de joueurs célèbres ou des ensembles de foot.¹⁸⁹

Cette première observation des séances de futsal peut être mise en parallèle avec le rapport au foot de Younès Amrani, décrit dans son livre co-écrit avec Stéphane Beaud¹⁹⁰.

“Le sport, en fait, y a un truc qu'il faut que vous sachiez, en gros dans le quartier y a trois types de mecs : ceux qui sont à fond dans le sport (généralement le foot) qui jouent en club, qui parlent que de ça... On disait d'eux que c'était la « secte du foot », des vrais malades. Ensuite y a ceux qui s'intéressent un peu (comme moi) mais que ça gave d'en entendre trop parler, qui aiment les grands matchs mais c'est tout... Et puis y a ceux qui s'en tapent complètement... Moi quand j'étais dans ma période défonce, je suivais plus rien (même pas Manchester, pour vous dire). On jouait souvent mais à partir de 18-19 ans on a arrêté (sauf la secte, ils jouent encore maintenant...)” (Amrani et Beaud, 2005, p. 66)

Ainsi, on comprend que le foot peut devenir une pratique de socialisation, de rassemblement, bien que toutes n'y prêtent pas la même importance. Lorsqu'il décrit la “secte du foot”, cela peut faire écho aux jeunes venant au futsal pour passer du temps avec leurs amis, mais qui sont, en parallèle, inscrits dans des clubs de foot, tels que Anonymous et Té.

Mais au-delà de son aspect socialisateur, le foot pourrait être une réelle opportunité de carrière et de professionnalisation. Parmi les jeunes rencontrés, deux m'ont fait part de leur expérience dans des grands clubs, notamment un qui a pu partir jouer à l'étranger. Scar a par exemple fait du foot au Mirail, à Lardenne puis au TFC (Toulouse Football Club) pendant six ans, avant de se faire exclure. Son exclusion du club l'a poussé à arrêter sa pratique sportive, mais un passage par le TFC n'est pas anodin pour un jeune toulousain. Dans la même idée, Giuseppe raconte qu'il a, par le passé, joué au foot à haut niveau, en semi-professionnel. Au cours de sa carrière, il est parti en Écosse pendant un an. Selon lui, cette expérience a pris fin à cause de certaines “fréquentations”. Néanmoins, tout comme Scar, il a pu s'approprier,

¹⁸⁸ Guillaume Dietsch, « Chapitre 6. Les Jeunes et le Sport intégrateur : vertu morale ou exclusion sociale ? », *Hors collection Sports*, 2024, 79-92.

¹⁸⁹ Observations, journal de terrain, le 25/11/2025 dans les gradins du futsal.

¹⁹⁰ Younès Amrani et Stéphane Beaud, « La drogue / Le délire shit... », *Poche / Essais*, 2005, 63-76.

durant un temps, son activité sportive comme un potentiel futur professionnel. Si ces deux situations n'ont pas abouti, c'est en partie pour des raisons personnelles — des “*mauvaises fréquentations*” et une exclusion — mais aussi parce qu'il s'agit d'un milieu intraitable qui ne laisse aucune place à l'erreur. Contrairement aux discours utopiques sur l'intégration des “jeunes des quartiers” par le sport, la professionnalisation est excessivement rare.

“Les politiques publiques actuelles s'appuient toujours sur le mythe du sport intégrateur. Le rapport Borloo se base sur l'idéologie d'un sport naturellement intégrateur et socialisant : « porteur d'une image positive avec de grands sportifs issus des quartiers ». Pourtant, ces figures de réussite sociale – populaires et le plus souvent issues de l'immigration – représentent davantage des exceptions qu'une norme sociale. [...] Ces projections de soi à vouloir devenir footballeurs professionnels sont liées au sentiment que l'école n'est pas (ou plus) la voie de l'ascension sociale. Cette représentation est particulièrement significative chez certains garçons pouvant rencontrer d'importantes difficultés scolaires.” (Dietsch, 2024, p. 85)¹⁹¹

Même si ces exemples de réussite sont difficilement accessibles en pratique, ils permettent aux jeunes d'avoir des figures positives de personnes issues des migrations et originaires de quartier.

Dans la discussion, Té mentionne l'exemple de l'équipe de France de football composée d'origines variées parmi ses joueurs. Selon lui, c'est rare d'être “français à 100%”, “de souche”. Il revient sur l'équipe de France de foot pour valoriser le fait que ses joueurs représentent leur pays et le font gagner. Il précise que la plupart des joueurs viennent de banlieue. Bien qu'il soit souvent mal vu de venir de “ZEP”, Té trouve que le quartier permet, notamment à travers le foot, de faire des rencontres faciles et de passer du bon temps. Il évoque l'exemple de cette équipe pour montrer que quand il s'agit de gagner, nous sommes tous capables d'être derrière eux et de les soutenir, quelles que soient leurs origines ethniques et résidentielles.”¹⁹²

Par ailleurs, le rap détient lui aussi une place éminente chez les jeunes. Sur le terrain associatif, c'est principalement le médiateur qui choisit le programme de la télévision. Néanmoins, lorsqu'il n'impose pas aux jeunes de regarder ses dessins animés préférés et que ces derniers sont en possession de la télécommande, ils diffusent, en grande majorité, des clips de raps. Ainsi, des clips, freestyles et autres visuels pour les chansons défilent au cours de l'après-midi.

Tous les jeunes sont partis, excepté Jimmy Jimmy qui est installé sur le canapé et met des clips à la télé. L passe dans la salle pour faire remarquer que ce qu'il écoute est bien, en faisant référence aux paroles. Je commente cette remarque en lui disant qu'il écoute plutôt du “rap à l'ancienne”, puisqu'il choisit essentiellement de mettre des freestyles, performés par des rappeurs relativement anciens aujourd'hui, tels que La Fouine ou Fianso, dans une moindre mesure. Il écoute également des chansons qui peuvent être qualifiées d'engagées, telles que la chanson collective à l'initiative de Gradur intitulée “Free Congo”.¹⁹³

¹⁹¹ Dietsch, « Chapitre 6. Les Jeunes et le Sport intégrateur ».

¹⁹² Entretien collectif, journal de terrain, Té, 22 ans, le 16/12/2024 dans les gradins du futsal.

¹⁹³ Observations, journal de terrain, le 24/02/2025 dans les locaux de l'association.

L'écoute du rap s'explique par la démocratisation de ce genre musical, aujourd'hui le plus écouté en France, mais aussi par l'histoire des quartiers français : "...cette époque est l'occasion de faire de l'expérience de la « rue » une source d'inspiration directe, dont témoigne Kery James : « Y a vraiment une rupture dans notre équipe avec le désir de ressembler aux Américains. Comme on s'adressait aux gens de quartier, il fallait utiliser les codes qu'on utilisait habituellement dans le quartier. »" (Hammou, 2014, p. 140)¹⁹⁴ D'ailleurs, tout comme le foot, le rap a connu une forme d'appropriation par les pouvoirs publics dans le cadre de la politique de la ville : "Ancrée dans les territoires de la politique de la ville par les politiques publiques, assignée symboliquement aux banlieues et disposant désormais d'un public large, la pratique du rap en France rencontre les transformations qui marquent les quartiers populaires au début des années 1990." (Hammou, 2014 p. 137)¹⁹⁵

Néanmoins, la particularité observée sur le terrain associatif, c'est la rencontre avec un jeune qui a composé pendant quelque temps des freestyles, musiques et clips de rap, mais qui a arrêté depuis.

Ir me demande si j'ai pris le temps de regarder la vidéo sur Youtube de I, qui fait visiter son quartier tout en parlant de rap et des chansons qu'il a réalisées.¹⁹⁶

Aussi, l'exemple de Ys, qui se forme à la réalisation de vidéos et au montage, illustre cette possibilité de se professionnaliser dans le secteur du rap par d'autres moyens. Il participe régulièrement à des missions de cadrage pour des clips de rap et s'essaye au montage. S'il est passionné depuis longtemps, il exprime qu'il cherche à se professionnaliser actuellement pour s'éloigner du trafic, qui est malheureusement la voie la plus accessible.

Ys explique que c'est important de tester d'autres choses pour éviter de tomber dans la drogue, qui est la "facilité" puisqu'elle est à portée de main, que c'est ce qu'ils connaissent depuis tout petits et qu'il est difficile de ne pas tomber dedans, la tentation étant forte. Lui-même avoue avoir tenté de résister pendant longtemps puis a fini par y goûter. Mais il dit que "ça y est, faut essayer de voir d'autres choses un peu, de bouger, de voir plus loin, c'est trop facile d'aller vers la drogue parce que c'est ce qui est là, comme si forcément ça devait être le destin de tout le monde, la seule solution". En disant cela, il finit par rigoler en voyant F hoché la tête et lui dit "ah ça te fait plaisir, t'aimerais entendre ça de tous les gamins !" ¹⁹⁷

Bien que, tous comme les deux "footeux", cet engouement pour le rap n'ait pas débouché sur une carrière pour I, et qu'elle est en construction pour Ys, il semblait intéressant de mentionner cette pratique artistique qui occupe une place particulière chez les jeunes.

¹⁹⁴ Karim Hammou, « 5. Le rap comme levier d'action sur les classes populaires », *Poche / Essais*, 2014, 119-41.

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ Observations, journal de terrain, le 02/12/2024 dans les locaux de l'association.

¹⁹⁷ Observations, journal de terrain, le 02/06/2025, dans les locaux de l'association.

“L’assignation médiatique du rap aux banlieues et l’ancrage du hip-hop dans les quartiers de la politique de la ville interagissent ainsi avec l’expérience sociale d’une frange de la jeunesse, dans un contexte de paupérisation des quartiers populaires, de ségrégation spatiale accrue et de tournant répressif dans la gestion des illégalismes populaires. Ils contribuent à légitimer l’élaboration musicale de formes d’écriture, de points de vue et de thèmes nouveaux.” (Hammou, p. 141)¹⁹⁸

5.4. “L’objectif, c’est de quitter le quartier, car on n’a pas choisi de vivre ici”¹⁹⁹

Si certain·es jeunes apprécient le quartier, aiment y vivre et y sont toujours revenus, tel·les que M, d’autres jeunes déménagent, ou du moins cherchent à s’éloigner du quartier.

“Après, il y en a qui s’en détachent, franchement, qui ont complètement coupé du quartier et qui en reviennent très peu. Et après, même s’ils sont partis, leurs parents ou grands-parents sont encore sur le quartier; donc ils y reviennent mine de rien. Il y en a qui ont volontairement le truc de couper avec le quartier.”²⁰⁰

Ce projet de “quitter le quartier” apparaît comme relativement classique et très prégnant dans divers quartiers français : “Une phrase mantra, si souvent répétée que nous avons fini par ne plus vraiment y prêter attention, exprime bien l’enjeu de ces rêves de départ. Conjuguée au futur, elle rend l’avenir aussi ouvert que quasi certain : « Un jour, je partirai. »” (Truc et Truong, 2025, p. 256-257)²⁰¹ Pour certain·es jeunes, le fait de partir du quartier est une figure de réussite, comme l’annonce Ys.

[Discussion entre Ys et Yc sur le rapport au quartier] Tous les deux échangent et dans leur discussion, un élément me paraît particulièrement intéressant : Ys explique que la réussite, c’est forcément sortir du quartier, que “l’objectif, c’est de le quitter, car on n’a pas choisi de vivre ici”.²⁰²

Aussi, partir peut se montrer être une nécessité lorsque que la situation est trop complexe et devient difficilement supportable, comme l’ont vécu N et sa famille. Avec sa mère et ses deux petites sœurs âgées de 16 et 14 ans, elle habitait “le bâtiment le plus chaud de la Reynerie”, ce qui commençait à être de plus en plus dur, selon elle, car il était mal fréquenté.

Néanmoins, avant toute chose, quitter le quartier requiert des dispositions, des capacités de mobilité, qui ne sont pas accessibles à toutes. Toutes les jeunes ne sont pas égaux face aux enjeux qui entourent la question de la mobilité, comme le précise Truc et Truong : “Car il faut pouvoir partir. Et les grands départs, à l’instar des déplacements que

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ Notes dans le carnet de terrain écrites par Ys, le 13/01/2025 dans les locaux de l’association.

²⁰⁰ Entretien avec V, éducatrice, le 31/03/2025 dans les locaux de l’association.

²⁰¹ Fabien Truong et Gêrôme Truc, « Chapitre 8. Partir : émancipation et arrachement », *Sciences humaines*, 23 janvier 2025, 256-92.

²⁰² Observations, journal de terrain, le 13/01/2025, dans les locaux de l’association.

permet la possession d'une voiture, restent des manières de marquer des différences entre les misères de position des uns et des autres." (Truc et Truong, 2025, p. 259)²⁰³

En effet, la mobilité représente un enjeu très fort pour les jeunes résident·es des quartiers, car elle se situe à l'intersection de plusieurs enjeux socio-économiques liés à la ségrégation spatiale que vivent les jeunes.

"En ce qui concerne les adolescents, la ségrégation urbaine aurait une influence néfaste, non seulement sur leur réussite scolaire, mais également sur leur socialisation : l'absence de contacts avec des catégories porteuses d'autres normes sociales que celles en vigueur dans leur quartier conduirait à des façons d'agir spécifiques qui compliqueraient leur future insertion sociale. Réfléchir aux conséquences négatives de la ségrégation sur les façons d'agir des adolescents suppose néanmoins de prendre en compte le rôle socialisant des mobilités à l'adolescence." (Oppenchain, 2017, p. 65)²⁰⁴

Cette question de la mobilité s'articule autour de deux enjeux : le premier concerne le permis, l'obtention d'une voiture, et la capacité à conserver son permis ; le second renvoie aux transports en commun et au sentiment d'illégitimité que les jeunes expérimentent à l'idée de se rendre au centre-ville ou de prendre le métro.

C'est tout d'abord sur le terrain institutionnel que l'enjeu entourant le permis s'est manifesté. En effet, en arrivant dans la structure au moment où l'un des garçons venait d'obtenir son permis, les réactions des autres jeunes et de l'éducatrice ont permis de fomentier une réflexion sur la mobilité.

*Comme me l'avait expliqué Ne, le permis est un sujet important chez les jeunes, notamment depuis la modification de l'âge d'obtention du permis à 17 ans. J'ai pu ainsi l'observer avec le cas de Bl : il a obtenu son permis dernièrement et en semble très fier, il en rigole avec les filles en disant qu'il va changer son pseudo sur Instagram en faisant un jeu de mot sur le B pour Permis B et pour son prénom. Et lorsque certains garçons chambrent Bl, Ne en profite pour se moquer gentiment d'eux : "lui au moins, il a son permis".*²⁰⁵

Le permis traduit donc un enjeu important qui est l'accès à une forme d'autonomie et d'indépendance. C'est d'ailleurs ce sujet qui a été abordé par l' élu délégué aux questions de mobilité lors de sa venue sur la structure institutionnelle, puisqu'il est en charge de l'aide financière pour le permis. Bien que Ne ait tenté à plusieurs reprises de valoriser des jeunes qui se sont investi·es sur des dispositifs d'aide à la mobilité, l' élu a poursuivi son discours pour se plaindre du nombre important de jeunes qui se font financer le permis, mais ne vont pas jusqu'au bout de leurs heures et finissent par abandonner avant la fin. Ainsi, l'enjeu du permis est tel qu'il fait également partie de mesures politiques et institutionnelles. Cependant, les échanges avec l' élu ont permis de valider les observations faites par les professionnel·les sur les inégalités, notamment financières, d'accès au permis.

²⁰³ Truong et Truc, « Chapitre 8. Partir ».

²⁰⁴ Oppenchain, « Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité ».

²⁰⁵ Observations, journal de terrain, le 20/11/2024 dans la structure institutionnelle.

Par ailleurs, pour L, le permis peut être une source de nouveaux problèmes, car il permet aux jeunes de pratiquer des conduites à risque dont ils n'ont pas toujours conscience.

“Moi je suis très frustré que par exemple la Mairie de Toulouse mette pas en place une accession au métro gratuit pour les moins de 25 ans. Pour le permis, j'ai remarqué quand même que, effectivement, ça fait leur mobilité et à la fois, ils ont une vision aussi de la conduite qui est très dangereuse parfois, donc du coup, ils ont plus de permis rapidement. Ils sont dans des conduites à risque, ce qui fait que le permis, ils vont le perdre rapidement.”²⁰⁶

Néanmoins, comme il le mentionne à la fin, même une fois cette étape franchie et le permis obtenu, les inégalités liées au permis s'incarnent à travers les difficultés que rencontrent les jeunes pour le conserver.

“Il y a plusieurs choses. Il y a déjà comment garder son permis sur un territoire précaire, où il y a la police constamment qui est là, où là, tu vas être contrôlé 25 fois dans la même journée. Donc déjà, l'enjeu, c'est de garder le permis. Parce qu'il y a toutes les raisons pour ne pas le garder.”²⁰⁷ ;

L m'explique que les jeunes qui perdent régulièrement leur permis se retrouvent ensuite avec des dettes importantes d'impayés de leurs amendes. Selon lui, les jeunes ne paient pas leurs amendes, car ils s'en fichent et ne se rendent pas encore compte du danger qu'ils peuvent représenter sur la route.²⁰⁸

Pour éviter de le perdre, mais aussi par désintérêt pour d'autres espaces, certain·es jeunes se saisissent de leur permis et spécifiquement de leur voiture, pour traîner au sein du quartier, en ayant à leur disposition un “endroit où se poser”.

“La voiture, je pense que c'est pas les mêmes déplacements parce qu'ils vont plus loin que Toulouse. Bon alors l'Espagne, ils vont aller chez les copains, et en fait surtout, ils vont se poser dans leur bagnole tout simplement. Des fois même juste sur la place du marché et ils restent là toute la soirée, tous les jours, dans leur voiture et ils font des tours. Ils font des tours avec leur voiture sur le périph, ils font des tours au quartier. Je pense finalement que le permis et la voiture c'est peut-être un peu un grade de réussite quelque part, à défaut de certains diplômes. Et puis c'est vraiment vu comme l'indépendance de toute façon la voiture.”²⁰⁹

Le permis semble donc compenser certains manques, tels que les diplômes, et permettre aux jeunes d'accéder à une autonomie qui peut être gage de réussite. Quoi qu'il en soit, comme le décrit l'éducateur, il est certainement plus sage de rester dans le quartier, car une fois sorti·es, en étant à plusieurs dans une voiture, les jeunes peuvent prendre le risque d'être plus facilement “repérables” et donc subir d'autant plus les discriminations et violences.

“Y aller en voiture, c'est dangereux, parce qu'il y a l'enjeu du permis, il y a l'enjeu de l'état de la voiture, que quatre jeunes maghrébins dans une voiture en centre-ville la nuit, ils vont être hyper contrôlés tous les 500 mètres, donc ils iront en garde à vue. [...] Parce qu'ils savent de toute manière, ça va aller à l'échec.”²¹⁰

²⁰⁶ Entretien avec L, éducateur, le 07/04/2025 dans les locaux de l'association.

²⁰⁷ Entretien avec F, éducateur, le 14/04/2025 dans les locaux de l'association.

²⁰⁸ Observations, journal de terrain, le 25/11/2024 dans les gradins du futsal.

²⁰⁹ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l'association.

²¹⁰ Entretien avec F, éducateur, le 14/04/2025 dans les locaux de l'association.

Si le permis n'est pas forcément la solution pour assurer des déplacements, il reste alors les transports en commun. Cependant, la proximité des transports en commun dans les quartiers toulousains ne garantit pas forcément leur utilisation, car elle renvoie à d'autres enjeux de légitimité. Le responsable de l'association décrit très bien cette situation en analysant la spécificité du paradoxe toulousain : le métro va jusque dans les quartiers, mais ses habitant·es ne sont pas invité·es à circuler.

“Mais à l'inverse... La ville de Toulouse montre bien que passer Saint-Cyprien, la Garonne, c'est hyper contrôlé et donc tu n'es pas bienvenu. Donc ils intériorisent le fait que de toute manière, le métro n'est pas un outil pour se déplacer. [...] Et quand ils ont plus les codes, en réaction à ça, ils vont faire n'importe quoi parce qu'ils ont déjà peur et du coup ils donnent une image pour que personne ne les emmerde. Sauf que la police, la première personne qu'ils voient, c'est eux. Et, passé Saint-Cyprien, après 22h, la police est là pour bien faire comprendre à tout le monde qu'ils sont pas les bienvenus. Donc, il y a un effet très pervers dans la mobilité toulousaine, c'est qu'on a mis un métro partout, parce qu'il fallait cet espèce de vernis toulousain, c'est la politique de la ville, où à Toulouse, [...] le métro passe dans tous les quartiers populaires, même aux Izards, mais par contre, on dit au public “attention, si vous vous déplacez, vous êtes pas les bienvenus”. Donc ils conscientisent quelque chose qui est déjà enfermant.”²¹¹

Cette observation peut être mise en parallèle avec le travail de Nicolas Oppenchaim, qui parle de “potentiel de mobilité” pour montrer que toutes les jeunes ne sont pas égaux face à la mobilité et n'ont pas toutes les mêmes moyens pour se déplacer.

“Les écarts de potentiel de mobilité entre adolescents sont alors aussi importants à prendre en compte que les déplacements qu'ils réalisent effectivement. Cette notion de potentiel est centrale car elle différencie les déplacements effectués de la capacité des individus à se déplacer. Or, les adolescents possèdent des potentiels très différents pour se déplacer afin d'accéder à diverses ressources, activités ou relations sociales. À l'encontre des thèses d'une explosion généralisée des mobilités, ces dernières sont des pratiques fortement déterminées par les inégalités sociales, économiques et territoriales entre adolescents.” (Oppenchaim, 2017, p. 66)²¹²

Mais cette question du “potentiel de mobilité” est souvent omise, non connue et surtout non reconnue, ce qui conduit les pouvoirs publics à estimer que le fait de rester dans son quartier est un signe “d'entre-soi”, de manque d'efforts, pour éviter de reconnaître l'ampleur des inégalités sociales et économiques que la mobilité met en lumière.

L'élu interroge les jeunes sur les lieux qu'ils fréquentent et les raisons pour lesquelles ils restent principalement dans le quartier; au lieu de découvrir d'autres espaces, avec un ton de reproches et d'incompréhension. Pourtant, les jeunes lui expliquent qu'il est normal de fréquenter des lieux près de chez soi. Les deux professionnel·les tentent de lui expliquer que prendre le métro pour les jeunes n'est pas si simple que cela et Ne parle même du malaise des jeunes à sortir du quartier; du manque de légitimité et de la crainte d'être jugé, ce que l'élu ne comprend pas. Il semble assimiler le fait de rester dans le quartier à du repli sur soi. En voyant l'élu qui ne comprend pas pourquoi les jeunes ne vont pas dans d'autres quartiers, Ze fait remarquer que les jeunes des autres quartiers ne viennent pas non plus chez eux pour se rendre dans les structures de jeunesse, mais que cela dérange moins. Ne

²¹¹ *Ibid.* La seule exception concernerait les scolaires qui, grâce à leur statut, peuvent se déplacer plus librement sans crainte d'être contrôlé·es.

²¹² Oppenchaim, « Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité ».

*tente de lui montrer qu'il ne s'agit pas d'un manque de volonté, mais que la mobilité comporte également des enjeux de représentations.*²¹³

Le discours de Ne concernant le malaise que peuvent éprouver les jeunes en allant dans d'autres quartiers fait écho aux discussions avec Ma. Elle parle aussi du manque de confiance des jeunes et du sentiment d'illégitimité qui les empêchent de se déplacer dans d'autres espaces, notamment en centre-ville. Par crainte d'être jugé·es, moqué·es et pointé·es du doigt, les jeunes préfèrent fréquenter des espaces d'interconnaissance, qui leur garantissent une forme de sécurité et de stabilité. Le quartier représente ainsi une zone de confort pour ces jeunes.

*“Je pense qu'il y a vraiment cette question de légitimité où ils ont l'impression qu'ils sont trop différents pour aller en ville. D'ailleurs, ils le disent certains. “En fait, qu'est-ce que je vais aller faire en ville ? Parce que je ne suis pas du tout comme les gens en ville.” Je leur dis qu'en ville, il y a de tout. Parce qu'ils ont pas l'habitude, c'est vrai que je suis pas sûre que même petits, les parents les emmènent beaucoup en dehors.”*²¹⁴

Finalement, forcer la mobilité, c'est quelque part exposer plus fortement les jeunes à expérimenter la stigmatisation résidentielle.

*“Une mobilité plus importante des adolescents ne doit ainsi pas être considérée a priori comme positive. Par exemple, il convient de ne pas idéaliser la rencontre dans la mobilité de personnes issues d'univers hétérogènes, de la même manière que de nombreux auteurs idéalisent la mixité sur le lieu de résidence. La coprésence dans un espace public ne peut-elle conduire aux mêmes stratégies de mise à distance que dans l'espace de résidence ? Ne conduit-elle pas à un sentiment de frustration relative des adolescents face à l'exposition de richesses absentes dans leur quartier ?” (Oppenchaim, 2017, p. 66)*²¹⁵

C'est également ce que note cette éducatrice, qui évoque combien les jeunes ont conscience des regards extérieurs, qui les jugent, ce qui ne leur permet pas de se sentir à l'aise pour se déplacer librement.

*“Et puis la question de la mobilité, il y a le truc du regard qui leur est renvoyé en ville, mais ça dès tout petit... fin quand on est en animation déjà... c'est pour ça qu'on va en animation avec eux en centre-ville et tout ça. Ils se font mater, ils sentent bien qu'ils sont pas... tu vois.”*²¹⁶

Cette question du jugement des personnes extérieures, voire d'un évitement dans la rue, contribue à instaurer une frontière symbolique entre un “Nous” et un “Eux”, comme l'annonce Nicolas Oppenchaim.

“Le sentiment d'opposition que ces adolescents développent entre « eux » et « nous » structure ainsi fortement leur mobilité. Ce sentiment d'opposition avec les autres citoyens se nourrit tout d'abord d'une conscience aiguë de la ségrégation ethno-raciale et sociale de leur quartier et du stigmate territorial qui y est associé. Mais il est renforcé, chez les Adolescents du quartier, par leurs expériences scolaires chaotiques, marquées bien souvent par l'échec, et propices au sentiment d'être victimes d'un racisme institutionnel (Payet,

²¹³ Observations, journal de terrain, le 18/12/2024 dans la structure institutionnelle.

²¹⁴ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l'association.

²¹⁵ Oppenchaim, « Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité ».

²¹⁶ Entretien avec V, éducatrice, le 31/03/2025 dans les locaux de l'association.

1995).[...] Ils se sentent alors porteurs d'un stigmat social, ethno-racial et d'âge : les adolescents disent percevoir plus fortement de l'hostilité lorsqu'ils se déplacent en groupe [...] Ces adolescents ont fortement conscience de l'image qu'ils dégagent et de la méfiance qu'ils suscitent." (Oppenchaim, 2017, p. 68)²¹⁷

Face à cette question de l'illégitimité à se rendre dans d'autres quartiers, de nombreux·ses jeunes choisissent de rester dans leur quartier, ce qui peut permettre aussi de renforcer les liens et un sentiment de sécurité que procure le quartier.

*"Moi, je me suis toujours posé la question... Pourquoi les jeunes restent au quartier ? Je pense qu'il y a un effet de groupe et un effet de communautarisme dans le bon sens du terme. Pour moi, le communautarisme, c'est juste se rapprocher des personnes qui nous ressemblent un peu pour être... Ce que disait Serge Paugam, tu sais, la reconnaissance dans le lien social, la reconnaissance c'est la sécurité. Et en fait, c'est juste une façon de se sécuriser. Donc, il y a cet effet-là, il y a cet effet de se sentir au bord du lieu, comme j'avais dit tout à l'heure, c'est-à-dire de se sentir extérieur à la citoyenneté. Mais il y a aussi ce truc d'être tellement sécurisé dans le quartier parce que c'est des gens qui te ressemblent et bien, ça fait du bien."*²¹⁸

Toutefois, les enjeux autour de la mobilité exposés jusqu'alors renvoyaient à une conception relativement genrée, puisqu'ils concernaient, majoritairement, les garçons. La mobilité peut en effet s'avérer différente pour les filles, car si les garçons restent dans le quartier pour éviter les regards extérieurs, les filles auraient plus de facilités à s'éloigner pour éviter les regards dans le quartier.

*Nous évoquons la relation aux quartiers des filles, qui ont plus facilement tendance que les garçons à sortir du quartier, pour s'émanciper du regard des autres et se sentir relativement plus libres. Ma me parle du fait que les filles font souvent plus d'études que les garçons et ont donc tendance à occuper des espaces extérieurs au quartier car elles ne peuvent traîner dans le quartier sans que cela ait un impact sur leur réputation.*²¹⁹

Cette question de la réputation est une problématique très forte, qui explique la "fuite" des filles pour échapper aux commentaires sur leurs comportements et allers et venues.

*"Il faut avoir en tête qu'au quartier il y a quand même des codes, et que même pour les filles, la question de l'occupation de l'espace public, c'est comme dans un petit village, tu es à vue, tu es affichée, si c'est pour avoir des commentaires [...] Donc ouais, tu fais des trucs en souterrain quoi. Pour le coup, au niveau de la mobilité, les filles vont beaucoup plus s'entraider parce qu'au moins, elles seront pas vues, elles seront plus tranquilles quoi."*²²⁰

C'est ce que précise Marwan Mohammed, en commentant la recherche de Nicolas Oppenchaim²²¹ : "Les déplacements des filles et des garçons sont soumis à des contraintes dans la plupart des milieux sociaux, mais de manière bien plus marquée au sein des cités populaires. Ces contraintes — produits des normes de socialisation familiale et résidentielle

²¹⁷ Oppenchaim, « Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité ».

²¹⁸ Entretien avec L, éducateur, le 07/04/2025 dans les locaux de l'association.

²¹⁹ Observations, journal de terrain, le 16/12/2024 dans les locaux de l'association.

²²⁰ Entretien avec V, éducatrice, le 31/03/2025 dans les locaux de l'association.

²²¹ Marwan Mohammed, « Nicolas Oppenchaim, Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité », *Sociologie du travail* 62, n° 3 (12 septembre 2020), <https://doi.org/10.4000/sdt.33507>.

— se traduisent par un contrôle de la vie sociale et de la mobilité des adolescentes plus marqué que pour les garçons.” (Mohammed, 2020, p. 2)

Enfin, si les questions de mobilité font écho à des enjeux genrés différents, les filles et les garçons partagent comme point commun leur rapport à la mobilité internationale. D’une part, la plupart des jeunes rencontrés ont déjà voyagé à l’étranger, principalement pour se rendre dans le pays d’origine de leurs parents. D’autre part, spécifiquement au sujet des garçons, les professionnel·les suggèrent que la mobilité internationale leur est plus familière qu’un déplacement en centre-ville.

*“Ils sont souvent plus à l’aise pour aller en Thaïlande que pour aller au Capitole. Il y en a quand ils ont des thunes, ils se font des voyages, c’est le truc à la mode du Vietnam là. Mais après, la plupart, ils ne bougent pas. Ou ils vont en Espagne. Mais c’est pareil, ils sont plus à l’aise en Espagne qu’à aller au Capitole.”*²²²

À ce sujet, l’article d’Emmanuelle Santelli²²³ sur le lien entre mobilité internationale et insertion professionnelle, souligne la volonté des jeunes de se défaire des stéréotypes liés à leur lieu de résidence et leurs origines pour vivre leur voyage librement.

“Pour les hommes en particulier, et notamment ceux qui habitent dans les quartiers de la politique de la ville, l’enjeu est aussi de faire oublier les stéréotypes qui leur collent à la peau. Plus largement, les entretiens démontrent que les jeunes ont enduré de multiples difficultés (problèmes d’argent, pour se loger, etc.) et le fait d’« en sortir vainqueur » leur permet de faire valoir une expérience dont ils entendent tirer parti à leur retour en France.” (Santelli, 2013, p. 42)

Aussi, elle raconte comment l’expérience de mobilité internationale permet aux jeunes d’être identifiées, presque pour la première fois de leur vie, comme des français·es, ce qui est un symbole fort.

“À Londres, le mode de vie de ces jeunes, leurs références, leur univers de référence (sans parler de leur accent) les définissent comme Français, y compris les jeunes adultes d’origine maghrébine. Nombreux sont ceux qui se sont sentis Français pour la première fois de leur vie à cette occasion, ils ont été renvoyés à leur francité : ce qui est inscrit sur leur papier d’identité est ressenti subjectivement. Cette expérience de mobilité leur en fait prendre conscience, car ce qu’ils sont les définit comme Français aux yeux de ceux qui ne le sont pas (les Londoniens).” (Santelli, 2013, p. 42)

Ainsi, la question de la mobilité englobe de nombreux sujets, allant du permis, en passant par le sentiment d’illégitimité à se rendre en centre-ville, jusqu’aux destinations internationales et la fuite du quartier par les filles. Néanmoins, l’ensemble des sujets traités permet d’identifier l’impact des inégalités sociales et des violences structurelles sur les

²²² Entretien avec V, éducatrice, le 31/03/2025 dans les locaux de l’association.

²²³ « Partir pour mieux revenir : la mobilité internationale, une clé pour l’insertion professionnelle des jeunes des quartiers | Cairn.info », consulté le 11 janvier 2025, <https://shs-cairn-info.gorgone.univ-toulouse.fr/revue-cahiers-du-developpement-social-urbain-2013-2-page-41?lang=fr>.

représentations des jeunes sur eux et elles-mêmes, mais aussi sur leur capacité à “survivre” aux multiples contrôles de police et garder leur permis.

5.5. Se marier : interroger les relations entre les filles et les garçons

Selon les témoignages des jeunes, plusieurs d’entre eux et elles ont un ou des membres de leur fratrie qui ont quitté le quartier en se mariant. Pour mener leur vie de mariées, iels sont parties du foyer et ont déménagé. Si la voie du mariage peut participer à une évolution dans le parcours de certain·es jeunes, elle n’est malheureusement pas à la portée de toutes. En effet, se marier suggère, pour les filles comme pour les garçons, de trouver un·e partenaire, ce qui n’est pas chose aisée au vu des relations qu’entretiennent les filles et les garçons, de manière plus globale. Ces relations genrées s’observent sur les deux terrains à partir de divers sujets tels que la drague des garçons, la question du sexisme, du virilisme et de leur rapport à la sexualité, de la réputation pour les filles et enfin de la place des femmes, mais aussi de celles des hommes. Si ces thématiques sont très prégnantes sur les terrains et méritent d’être étudiées, elles ne doivent toutefois pas basculer dans les stéréotypes culturalistes, voire racistes, sur le sexisme à l’égard des femmes dans les quartiers, puisqu’il ne s’agit pas d’un sujet spécifique aux quartiers, mais bien d’un sujet qui s’inscrit plutôt dans une autre violence structurelle visible partout : le patriarcat.²²⁴

“Naturaliser des identités féminines migrantes avec tous les risques culturalistes induits, voire en magnifier les traits naturels pour les mobiliser au bénéfice d’arguments accentuant la concurrence entre sexes soumis à la même visibilité négative, consolide une frontière sexuée dont l’érosion est pourtant urgente.” (Guénif-Souilamas, 2005, p. 396)²²⁵

Tout d’abord, le sujet des relations entre les filles et les garçons est apparu sur le terrain institutionnel puisqu’il était l’espace le plus mixte de la recherche. En occupant principalement l’espace canapé, investi par les filles, les interactions entre elles et les garçons étaient d’autant plus révélatrices. Le premier élément visible concernait des tensions existantes entre les filles et certains garçons, qu’elles nomment “les rats”. En cherchant à comprendre la source de ce conflit, c’est la question de la drague qui a émergé. En effet, les

²²⁴ Ces observations sur les relations de genre se sont déroulées exclusivement dans un contexte cisgenre et hétérosexuelle, la transidentité n’ayant jamais été abordée et l’homosexualité apparaissant seulement dans les discours relativement virilistes des garçons sous forme d’insultes. Cela ne signifie aucunement que les identités de genre et les orientations sexuelles non-cisgenres et non-hétérosexuelles soient absentes des quartiers. Cependant, elles ne sont pas apparues dans les observations, ce qui explique leur absence dans cette analyse.

²²⁵ Guénif-Souilamas, « 45. Femmes, immigration, ségrégation ».

filles ont expliqué que, comme elles n'ont pas prêté attention aux remarques et avances de certains garçons, elles sont maintenant moquées, puisqu'ils "*ont pris le seum*", et n'hésitent pas à parler dans leur dos ("*ils parlent sur nous*"). Ainsi, pour certains garçons, la drague se révèle souvent maladroite, parfois lourde, et peut passer par des remarques, voire des insultes à l'égard des filles. Cette forme de provocation s'apparente à une stratégie pour attirer malgré tout l'attention des filles, comme lorsque des jeunes s'amuse à jeter des objets sur les filles.²²⁶ Si les filles estiment que les garçons peuvent se montrer puérils et immatures, ils n'en sont pas moins inventifs et persévérants, bien qu'emprunts de maladresse. Elle traduit d'ailleurs beaucoup de pudeur et de gêne de la part des garçons, lorsque leurs interactions avec les filles ne reposent pas sur des vanes ou des moqueries.

En revenant dans la salle principale avec les crêpes, les filles s'installent dans l'espace canapé. Elles proposent à tout le monde de se servir, mais expriment une réticence à ce que les garçons touchent les crêpes avec leurs doigts sans avoir lavé leurs mains. Les garçons, qui paraissent gênés, n'osent pas venir devant les filles pour se servir. Certains attendent que Ne ou les filles leur proposent de se servir; d'autres ne s'approchent que pour récupérer une crêpe garnie par Ne. Elle mentionne d'ailleurs remarquer cette gêne de la part des garçons de venir devant les filles.²²⁷

Finalement, ces tensions, relativement communes au vu de leurs âges, ont permis toutefois de questionner les enjeux entourant les relations affectives chez certain·es jeunes.

Ne profite de l'évocation des tensions entre les filles et "les rats" pour parler des difficultés que les jeunes rencontrent aujourd'hui concernant les relations affectives et amoureuses. Selon les filles, les garçons voudraient tous la même chose, à savoir des relations sexuelles, et les garçons considèrent que les filles sont toutes des "michtos", qui leur demandent de l'argent, d'avoir un appartement, une situation et une voiture.²²⁸

Cette question des représentations genrées sur les relations affectives influence le regard que les filles portent sur les garçons et inversement, ce qui oriente ensuite leurs relations. On peut prendre pour exemple N qui exprime son malaise, voire sa honte, à évoquer son lieu de résidence dans une relation amoureuse. Elle explique que c'est particulièrement en amour qu'elle ressent le fait d'être "une fille de quartier", ce qu'elle n'a jamais voulu confesser à un potentiel prétendant. Cette honte était alimentée par le fait que, selon elle, tout le monde se connaît et peut donc parler, jusqu'à ce que des informations arrivent aux oreilles d'un prétendant, par exemple. Cependant, elle précise qu'elle éprouvait plus jeune ce même sentiment de honte à l'idée d'annoncer à ses ami·es qu'elle habitait à la Reynerie.

²²⁶ Ne m'avait fait la remarque en installant la pièce que la dernière fois, des garçons avaient perdu des pièces du jeu "puissance quatre" car ils s'amusaient à les jeter pour tenter d'attirer l'attention des filles, ce qui semble ne pas avoir vraiment fonctionné. (Observations, journal de terrain, le 20/11/2024 dans la structure institutionnelle)

²²⁷ Observations, journal de terrain, le 20/11/2024 dans la structure institutionnelle.

²²⁸ Observations, journal de terrain, le 27/11/2024 dans la structure institutionnelle.

D'autre part, si la drague affecte particulièrement les relations entre les filles et les garçons, c'est aussi en partie parce que la frontière entre l'amitié et l'amour peut être difficile à identifier pour certain·es, pour illustration le débat lancé par des garçons sur l'inexistence de l'amitié entre les filles et les garçons.

[Une fille vient parler à W de sa relation avec son meilleur ami qui fait l'objet de critiques par les autres garçons, qui n'arrivent pas à y voir de l'amitié] Suite à cette discussion se lance un débat sur les amitiés entre filles et garçons. Plusieurs garçons affirment que ce type de relation n'existe pas, et que derrière chaque relation entre un garçon et une fille se cache un début de relation amoureuse et/ou sexuelle. Ne tente de leur expliquer que cela peut exister, cela dépend des situations, mais les garçons ne semblent pas de cet avis. La fille présente leur donne l'exemple d'une autre fille qu'ils connaissent tous et apprécient apparemment, mais qui ne sera jamais une prétendante à leurs yeux, ce qu'ils assument. Elle propose l'exemple de cette fille comme contre-argument pour leur montrer la possibilité d'être ami avec une fille sans ambiguïté. Néanmoins, bien que les garçons avouent apprécier cette fille amicalement, ils ne sont pas décidés à changer d'avis, ce qui permet de continuer à alimenter le débat et les échanges entre eux.²²⁹

Si certains garçons considèrent donc que les relations entre les filles et les garçons ne peuvent être amicales, d'autres entretiennent des relations de proximité avec des filles semblables à des relations fraternelles. C'est le cas de Bl, A et Ra, qui sont moins gênés que les autres garçons de venir s'installer sur les canapés avec les filles et de discuter avec elles, quel que soit le sujet. En effet, même en leur présence, les filles ne se censurent aucunement sur des sujets qui pourraient être considérés comme "féminins" et donc difficilement abordables avec des garçons.

Bien que parfois, il y avait la présence de certains garçons, tels que Ra et A, cela n'empêchait pas les filles d'aborder entre elles des sujets 'féminins', souvent vus comme tabous, tels que l'épilation, même du maillot, les moyens de contraceptions ou encore les relations sexuelles. Concernant leur discussion sur les moyens de contraception, j'ai eu le sentiment qu'il ne s'agissait pas vraiment d'un tabou pour elles puisqu'elles n'ont pas hésité à en parler devant P et d'autres garçons de leur âge. P a donc participé à la conversation en tentant de sensibiliser les garçons à la charge mentale qui incombe aux filles qui doivent se protéger, notamment avec la pilule. Il leur parle des sous-vêtements chauffants pour les hommes, mais aussi du fait qu'il est important de se protéger. Ra semble d'ailleurs étonné d'apprendre par Ne que la protection est parfois un enjeu important avec des garçons qui refusent de se protéger.²³⁰

En évoquant cette scène avec Ne plusieurs mois après, elle commente en disant que certains garçons avec lesquels les filles ne voient rien d'autres que de l'amitié sont vus comme des frères, dont la relation repose essentiellement sur une bonne entente (vanne, blagues...) et conduit à aborder des sujets devant eux sans tabou. Ils ont néanmoins une place bien différente de celle de leurs grands frères qui, pour certaines, peuvent les "surveiller". Marie-Hélène Bacqué et Christine Bellavoine présentent des observations similaires :

"De ce fait, l'amitié filles / garçons au moment de l'adolescence devient difficile, du moins en ce qui concerne sa visibilité dans l'espace social du quartier. Les récits venant contredire

²²⁹ Observations, journal de terrain, le 27/11/2024 dans la structure institutionnelle.

²³⁰ Observations, journal de terrain, le 18/12/2024 dans la structure institutionnelle.

ce constat racontent souvent une amitié de longue date, née dans l'enfance et intégrée dans la sphère familiale : les familles connaissent l'ami·e depuis qu'il·elle est petit·e et ce quasi statut de frère / sœur semble la plus sûre manière d'annihiler les suspicions, représentations, rumeurs autour d'une possible relation amoureuse." (Bacqué et Bellavoine)²³¹

Par ailleurs, si le terrain institutionnel permettait d'observer les interactions entre les filles et les garçons, le terrain associatif, majoritairement masculin, a conduit à découvrir le rapport à la sexualité de certains garçons et des discours sexistes, parfois proches du virilisme.

À un moment, T et O parlent d'une fille avec laquelle Be aurait une relation et qui serait venue au local. Elle serait originaire d'Empalot, serait venue avec deux de ses copines. Le "hollandais" pense qu'il s'agit d'un mensonge, mais O affirme l'avoir vu et avoir été témoin de la scène. Elle raconte même avoir vu cette fille venir chez la mère de Be pour lui faire une scène parce qu'il venait de rompre avec elle. Les garçons se chambrent sur cette histoire et concernant leur sexualité : le "hollandais" ne le croit pas et se justifie en disant que Be est "encore puceau", ce à quoi ce dernier lui répond : "je m'étais déjà fait sucer que t'étais pas né".²³²

Ces échanges de blagues plutôt grivoises permettent d'illustrer le rapport entre sexualité, masculinité et virilité. C'est d'ailleurs en évoquant ce dernier élément que L développe une réflexivité sur sa posture professionnelle, en tant que jeune homme socialisé avec d'autres codes que ceux de la virilité.

L explique aussi les difficultés qu'il peut rencontrer, en tant qu'homme, avec les jeunes, notamment parce qu'il y a des représentations de la virilité auxquelles il ne s'identifie pas vraiment. Il doit donc trouver un équilibre entre l'expression de la virilité pour se faire respecter, mais aussi une écoute plus attentive, parfois similaire à un "aspect maternel" pour développer une relation de confiance. Il parle par exemple du fait qu'une figure trop virile et autoritaire pourrait faire écho à des pères qui les engueulent, ce qui n'est pas non plus une solution. Il parle du rapport que les jeunes ont avec les mères et tout l'imaginaire maternel, de bienveillance, d'écoute, d'attention, que les jeunes attendent plus 'logiquement' des femmes que des hommes.²³³

Bacqué et Bellavoine questionnent cette socialisation à la masculinité pour les garçons, et le lien entre virilisme et violence.

"Pour la plupart des garçons, grandir dans un quartier populaire suppose un type de comportement fondé sur la force physique, l'indépendance, la capacité à se faire respecter. Cette identité masculine s'éprouve dans les interactions et les comportements quotidiens. L'apprentissage de la virilité peut passer également par le registre de la violence, souvent physique, du moins de l'affrontement réel ou symbolique. Il se perpétue des grands vers les petits dans une logique de transmission mais aussi de domination." (Bacqué, Bellavoine)²³⁴

Le registre de la violence, parfois mobilisé par des jeunes, peut s'illustrer lorsqu'ils font preuve de sexisme à la vue de femmes ou même dans leurs discours sur le rôle d'une "bonne épouse".

²³¹ « Filles / Garçons », Jeunes de quartier, consulté le 9 juin 2025, <https://jeunesdequartier.fr/notices/filles-garcons/110>.

²³² Observations, journal de terrain, le 02/12/2024 dans les locaux de l'association.

²³³ Observations, journal de terrain, le 13/01/2025 dans les locaux de l'association.

²³⁴ « Filles / Garçons ».

“Des fois, c’est un peu l’instinct animal qui prend le dessus, même si pour moi il n’y a pas vraiment d’instinct animal et que chacun est libre de se contrôler, mais bon, c’est ce truc un peu de garçon entre eux, les phéromones.”²³⁵ ;

Ma parle du sentiment qu’elle a de “recul” des mentalités des jeunes concernant les relations de genre, notamment avec l’image de l’épouse inactive, présente à la maison pour cuisiner et s’occuper des enfants.²³⁶

Toujours au sujet des relations sexistes, L fait un rapprochement entre des comportements sexistes de certains garçons et leur rapport à la sexualité, d’autant plus complexe qu’il relève d’un tabou familial qui empêche l’éducation à ce sujet.

Il parle des relations de genre, qui peuvent être sexistes, en m’expliquant que pour nombre de jeunes garçons, les relations sexuelles se passent majoritairement à la Jonquera. D’ailleurs, lui et Ir me parlent tous les deux des stéréotypes que certains jeunes peuvent avoir sur les femmes espagnoles.²³⁷

Comme le décrit cet éducateur, les relations entre les filles et les garçons, surtout affectives et sexuelles, sont limitées par quelques rares représentations genrées sur la famille et la “bonne épouse”.

“Après, c’est assez archaïque. En plus, les modèles d’éducation ici, c’est homme-femme. Se marier avec une fille bien. Donc c’est compliqué, c’est un défi ça aussi. Trouver la bonne fille qui ne sera pas “celle que tout le monde est passé dessus” comme ils disent, et que ça sera la bonne [...] Donc trouver une fille qui va être comme sa mère, c’est très compliqué, et elle sera jamais aussi bien que sa mère. Donc déjà, ça veut dire que t’as tout faux”²³⁸

Si “trouver une fille aussi bien que sa mère” semble mission impossible, c’est d’autant plus difficile que les filles sont soumises à un jugement important sur leur réputation.

“Oui, je pense qu’il y a le côté légitimité et le côté peur. Et puis en plus d’être respectables, entre guillemets, parce que c’est quand même tout est à vue. Et t’as quand même ce truc de les filles qui sortent et qui sont tout le temps au milieu des garçons, on n’a pas forcément envie de les marier. Et elles, ce qu’elles veulent, alors je fais une généralité, mais pour beaucoup, c’est montrer qu’elles sont des femmes bien, et qu’elles sont dignes d’être mariées.”²³⁹

La réputation des filles est ainsi contrôlée car elle représenterait la réputation de toute la famille.

“De plus, la mauvaise réputation de la fille entache la réputation des familles, parents et fratries, et elle met en doute l’éducation des parents. Les comportements adoptés sont alors fondés sur la discrétion et le contrôle et les filles bénéficient de marges de liberté plus restreintes que les garçons. Pour certaines, la liberté du temps de la jeunesse, entendue essentiellement comme liberté sexuelle, se heurte à la principale valeur en cours dans le quartier (et dans la famille), la virginité, ou du moins ce qui en tient lieu dans l’espace social : la réputation. Avoir mauvaise réputation, c’est être une fille facile.” (Bacqué et Bellavoine)²⁴⁰

²³⁵ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l’association.

²³⁶ Observations, journal de terrain, le 16/12/2024 dans les locaux de l’association.

²³⁷ Observations, journal de terrain, le 13/01/2025 dans les locaux de l’association.

²³⁸ Entretien avec F, éducateur, le 14/04/2025 dans les locaux de l’association.

²³⁹ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l’association.

²⁴⁰ « Filles / Garçons ».

Ce jugement sur la réputation des filles peut être alimenté par n'importe qui, ce qui fait qu'une fille qui souhaiterait traîner avec un garçon serait soit vue comme une fille facile, soit serait incitée à épouser ce garçon pour "officialiser" leur relation.

*"...et que tu ne traînes pas avec des filles, quoi. Ou alors si tu traînes avec des filles, c'est des salopes. [...] l'amour est enfermé aussi et même que ça se dit pas, ils [couple de jeunes] vont jamais sur le quartier parce qu'il y a toute la famille qui regarde et si on voit déjà un garçon et une fille, faut qu'ils se marient et la fille c'est avec un garçon. [...] D'où les mariages très tôt qui sont voués à l'échec parce qu'on le sait que ça marchera pas voire même eux ils le savent que c'est trop tôt mais c'est une manière aussi pour eux de profiter de la vie avec leurs copines ou leurs copains."*²⁴¹

C'est aussi ce que décrivent Marie-Hélène Bacqué et Christine Bellavoine : "La plupart des filles affirment, au contraire, ne pas « traîner » dans le quartier. Soucieuses de respectabilité, attentives à leur réputation, elles présentent leurs déplacements en lien avec une occupation précise, perçue comme légitime et non susceptible d'être associée au fait de « traîner », activité qui dévalorise celle qui la pratique."²⁴² Ce contrôle social qui pèse sur la réputation des filles est d'autant plus lourd que les autres filles, alors même qu'elles le subissent tout autant, participent à l'alimenter.

*Sur le chemin, Ne me parle de la question des réputations pour les filles et les enjeux importants derrière. Elle m'explique que les relations entre les filles ne sont pas toujours simples, car certaines jugent les réputations des autres."*²⁴³

C'est d'ailleurs ce qu'évoque Noria Boukhobza²⁴⁴ lorsqu'elle décrit les différents groupes de femmes, qui se surveillent mutuellement, et qu'elle parle notamment des "rapporteuses". N se confie à ce sujet sur le fait qu'elle préfère habiter dans un quartier dans lequel il y a moins de "blabla", c'est-à-dire de personnes qui répètent tout, parlent sur tout le monde et commentent les faits et gestes de chacun·e. Ainsi, comme le précisent les deux chercheuses, les filles font finalement face à une plus grande exigence sur leur comportement et attitude que les garçons du même âge.

"Si les garçons donnent le ton dans l'espace social du quartier, le rôle attendu pour les filles relève de la discrétion et de la retenue. Il fait suite à l'éducation familiale reçue, qui distribue souvent les tâches familiales d'entretien du logement et d'éducation des plus jeunes aux filles et construit une répartition genrée du dedans / dehors. Les rôles à tenir, les réputations, ne concernent pas que les filles, mais pour ces dernières, le poids en paraît particulièrement lourd, car il porte sur leurs habillements, leurs comportements, leurs déplacements dans l'espace public du quartier, et donc sur l'ensemble de leur vie quotidienne." (Bacqué et Bellavoine)²⁴⁵

²⁴¹ Entretien avec F, éducateur, le 14/04/2025 dans les locaux de l'association.

²⁴² « Filles / Garçons ».

²⁴³ Observations, journal de terrain, le 27/11/2024 dans la structure institutionnelle.

²⁴⁴ Boukhobza, « « Mémoire de Filles, Histoires de Quartier », Un Regard Ethnologique ».

²⁴⁵ « Filles / Garçons ».

Si la question de la réputation est une réalité, elle ne doit pas pour autant faire penser que toutes les filles de quartier sont soumises et se cachent pour éviter tout jugement. Comme toutes les femmes, elles choisissent des voies et des parcours multiples : “De façon lapidaire, lorsqu’elles sont étudiées pour elles-mêmes, les filles sont présentées de deux manières antinomiques ou extrêmes : on les dépeint tantôt comme des femmes émancipées, vecteurs de changement social tantôt comme des femmes entièrement soumises à la domination masculine.” (Boukhobza, 2005, p. 3-4)²⁴⁶

En réalité, que ce soit sur le terrain institutionnel, où les filles étaient minoritaires, ou le terrain associatif, dans lequel deux filles ont été rencontrées, les filles sont relativement absentes des structures de jeunesse, qui sont principalement investies par les garçons. Pour l’association, il s’agit d’un enjeu important, d’autant plus qu’elle y accueillait un groupe de jeunes filles auparavant qui s’est dissipé. Ce groupe de filles, dont N et D faisaient partie, a été créé à la demande de plusieurs filles qui souhaitaient faire des activités et séjours. Depuis l’essoufflement de ce groupe, l’association reçoit moins de filles pour occuper les locaux ou participer à des activités.

“Il y en a qui le font, soit elles sont plus vieilles, quand je dis plus vieilles, elles sont mamans. Soit elles sont jeunes avec des grandes bouches, mais elles ne sont pas nombreuses. Mais ça arrive. Et elles arrivent à bien remettre les garçons à leur place, et elles sont bien... [...] Nous, ça nous dérange évidemment, on préférerait qu’il y ait plus de filles. Sauf qu’on a bien conscience qu’avec les gars qu’on accueille, c’est compliqué d’avoir plus de filles aussi. Et je pense que les filles, elles sont plutôt autonomes, donc elles sont moins dans les deux mondes. Et puis elles, elles sont plus à l’extérieur, comme je te disais, venir ici c’est être sous l’œil des frères, sous l’œil des cousins, sous l’œil des pères, c’est moins le plaisir.”²⁴⁷

Comme on peut commencer à le percevoir, il y a un “type” de filles particulier qui peut occuper les espaces sans véritablement subir de surveillance : ce sont les mères. En devenant mères, c’est comme si les femmes perdaient leur statut social et étaient donc réduites à leur rôle de maman.

“Donc quand on dit qu’on voit vachement moins les femmes, là où tu as raison, c’est qu’en fait, peut-être que quand on parle des femmes, on ne parle pas des mamans, alors que c’est des femmes. Mais en fait, c’est bien le truc qui prouve qu’une fois que tu es maman, tu es un autre type de femme. Parce que tu es une maman. Et du coup, là, t’as le droit de te promener, t’as le droit d’être dans la rue, t’as le droit d’être sur la place, t’as le droit d’aller où t’as besoin, tu fais ce que tu veux, parce que t’es maman, t’es plus une femme.”²⁴⁸

Cette spécificité des mamans se retrouve dans les échanges sur les femmes, où une sorte de distinction est faite entre “les filles” et “les mamans”. D’ailleurs, en étant une femme et en

²⁴⁶ Boukhobza, « Les filles naissent après les garçons ».

²⁴⁷ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l’association.

²⁴⁸ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l’association.

participant aux cours de gym pour les mamans, Ma a acquis une relative proximité avec les jeunes femmes et les mamans qui fréquentent l'association. À ce titre, elle propose des observations singulières sur l'influence de la présence des femmes sur les garçons, les clichés sur les mères soumises ou encore sur la particularisation abusive et culturaliste de ces femmes non-blanches.

*“Mais en tout cas, moi, celles avec qui je travaille, elles ne sont pas du tout soumises. Pas plus que nous. Enfin, je veux dire... Oui. En fait, elles font les tâches ménagères, oui, elles font à manger... Mais c'est pas typique du quartier, en fait, c'est un truc que toutes les femmes vivent. [...] Et ici c'est exactement pareil. Encore une fois, les femmes elles sortent entre elles, elles font des soirées entre copines, elles font des soirées karaoké [...] En fait, tu as de tout comme partout. Et elles vont en vacances et puis il y en a qui vont en vacances seules. [...] Donc c'est bien la preuve qu'il y a ce stigmat. Les femmes, elles n'ont pas le droit de sortir, ce qui est complètement faux, en tout cas pas plus vrai qu'ailleurs.”*²⁴⁹

À travers cet extrait, Ma montre bien la stigmatisation forte des femmes qui sont soupçonnées d'être des victimes soumises, réduites à leur foyer et aux tâches ménagères. Elle met en avant la pluralité des profils de femmes, importante dans le quartier comme ailleurs.

“Les représentations actuelles tendent à faire émerger dans l'espace public des idées reçues laissant croire que les familles d'origine maghrébine seraient les mêmes sur tout le territoire national. Parce qu'elles sont considérées comme situées d'emblée dans un espace social donné et stigmatisé, celui « des quartiers dits sensibles », elles apparaissent immuables dans le temps, comme si elles n'étaient pas traversées par les différents changements qui s'opèrent dans toutes les familles en France : séparations, divorces, diminution du nombre d'enfant, familles monoparentales, accès des femmes au travail” (Boukhobza, 2005, p. 5)²⁵⁰

Pour en revenir aux jeunes filles, il semble intéressant de relever plusieurs regards sur leur occupation de l'espace. En effet, si certain·es estiment qu'elles sont uniquement de passage et qu'elles ne restent pas dans l'espace public, d'autres considèrent qu'il s'agit certainement d'un choix personnel de leur part et qu'elles s'insèrent dans d'autres types d'espaces. Sur la “furtivité” des filles, Lepoutre²⁵¹ l'associe à une moindre tolérance des parents à l'égard des filles sur leurs sorties : “Les filles ne traînent guère, ne stationnent jamais dans les cages d'escalier, en bas des barres, ne jouent pas sur le terrain de foot, ne pratiquent pas le deux-roues. Même si l'éducation varie sensiblement d'une famille à l'autre, notamment en fonction de l'appartenance culturelle et sociale, la tolérance parentale en ce qui concerne les sorties est toujours beaucoup plus grande pour les garçons que pour les filles” (Lepoutre, 1997, p. 362)

Néanmoins, d'autres professionnel·les proposent de voir dans les simples “passages” des filles le fait qu'elles n'ont, en réalité, aucune raison de se poser dans l'espace public, dans

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ Boukhobza, « Les filles naissent après les garçons ».

²⁵¹ David Lepoutre, « Chapitre 1. Les critères de la réputation », *Hors collection*, 1997, 347-73.

lequel elles n'ont aucun lieu fait pour elles : "Les filles ne « traînent » pas parce qu'elles n'ont pas de lieu à elles. Par conséquent, lorsqu'elles sortent, c'est en dehors du quartier en groupe de deux ou trois copines. En grandissant, l'autonomie conquise associe une mobilité hors du quartier à une restriction des sorties en son sein que l'enfance autorisait et le début de l'adolescence tolérait." (Lafaye)²⁵² Leur comportement est alors similaire à celui des garçons en dehors du quartier, qui sont seulement de passage lorsqu'ils se rendent en centre-ville, car ils ne voient aucun intérêt à y rester.

*"Mais les jeunes filles, les jeunes femmes, on les voit peu ou alors elles vont traverser juste parce qu'elles vont d'un point A à un point B, comme les garçons peuvent faire à l'extérieur de Toulouse. Elles vont avoir plutôt ce comportement à l'intérieur du quartier. Elles vont aller acheter le pain, elles vont rentrer à la maison. Mais elles vont moins facilement se poser."*²⁵³

Et si les filles semblent ne pas investir l'espace public, c'est peut-être aussi parce que l'on ne veut pas voir les autres espaces dans lesquels elles s'immiscent.

*"Donc moi, il faut effectivement faire attention, je me méfie bien sur des discours mainstream, mais les filles, elles sont présentes, différemment des garçons. [...] Là, on parle des quartiers, parce qu'on est dans le quartier, mais je pense qu'elles utilisent, elles savent utiliser, elles savent se réapproprier les espaces, je pense. Je pense que le collectif est un moyen de se réapproprier et leur corps et l'espace, et de retravailler du coup dans la relation aux mecs. Et de refaire confiance."*²⁵⁴

Le fait de ne pas reconnaître ces espaces qu'elles s'approprient peut participer à leur invisibilisation : "Souvent lorsque les femmes investissent d'autres espaces où l'on ne pense pas les trouver, ce n'est plus tant à travers leur origine nationale ou leur assignation à une origine ethnique qu'elles sont perçues, classées, catégorisées, nommées, mais à partir de leur identité de genre. C'est ici le fait d'être une femme qui prime sur les autres formes d'appartenances." (Boukhobza, 2005, p. 7)²⁵⁵

D'autre part, comme l'explique très justement cette éducatrice, vouloir à tout prix voir des filles dans l'espace public, ce serait ne pas prendre en considération leur avis, leur ressenti et donc de fait, nier leur individualité.

*"Si c'est pour qu'après, elles se prennent des remarques et qu'elles soient pas à l'aise du tout... Mais faudrait pas, tu vois, encore une fois, imposer notre truc de colon... [...] Mais en fait, il ne faut pas faire la mixité à tout prix. Tu vois, de se dire, il y a des trucs, les terrasses des parents ou je ne sais pas quoi, les événements un peu comme ça. Mais je me dis, les mettre en vitrine comme ça [...] Je suis pas à l'aise avec ça. Je trouve que c'est vraiment un truc à la mode [...] mais en fait, faut pas faire pour faire."*²⁵⁶

²⁵² « Quartier », Jeunes de quartier, consulté le 9 juin 2025, <https://jeunesdequartier.fr/notices/quartier>.

²⁵³ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l'association.

²⁵⁴ Entretien avec une psychologue, le 04/06 sur le lieu de stage.

²⁵⁵ Boukhobza, « Les filles naissent après les garçons ».

²⁵⁶ Entretien avec V, éducatrice, le 31/03 dans les locaux de l'association.

Cette dernière idée, sur l'importance de s'intéresser aux raisons pour lesquelles elles ne sont pas dans l'espace public, permet de tenir compte de leur vécu et donc de ne pas les brusquer. C'est aussi ce que préconise cette psychologue qui rappelle que certaines filles peuvent avoir vécu des violences sexistes et sexuelles (VSS), ce qui rend difficile l'accès à l'espace public, lié à des psychotraumas.

“Mais quand tu as subi des VSS, il y a un temps de la mise en confiance, et puis la peur. Je veux dire, les psychotraumas, c'est ça. C'est quand même être en hypervigilance, donc elles vont moins sortir. [...] C'est des conséquences, en fait, des VSS aussi. Donc quand on dit qu'elles sont moins visibles, oui, mais elles ont subi aussi ça, et du coup elles se protègent, donc elles sont moins visibles dans l'espace public. Il faut aussi se poser la question de pourquoi elles ne sont pas dans les espaces.”²⁵⁷

De manière plus globale, cette idée permet de faire le lien avec la posture de Gayatri Spivak sur les femmes subalternes, qui rappelle l'importance de laisser aux personnes subalternes l'espace pour parler d'elles. C'est d'autant plus important que les filles de quartier, en plus d'être stigmatisées sur leur lieu de résidence, sont aussi discriminées par rapport à leurs origines non-blanches, d'où la nécessité de ne pas laisser des personnes extérieures décider des espaces qu'elles doivent occuper.

Enfin, évoquer la place des femmes manquerait de sens sans mentionner celle des hommes. Tout aussi multiples que ceux des femmes, les parcours des hommes varient selon leurs trajectoires personnelles. Cependant, certain·es professionnel·les présument de l'impact négatif du groupe de pairs pour les hommes, ce qui les incite à une forme de déresponsabilisation.

“Du coup ça donne après des jeunes hommes qui vont être bloqués dans le quartier à 30 ans voire 40 ans et des jeunes femmes qui vont avoir beaucoup plus la facilité de quitter le quartier [...] Mais voilà, je pense que l'effet de bande fait du mal aux hommes, l'effet de bande et l'effet de regroupement [...] Mais parce que les hommes, je trouve, se déresponsabilisent beaucoup.”²⁵⁸

Cette question de la déresponsabilisation des hommes peut s'expliquer par un moindre contrôle de leurs sorties, dès l'enfance, qui peut les pousser vers des conduites à risque.

“Il y a beaucoup de famille monoparentale. Les pères vont être beaucoup plus sujets à... Que ce soit à l'alcoolisme, aux conduites à risque, on va dire. Du coup, ils vont plus être dégradés que les femmes. [...] Il y a un truc très genré de la protection. Je vois très bien que les hommes, les jeunes hommes de 13, 14, se retrouvent dans la rue très rapidement. Aucune jeune fille se retrouverait dans cette position-là, donc il y a un peu un truc très genré de la femme doit être préservée et dans l'espace privé et l'homme, bah oui peut aller dehors, il n'y a pas de souci.”²⁵⁹

²⁵⁷ Entretien avec une psychologue, le 04/06 sur le lieu de stage.

²⁵⁸ Entretien avec L, éducateur, le 07/04/2025 dans les locaux de l'association.

²⁵⁹ *Ibid.*

Par ailleurs, si les hommes semblent privilégier les espaces extérieurs et se tourner vers des conduites à risque, cette éducatrice interroge le lien entre un manque de légitimité au sein du domicile et une quête de reconnaissance à l'extérieur.

“Moi, je pense qu'à la maison, les femmes, elles ont vraiment... C'est elles qui portent la culotte. En fait, je pense que, en tout cas de ce que j'ai pu observer, s'ils ont ces comportements à être beaucoup à l'extérieur, et c'est pas forcément une raison, c'est parce que pour beaucoup à la maison, c'est pas drôle, et que du coup ils ont une place dehors, à la maison ils ont pas de place, c'est juste à ramener l'argent, faire des enfants.”²⁶⁰

De ce fait, la place importante des femmes au sein du foyer peut pousser les hommes à chercher une reconnaissance sociale à l'extérieur. Ce qui est intéressant, c'est qu'il y a bien une répartition genrée forte, mais qu'elle peut autant poser un problème aux femmes qu'aux hommes. Selon ce médiateur, la répartition genrée des rôles et places peut s'expliquer par l'importance accordée à la religion.

“Et après, n'oublie pas qu'on est dans un quartier où il y a 90% de religion musulmane. [...] Et dans la religion musulmane, il y a une place pour les garçons, pour les hommes, et une place pour les femmes. Il y a une différence. Une différence, c'est-à-dire dans la vie quotidienne, quand elles ne peuvent pas s'exprimer devant les garçons, et y compris les garçons, ils ne peuvent pas s'amuser librement devant les filles.”²⁶¹

De cette manière, pour les jeunes, se marier et fonder une famille peut être vecteur d'ascension pour certain·es, d'autant qu'il s'agit d'un objectif relativement commun pour toutes dans leurs projections futures. Toutefois, la question du mariage renvoie à de nombreux enjeux de genre, car les jeunes de quartier ne sont pas déconnecté·es du reste de la société et subissent, comme tout le monde, les conséquences de la violence structurelle qu'est le patriarcat. Ainsi, il est avant tout question, pour les garçons, de faire face à leur socialisation viriliste et de s'interroger sur la place qu'ils souhaitent occuper au sein de leur foyer, et pour les filles, d'interroger leurs envies, leurs souhaits, et toutes les possibilités qu'elles peuvent suivre pour mener leur vie, bien loin des stéréotypes de la femme de quartier invisible, soumise et réduite à son statut de mère.

6. Conclusion

“Moi, je pense que tous les jeunes que j'ai rencontrés... alors c'est pas tous les jeunes, c'est quelques jeunes, mais tous ont vécu des violences. Que ce soit des violences dans la famille, des violences du père, des violences institutionnelles, violences de l'école, des violences au travail, même des violences de non-accès au logement. Et donc ça, c'est tous types de violences et donc je dois nommer... enfin le fait de dire, de nommer “c'est des violences”, c'est toujours pareil que pour le racisme, c'est-à-dire qu'il y a un effet aussi de dire “ben je suis pas responsable de ce qui m'arrive en fait”. C'est aussi l'histoire de dire

²⁶⁰ Entretien avec Ma, médiatrice, le 17/03/2025 dans les locaux de l'association.

²⁶¹ Entretien avec No, médiateur, le 05/05/2025 dans les locaux de l'association.

“j’ai pas fait assez ça” ou “je suis pas assez motivé” par exemple. De dire “oui, mais il y a le contexte qui t’a freiné”. ”²⁶²

À partir de l’étude de quelques trajectoires de jeunes, nous avons analysé plusieurs axes de leur vie qui sont particulièrement touchés par les violences structurelles. La scolarité, l’emploi, le trafic, le sport et la culture, la mobilité, ou encore les relations genrées, sont autant d’exemples, non exhaustifs, de l’impact des violences structurelles sur le quotidien des jeunes de quartier. Ces violences sont intériorisées par les jeunes parce qu’elles s’inscrivent, entre autres, dans l’héritage de la pensée coloniale, ce qui place aujourd’hui encore les jeunes de quartier dans une situation d’héritier·ères de la colonisation, reprenant ainsi toutes les caractéristiques des colonisé·es choisies par la domination coloniale. Iels subissent des violences structurelles parce qu’iels sont descendant·es de colonisé·es, parce qu’iels habitent dans des territoires stigmatisés et assimilés aux migrations postcoloniales et parce qu’iels sont issu·es de classes sociales défavorisées. Ainsi, les jeunes de quartier, en tant que dignes citoyen·nes français·es, sont complètement imprégné·es malgré eux et elles de la pensée coloniale, ce qui les conduit à intérioriser toutes les violences structurelles vécues et à commenté les discriminations par un simple “c’est comme ça”.

“...ils ont intégré le fait qu’ils ne font pas partie de la société. Donc tout ce qui est de l’ordre du stigmat qui leur est renvoyé par la société, ils n’ont pas envie de le voir, ils n’ont pas envie d’en parler, parce qu’ils l’ont banalisé. C’est quelque chose qui fait partie de leur vie. La police est violente, les gens sont racistes, la société est excluante. Et du coup, c’est quelque chose qui se mord la queue. Parce qu’en l’intégrant fortement, ils y croient. Puis en y croyant fortement, ils n’en sortent pas.”²⁶³

Et bien que la violence soit omniprésente, elle n’était pas repérée au début de l’étude, car la question de la violence avait été “écartée” puisqu’elle renvoyait trop directement aux stéréotypes qui réduisent les quartiers à la violence. Pour tenter de contrer ce stéréotype, certains sujets n’avaient pas du tout été questionnés, notamment la violence et le trafic de drogues. Néanmoins, les observations et les entretiens avec les professionnel·les ont révélés l’omniprésence des violences, puisqu’en réalité, ce n’est pas du tout du même type de violence dont il est question. Les violences vécues et subies par les jeunes sont essentiellement des violences institutionnelles, historiques et discriminantes. Les violences diffusées dans les médias, telles que les révoltes urbaines, ne sont que des actes de réaction, de défense, face à toutes les violences structurelles. Elles ne sont que l’expression d’un “trop-plein” d’émotions et de ressentis refoulés.

²⁶² Entretien avec une psychologue, le 04/06 sur le lieu de stage.

²⁶³ Entretien avec F, éducateur, le 14/04/2025 dans les locaux de l’association.

Et finalement, tant que la France continuera de tourner le dos à son histoire, sans jamais la traiter et la questionner, des citoyen·es resteront au ban de la société, exclues dans l'altérité, victimes de tous les maux socio-historiques laissés de côté.

7. Bibliographie

- Agence nationale de la cohésion des territoires. « Atlas des quartiers prioritaires ». Consulté le 12 janvier 2025.
<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/atlas-des-quartiers-prioritaires-832>.
- Amrani, Younes, et Stéphane Beaud. « La drogue / Le délire shit... ». *Poche / Essais*, 2005, 63-76.
- . « *Pays de malheur !* ». *Un jeune de cité écrit à un sociologue*. La Découverte, 2005.
<https://doi.org/10.3917/dec.amran.2005.01>.
- Amsellem-Mainguy, Yaëlle, et Arthur Vuattoux. « Chapitre 1. Portrait social de la jeunesse ». *Hors collection*, 2018, 21-32.
- Attoubi, Inès. « Quelles évolutions des discriminations en France ? » *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1341 (1 avril 2023): 158-65. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.15465>.
- AVENEL, Cyprien. *Sociologie des « quartiers sensibles »*. 128. Paris: Armand Colin, 2004.
- Bacqué, Marie-Hélène, Emmanuel Bellanger, Hélène Hatzfeld, et Collectif Pop-Part. « L'histoire comme héritage commun pour des jeunes de quartiers populaires ? » *Agora débats/jeunesses* 93, n° 1 (29 mars 2023): 65-83.
<https://doi.org/10.3917/agora.093.0065>.
- BASTIÉ, Jean, Stéphane BEAUD, et Jean ROBERT. « BANLIEUE ». Webpage. Encyclopædia Universalis. Encyclopædia Universalis. Consulté le 5 janvier 2024.
<https://www.universalis.edu.com/encyclopedie/banlieue>.
- Beaud, Stéphane. *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*. Poche / Sciences humaines et sociales. Paris: La Découverte, 2020.
<https://www.cairn.info/la-france-des-belhoumi--9782348063985.htm>.
- Bellavoine, Christine, Fanny Salane, et Collectif Pop-Part. « Les structures et les professionnel·e·s de jeunesse dans les quartiers populaires : (dé)construire le « nous » des quartiers ? » *Agora débats/jeunesses* 93, n° 1 (29 mars 2023): 85-102.
<https://doi.org/10.3917/agora.093.0085>.
- Bernardot, Marie-José. « Chapitre 3. Les approches multiples de la sociologie de l'immigration ». *Références Santé Social*, 2019, 61-78.
<https://doi.org/10.3917/ehesp.berna.2019.01.0061>.
- Bier, Bernard. « Nacira Guénif-Souilamas, Éric Macé, Les féministes et le garçon arabe », 2004.
https://www.persee.fr/doc/agora_1268-5666_2004_num_37_1_2202_t12_0108_0000_1.
- . « Qui sont les jeunes des quartiers ? » *Les Cahiers du Développement Social Urbain* 59, n° 1 (2014): 5-8. <https://doi.org/10.3917/cdsu.059.0005>.
- Bordet, Joëlle. « Chapitre I. Les « jeunes de la cité » : une microsociété en évolution ». *Le Sociologue* 2 (1998): 29-74.
- Boucher, Manuel. « L'expérience du ghetto. :Stomy, Roger, Abou et leur clan : rebelles et débrouillards ». *Déviance et Société* 33, n° 2 (3 juillet 2009): 221-48.
<https://doi.org/10.3917/ds.332.0221>.
- Boukhobza, Noria. « Les filles naissent après les garçons ». *Revue européenne des migrations internationales* 21, n° 1 (29 mai 2005): 227-42. <https://doi.org/10.4000/remi.2333>.
- . « « Mémoire de Filles, Histoires de Quartier », Un Regard Ethnologique ». *Cahiers Du CEDREF*, 2 janvier 2000, 241. <https://doi.org/10.4000/cedref.203>.
- « Cannabis – la situation actuelle en Europe (Rapport européen sur les drogues 2024) | www.euda.europa.eu ». Consulté le 31 mai 2025.

- https://www.euda.europa.eu/publications/european-drug-report/2024/cannabis_en. Cause commune. « Qu'est-ce qu'être jeune dans un quartier populaire aujourd'hui ? » Consulté le 8 juin 2025.
- https://www.causecommune-larevue.fr/qu_est_ce_quetre_jeune_dans_un_quartier_populaire_aujourd'hui.
- Clavaron, Yves. « Chapitre I. L'avènement des études postcoloniales ». *Détours littéraires*, 2015, 11-37.
- Cotelette, Patrick. « Stéphane Beaud, Michel Pialoux, Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard ». *Lectures*, 29 avril 2012. <https://doi.org/10.4000/lectures.8258>.
- Dendoune, Nadir. « Toulouse. Il y a 19 ans, Habib Ould-Mohamed était abattu par un policier ». *lecourrierdelatlas* (blog), 12 décembre 2017. <https://www.lecourrierdelatlas.com/france-toulouse-il-y-a-ans-habib-ould-mohamed-etait-abattu-par-un-policier-9985/>.
- Dietsch, Guillaume. « Chapitre 6. Les Jeunes et le Sport intégrateur : vertu morale ou exclusion sociale ? » *Hors collection Sports*, 2024, 79-92.
- Fabbiano, Giulia. « De l'indigène colonial aux générations postalgériennes: Processus d'identification et de différenciation des descendants de harkis et d'immigrés ». *Migrations Société* 113, n° 5 (2007): 95-110. <https://doi.org/10.3917/migra.113.0095>.
- France 3 Occitanie. « “Le maire sacrifie la culture et le sport” : moins 20% à moins 40% annoncés, l'opposition s'insurge contre les baisses drastiques de subventions en 2025 », 28 novembre 2024. <https://france3-regions.franceinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/le-maire-sacrifie-la-culture-et-le-sport-moins-20-a-moins-40-annonces-l-opposition-s-insurge-contre-les-baisses-drastiques-de-subventions-en-2025-3067756.html>.
- France Culture. « Qu'est-ce que l'infirmité raciste ? », 10 février 2025. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/questions-du-soir-l-idee/qu-est-ce-que-l-infrapensee-raciste-3391753>.
- Géraud, Marie-Odile, Olivier Leservoisier, et Richard Pottier. « Chapitre 15. Fait social total ». *Cursus* 4 (2016): 187-99.
- Girard, Alain. « Michel Andrée. — Les travailleurs algériens en France », 1957. https://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1957_num_12_3_4903.
- Guénif-Souilamas, Nacira. « 45. Femmes, immigration, ségrégation ». In *Femmes, genre et sociétés*, 389-97. TAP / Hors Série. Paris: La Découverte, 2005. <https://doi.org/10.3917/dec.marua.2005.01.0389>.
- . « L'altérité de l'intérieur ». In *La situation postcoloniale*, 344-52. Références. Paris: Presses de Sciences Po, 2007. <https://doi.org/10.3917/scpo.smout.2007.01.0344>.
- Hammou, Karim. « 5. Le rap comme levier d'action sur les classes populaires ». *Poche / Essais*, 2014, 119-41.
- Hmed, Choukri. « Olivier Masclet, La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué ». *Sociologie du travail* 46, n° 4 (1 octobre 2004): 556-58. <https://doi.org/10.4000/sdt.29967>.
- Ici, le média de la vie locale. « Budget 2025 : à Toulouse, les subventions pour les clubs de sport et les associations vont baisser de 20 à 40% - ici », 28 novembre 2024. <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/budget-2025-a-toulouse-les-subventions-pour-les-clubs-de-sport-et-les-associations-vont-baisser-de-20-a-40-7549358>.
- ina.fr. « Nicolas Sarkozy en 2005 : «Le terme “nettoyer au Kärcher” est un terme qui s'impose» | INA ». Consulté le 26 mai 2025. <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/nicolas-sarkozy-2005-karcher-banlieue-violences-politique>.

- Jaillet-Roman, Marie-Christine, et Mohammed Zendjebil. « Le Mirail : un projet de « quasi-ville nouvelle » au destin de grand ensemble ». *Histoire urbaine* 17, n° 3 (2006): 85-98. <https://doi.org/10.3917/rhu.017.0085>.
- Jaunait, Alexandre, et Sébastien Chauvin. « Intersectionnalité ». In *Dictionnaire. Genre et science politique*, 286-97. Presses de Sciences Po, 2013. <https://doi.org/10.3917/scpo.achi.2013.01.0286>.
- Jazouli, Adil. « Les jeunes des banlieues entre la rupture et le conflit », 1991. <https://doi.org/10.3406/homig.1991.1725>.
- Jeunes de quartier. « Filles / Garçons ». Consulté le 9 juin 2025. <https://jeunesdequartier.fr/notices/filles-garcons/110>.
- Jeunes de quartier. « Jeunes de quartier : un projet collectif de recherche ». Consulté le 11 janvier 2025. <https://jeunesdequartier.fr/pages/jeunes-de-quartier-un-projet-collectif-de-recherche>.
- Jeunes de quartier. « Quartier ». Consulté le 11 janvier 2025. <https://jeunesdequartier.fr/notices/quartier>.
- Julliard, François-René. « Magali Bessone et Matthieu Renault, W. E. B. Du Bois. Double conscience et condition raciale ». *Lectures*, 13 décembre 2021. <https://doi.org/10.4000/lectures.53175>.
- Kokoreff, Michel. « Drogues, trafics, imaginaire de la guerre: Des quartiers aux cartels ». *Multitudes* 44, n° 1 (17 mars 2011): 119-28. <https://doi.org/10.3917/mult.044.0119>.
- . « Du stigmat au ghetto: De la difficulté à nommer les quartiers ». *Informations sociales* 141, n° 5 (2007): 86-95. <https://doi.org/10.3917/inso.141.0086>.
- Lepoutre, David. « Chapitre 1. Les critères de la réputation ». *Hors collection*, 1997, 347-73.
- . *Cœur de banlieue. Codes, rites, et langages*. Hors collection. Paris: Odile Jacob, 1997. <https://www.cairn.info/coeur-de-banlieue--9782738104557.htm>.
- L'Heuillet, Hélène. « Les études postcoloniales, une nouvelle théorie de la domination ? » *Cités* 72, n° 4 (21 décembre 2017): 41-52. <https://doi.org/10.3917/cite.072.0041>.
- Marlière, Éric. *Jeunes en cité: diversité des trajectoires ou destin commun ?* Débats jeunesse. Paris: Budapest, 2005.
- . « « Maldonne » : du sentiment d'injustice aux parcours de délinquance dans les « quartiers » ». *Les Cahiers du Développement Social Urbain* 74, n° 2 (2021): 16-17. <https://doi.org/10.3917/cdsu.074.0016>.
- Martin, Olivier. « Induction-déduction ». *Sociologie*, 1 octobre 2012. <https://journals.openedition.org/sociologie/1594#authors>.
- Mauger, Gérard. « 4. Sur la violence symbolique ». In *Pierre Bourdieu, théorie et pratique*, 84-100. La Découverte, 2006. <https://doi.org/10.3917/dec.colli.2006.01.0084>.
- . « Stéphane Beaud et Michel Pialoux, Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses ». In *Lire les sciences sociales. Volume 5/2004-2008*, édité par Louis Pinto, 129-40. Lire les sciences sociales. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2008. <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsh.8215>.
- Mohammed, Marwan. « La défiance des bandes : antagonismes sociaux et agressivité collective ». *Cités* 50, n° 2 (2012): 19-28. <https://doi.org/10.3917/cite.050.0019>.
- . « La dynamique des bandes de jeunes : compensation et réputation ». *Sens-Dessous* 18, n° 2 (2016): 17-23. <https://doi.org/10.3917/sdes.018.0017>.
- . « La rue juvénile : chacun son “délire” ». *Cahiers de l'action* 32, n° 2 (2011): 29-34. <https://doi.org/10.3917/cact.032.0029>.
- . « Les jeunes en bande et leurs parents. Les ressorts symboliques du détachement ». *Criminologie* 48, n° 2 (2015): 187-207. <https://doi.org/10.7202/1033843ar>.
- . « Nicolas Oppenchaim, Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité ». *Sociologie*

- du travail* 62, n° 3 (12 septembre 2020). <https://doi.org/10.4000/sdt.33507>.
- . « Pourquoi « ça se tape » ? Les « embrouilles de cités » ont malheureusement du sens ». *Diversité* 162, n° 1 (2010): 109-13.
- Mohammed, Marwan, et Peggy Pircher. « L'école ou la rue ». *L'école des parents* 613, n° 2 (21 décembre 2015): 27-29. <https://doi.org/10.3917/epar.613.0027>.
- Nogues, Thierry. Review of *Review of La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, par Michel Kokoreff. *Revue française de sociologie* 45, n° 2 (2004): 393-95. <https://doi.org/10.2307/3323172>.
- Oppenchain, Nicolas. « Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité ». *Diversité : ville école intégration*, Les mobilités. Accéder au monde et aux savoirs, n° 187 (2017). <https://hal.science/hal-01834413>.
- . « Les freins à la mobilité d'une partie des jeunes des quartiers sensibles ». *Les Cahiers du Développement Social Urbain* 58, n° 2 (2013): 18-19. <https://doi.org/10.3917/cdsu.058.0018>.
- Philippon, Samuel. « Un substitut au travail légal : l'exemple du deal dans un quartier populaire toulousain ». *Agora débats/jeunesses* 99, n° 1 (3 février 2025): 111-26. <https://doi.org/10.3917/agora.099.0111>.
- « PUBLICATIONS ONPV | ONPV.fr - Observatoire National de la Politique de la Ville ». Consulté le 31 mai 2025. <https://www.onpv.fr/publications>.
- « rapport-bp2025-tm.pdf ». Consulté le 31 mai 2025. <https://metropole.toulouse.fr/sites/toulouse-fr/files/2024-12/rapport-bp2025-tm.pdf>.
- Rautenberg, Michel. « La valorisation culturelle des mémoires de l'immigration : l'exemple de la région Rhône-Alpes ». *Hommes & migrations*, 2006, 119.
- Rea, Andrea. « V / La sociologie de l'immigration en France et en Europe : une lente constitution ». *Repères* 3 (4 février 2021): 57-68.
- Renahy, Nicolas, Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, et Olivier Masclet. « De la sociologie de la classe ouvrière à la sociologie des classes populaires: Penser ensemble la condition des ouvriers et des employé-e-s ». *Savoir/Agir* 34, n° 4 (2015): 55-61. <https://doi.org/10.3917/sava.034.0055>.
- Salane, Fanny, et Olivier Brito. « « Lui, c'est un "grand" » / « Eux, c'est nos "p'tits" » : dynamique de catégorisation et ordre social chez les jeunes des quartiers populaires ». *Sociétés et jeunes en difficulté. Revue pluridisciplinaire de recherche*, n° 25 (1 mars 2021). <https://journals.openedition.org/sejed/10826>.
- Santelli, Emmanuelle. « De la "seconde génération" aux descendants d'immigrés : constructions identitaires et enjeux sociaux ». *Migrations Société* 113, n° 5 (2007): 51-56. <https://doi.org/10.3917/migra.113.0051>.
- . « Immigrés et descendants d'immigrés entre ressemblances et spécificités : les dangers des amalgames ». *Migrations Société* 111112, n° 3 (2007): 189-200. <https://doi.org/10.3917/migra.111.0189>.
- . « Partir pour mieux revenir : la mobilité internationale, une clé pour l'insertion professionnelle des jeunes des quartiers ». *Les Cahiers du Développement Social Urbain* 58, n° 2 (2013): 41-43. <https://doi.org/10.3917/cdsu.058.0041>.
- . « III. De l'école à l'emploi ». *Repères*, 23 juin 2016, 47-68.
- . *Les descendants d'immigrés*. La Découverte, 2016. <https://doi.org/10.3917/dec.sante.2016.01>.
- . « Les jeunes de banlieue d'origine maghrébine : entre galère et emploi stable, quel devenir ? » *Revue européenne des migrations internationales* 23, n° 2 (2007): 57-77. <https://doi.org/10.4000/remi.4171>.
- . « VI. Citoyenneté, identité, religion ». *Repères*, 23 juin 2016, 91-100.
- Santelli, Emmanuelle, et Laure Moguérrou. « Enquêter sur le vécu de la jeunesse et le devenir

- adulte des descendants de migrants ». *Migrations Société* 147-148, n° 3-4 (2013): 71-82. <https://doi.org/10.3917/migra.147.0071>.
- Sayad, Abdelmalek. « Les enfants illégitimes », 1979. <https://doi.org/10.3406/arss.1979.2623>.
- Shon, Jean-Louis Pan Ké. « Rubrique - Que représente pour vous votre quartier ? » *Informations sociales* 141, n° 5 (2007): 33-33. <https://doi.org/10.3917/inso.141.0033>.
- Siblot, Yasmine, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet, et Nicolas Renahy. « Introduction ». *Collection U*, 2015, 7-12.
- « SIG Politique de la Ville ». Consulté le 12 janvier 2025. <https://sig.ville.gouv.fr/territoire/QN03107M>.
- Tissot, Sylvie. « Les sociologues et la banlieue : construction savante du problème des « quartiers sensibles » ». *Genèses* 60, n° 3 (2005): 57-75. <https://doi.org/10.3917/gen.060.0057>.
- Truong, Fabien. *Des capuches et des hommes: trajectoire de « jeunes de banlieue »*. Essai. Paris: Éditions Buchet-Chastel, 2013.
- . « «Dis-moi où tu habites...» ». *Idées économiques et sociales* 167, n° 1 (15 novembre 2012): 4-6. <https://doi.org/10.3917/idee.167.0004>.
- Truong, Fabien, et Gêrôme Truc. « Chapitre 8. Partir : émancipation et arrachement ». *Sciences humaines*, 23 janvier 2025, 256-92.
- . « Introduction ». *Sciences humaines*, 23 janvier 2025, 9-21.
- ViE. « Stratégie territoriale pour l'emploi (Step) ». Consulté le 1 juin 2025. <https://www.vinci-vie.fr/case-study/step-strategie-territoriale-pour-lemploi/>.
- Vulbeau, Alain. « L'approche sensible des quartiers "sensibles": Une posture de proximité ». *Informations sociales* 141, n° 5 (2007): 8-13. <https://doi.org/10.3917/inso.141.0008>.
- Yvarel, Jean-Jacques. « Gérard Mauger, Les bandes, le milieu et la bohème populaire ». *Sociétés et jeunesses en difficulté. Revue pluridisciplinaire de recherche*, n° n°6 (30 janvier 2009). <https://journals.openedition.org/sejed/5142>.
- Zehraoui, Ahsène. « Processus différentiels d'intégration au sein des familles algériennes en France ». *Revue française de sociologie* 37, n° 2 (1996): 237-61. <https://doi.org/10.2307/3322096>.

8. Annexes

Annexe 1 : Grille d'entretien pour les jeunes

Mémoire de recherche M2 Camille Gervaise

Dans le cadre d'un master de sociologie et d'intervention sociale (Master Intervention Sociale, Solidarités, Sociologie - MISS), je réalise un mémoire de recherches sur l'impact de l'histoire des migrations et celle des quartiers dits populaires sur le rapport à l'identité des jeunes habitant ces quartiers. Je m'intéresse ainsi, et de manière plus globale, à l'identité des jeunes du Mirail, la manière dont ils se présentent et se représentent → Comment les jeunes habitant le Mirail se présentent et se représentent ? Étude du potentiel impact des histoires des migrations et celles des quartiers dits populaires sur les constructions identitaires des jeunes du Mirail.

Les entretiens réalisés avec les jeunes et les professionnels seraient enregistrés (sur accord) pour faciliter la transcription et l'analyse, sans crainte de déformer les propos tenus, et ne fera aucunement l'objet d'une diffusion. Nous respecterons l'anonymat et la confidentialité de ces échanges. Ces discussions permettraient de nourrir une réflexion dans le cadre d'un mémoire de recherche en master de sociologie.

Introduction

Présentation de la recherche et objectif

- Comme on entend souvent parler des "jeunes des quartiers" dans les médias, par des personnes extérieures, je voudrais me saisir de mon travail de mémoire pour demander à ces fameux "jeunes de quartiers" de me décrire qui ils sont et comment ils se perçoivent. Comment vous, vous vous présentez et représentez ? Je voudrais entendre et mettre en avant votre parole et votre point de vue.
- Déroulé de l'entretien : d'abord, pour comprendre qui vous êtes, il y aura une série de questions axée sur votre quotidien, votre environnement social (espaces et personnes fréquentés), vos relations sociales...etc. puis, une série de questions cette fois-ci plus dédiée à votre point de vue sur les expressions "jeunes des quartiers" et "jeunes issu.es de l'immigration".

Quotidien, environnement social (// Stéphane Beaud, Marie-Hélène Bacqué/Pop-Part)

Parcours résidentiel

Questions :

- Dans quel quartier habites-tu ? Depuis quand ?
- Où es-tu né.e ? (voir si déménagement(s))
- Est-ce que ta famille a toujours habité le quartier ? Sinon, depuis quand ? (interroger le parcours résidentiel)

Scolarisation, mobilité (// Nicolas Oppenchaim, Emmanuelle Santelli), environnement

Questions :

- Est-ce que tu es scolarisé.e ?
- Si oui : en quelle classe es-tu ? où es-tu scolarisé.e ? Est-ce que l'école est près/loin de chez toi ?
- Si non : jusqu'à quelle classe étais-tu scolarisé.e ? Est-ce que l'école était près/loin de chez toi ?
- Est-ce que tu as toujours été scolarisé.e près/loin de chez toi ? (années antérieures)
- Est-ce qu'il y a une raison particulière pour le choix de ton école ?

Loisirs, quotidien (// Nicolas Oppenheim)

Questions :

- Est-ce que tu as des loisirs ? Si oui, lesquels et où les pratiques-tu ?
- Que fais-tu dans ton quartier ? Est-ce que tu pourrais me décrire ton quotidien dans le quartier, ce que tu y fais, où tu aimes aller ?
- Avec qui traînes-tu dans le quartier ? (famille, ami.es...)
- Est-ce que tu peux me décrire ton quartier, ce que tu aimes et n'aimes pas, comment tu le vois ? Comment l'appelles-tu ? (quartier/banlieue/cité... = termes vernaculaires)

Famille (// Stéphane Beaud)

Contexte familial = fratrie, génération, lieu naissance (// Stéphane Beaud, Emmanuelle Santelli)

Questions :

- Est-ce que tu as des frères et sœurs ? Si oui, de quel.s âge.s ? (année de naissance, situer générations)
- Où habitent-ils ? (savoir si sont chez les parents, si ils habitent seul.es...)
- Est-ce que vous êtes tous né.es au même endroit ?

Relations transnationales (// Emmanuelle Santelli)

Questions :

- Est-ce que tu as de la famille qui habite à l'étranger ? Si oui, où ? Est-ce que ta famille est originaire de là-bas ?
- Est-ce que tu es en contact avec ta famille ? Si oui, comment ? (appels, FaceTime, visites, plutôt tes parents qui entretiennent des relations avec la famille...?)
- Est-ce que tu y es déjà allé.e ?

Si oui : est-ce que tu y vas souvent ? (quelle fréquence?) Quand tu y vas, où es-tu logé.e ? (chez toi, hébergé.e...)

Si non : est-ce que tu aimerais y aller ?

Histoire(s) du quartier (// Guénif-Souilamas, Emmanuelle Santelli)

Représentations (// Noria Boukhobza)

Questions :

- Selon toi, quelle est l'image du quartier par les non-habitant.es ? (médias...)
Que dit-on du quartier ? Qu'en penses-tu ? Quelles sont les représentations que les gens ont de ton quartier ?
- Est-ce que tu penses que ton avis est partagé par tes ami.es, famille, voisin.es ?

Histoire des migrations

Questions :

- Est-ce que tu as connaissance de mouvements ou mobilisations sociales de la part de personnes immigrées ou issues des migrations ? Pour des revendications de reconnaissance, d'égalité, de droits... ?
- Est-ce que tu as des connaissances concernant l'histoire des migrations ? Est-ce que c'est quelque chose qui t'intéresse et/ou te parle ou pas ?
- Est-ce que tu penses que ton avis est partagé par tes ami.es, famille, voisin.es ?

Notions

Questions :

- Si jamais quelqu'un posait la question "d'où viens-tu ?", quelle serait ta réponse en premier, de manière spontanée ?
- Est-ce que cela fait partie de la manière dont tu te définis ? Est-ce que cela renvoie à ton identité ?
- Qu'est-ce que ça veut dire pour toi être un "jeune de quartier" ? Si tu devais proposer une définition ? Est-ce que tu utilises cette expression ?

Conclusion

Clôture entretien

Questions :

- Est-ce que la question des origines, du quartier, sont des choses abordées avec ami.e(s) / famille ? Comment et dans quel.s cadre.s ? (connaissances sur ces sujets, politisation ou non ? revendications ? etc.)
- As-tu quelque chose à ajouter ? Voudrais-tu dire un dernier mot ?
- Est-ce que tu accepterais que je te recontacte si besoin pour des précisions ?
- Est-ce que tu accepterais de parler de mon mémoire à tes ami.es pour voir si certain.es souhaiteraient faire un entretien comme toi ?

Grille entretien professionnel.les

Rappel du cadre : cet entretien est enregistré (sur accord) pour faciliter la transcription et l'analyse, sans crainte de déformer les propos tenus, et ne fera aucunement l'objet d'une diffusion. Nous respecterons l'anonymat et la confidentialité de cet échange. Cette discussion permettra de nourrir une réflexion dans le cadre d'un mémoire de recherche en master de sociologie.

Parcours professionnel

Parcours

Questions :

- Pouvez-vous me parler de votre parcours : formation(s), expérience(s) professionnelle(s), ancienneté
- Qu'est-ce qui vous a amené.e à vous orienter vers une profession dans le secteur des jeunesses ?

Présentation du métier actuel

Questions :

- Pouvez-vous me décrire votre poste : vos missions, vos fonctions, vos tâches quotidiennes ?
- Pouvez-vous me décrire la structure qui vous emploie : ses missions, son histoire, ses objectifs, son fonctionnement, sa structure hiérarchique (de qui dépend-elle ? qui sont les financeurs ?)
- Pouvez-vous me parler de votre équipe et vos collègues : les postes, fonctions, missions de chacun ?

Regard des professionnel.les sur le sujet de mémoire

L'impact de l'histoire des migrations et celle des quartiers dits populaires sur le rapport à l'identité des jeunes habitant ces quartiers, et de manière plus globale, l'identité des jeunes du Mirail, la manière dont iels se présentent et se représentent.

Questions générales sur le sujet

Questions :

- Est-ce qu'il serait possible d'avoir des retours et conseils concernant ce sujet : Est-ce un sujet qui vous parle ? Que vous rencontrez dans vos missions ? Qu'en pensez-vous ?
-

-
- Est-ce une thématique évoquée avec les jeunes ? Dans quel(s) cadre(s) ? (est-ce un sujet abordé du fait des politiques publiques dans les QPV ?)
 - Est-ce que les jeunes en parlent entre eux.elles ? De quelle(s) manière(s) ?
 - Selon vous, quel(s) rapport(s) les jeunes semblent-ils entretenir avec ce sujet ?

Questions liées au terrain : réactions et ressentis face à ces remarques

Questions :

- Les stéréotypes et discriminations semblent être un “non-sujet” (c’est-à-dire des choses dont on ne parle pas, mais pas par tabou ou pudeur) pour une partie d’entre eux : comme l’expriment des jeunes lors de discussions, ils échangent peu entre eux et leurs proches concernant la stigmatisation vécue (“on sait”).
- Grande pluralité de profils et de parcours parmi les jeunes, mais un discours relativement commun se distingue : les représentations sur les “jeunes de quartier” sont péjoratives et stéréotypées. En effet, les jeunes ne sont pas extérieurs à la société et ont bien conscience des ‘regards’, surtout dans les médias, et des discours diffusés sur eux. Pour autant, certains se ‘revendiquent’ en tant que “jeunes de quartier”, et se disent correspondre à certains préjugés : il y a une forme de jeu d’ ‘identité’ autour de ces préjugés (plus présent en groupe) → interroger “identité de quartier”, “culture de rue”?

Observations communes avec d’autres professionnel.les :

- Inquiétude concernant la dégradation de la santé mentale des jeunes
- Pareil au sujet de la paupérisation des quartiers, les jeunes se trouvant dans des situations de précarité extrême
- Place importante des addictions
- Enjeu autour de la mobilité
- Question des relations genrées, d’autant plus présente sur les terrains que les filles sont souvent minoritaires

Conclusion/clôture entretien

Questions :

- Inscrire dans l’actualité : *quid* des restrictions budgétaires 2025 sur vous et les jeunes que vous accompagnez ?
- Avez-vous quelque chose à ajouter ? Dire un dernier mot ?
- Accepteriez-vous que je vous recontacte si besoin pour des précisions ?

Dans local (16/12)

• "Anonymes"

La Faouette né → 22 ans
famille ici 85%.

+ ins. : primaire

collège Stendhal

lycée Stéphane Hessel

↳ élec (MTEC)

jusqu'au bac

puis CAP Usinoge Arènes
(ICAH)

leins : foot - futsal

city stade

avec jeunes du

quartier

depuis petit "on se connaît"

Pr. forts : interconnaissance

forte

partage

solidarité

Pr. faibles : dialogue

diff. scolaires

déjà

2 Soeurs 11 & 1 frère

↳ pense que lui

+ âgé partit pour leur vie

Algérie (peupl. 71.5e.) + limoge

↳ tous éco. étés

appelés : surtout parents

peu de maison

chez qd-mère

représentat. → délinquance

↳ dans et moudis

partout

bcp. de tout par

citoy. hennés

généralistes : quartier

partie par de ça

"que élec. : par FN"

intérêt can médias cracher

sur immigration.

de de par tt. accepter

le peuple

mais "étude" u.

"20€ Alg. SMIC"

viennent puis s'en sortira

→ besoin aide

13/01/25

- Repüsente un jeune :
désireux, par avance, ingénu

• Pen lui :

Pour lui :
pers. qu'on ne se feroit pas

↳ s'identifie comme jeunes
quartiers prioritaires¹⁴

To Mr. Robert
 100 West
 1st St
 St. Louis, Mo.
 44

Le fait de sortir d'un quartier d'origine
défend une liberté si un jeune
grouse dans la vie.

certains que je suis un peu de quartier car je suis un habitant de quartier, je n'est pas beaucoup ex: travailler dans ma vie. Et tu vois

jeune de quartier $\Rightarrow$ c'est un
complément ~~de~~, un ensemble, de
choses de la vie. C'est la

CHIENNE!

On a pas de sous mais qu'est ce qu'on Riche ?

un jeune de quatorze ans un
enfant laissez par l'état qui
courage de s'en sortir malgré tout.

un jeu de quarts
au en a maine, if fait
plus confiance à l'état.

Quand et où dans un pays
on se demande s'il y a ou
formation, ce peut être tout
ou rien,

BETBEK - BEBEK

gare? Duraan!  33